

# Le sort réservé à Nixon reste toujours incertain



Le président Nixon embrasse sa fille Julie Eisenhower, brisée par l'émotion après que le président eut annoncé sa décision à sa famille, mercredi soir. Mme Nixon et Mme Tricia Cox ont également pleuré à chaudes larmes en apprenant la nouvelle, au cours d'un dîner intime. La photo a été prise par le photographe personnel du président.

par Yves LECLERC  
envoyé spécial de LA PRESSE  
WASHINGTON — Les Etats-Unis ont un nouveau président, Gerald Ford.

A neuf heures et une hier soir, Richard Nixon s'est adressé par la télévision et la radio à un auditoire évalué à 150 millions de citoyens américains pour leur dire:

"Je quitterai la présidence à midi demain (aujourd'hui). Le vice-président Gerald Ford sera assermenté comme président à cette heure-là, dans le bureau d'où je vous parle."

D'une voix ferme, émue mais sans le pathos un peu théâtral qui avait marqué plusieurs de ses précédentes déclarations télévisées, le président a parlé pendant 15 minutes, passant en revue les grands succès de son administration en politique étrangère, lançant un appel à l'unité du peuple autour de son successeur, et défendant une dernière fois, tout en admettant avoir commis des "erreurs de jugement", son rôle dans la triste affaire du Watergate.

"Je regrette profondément tout tort qui peut avoir été causé dans le cours des événements qui m'ont amené à cette décision. Je dirai seulement que

si certains de mes jugements ont été incorrects, et certains l'ont été, ils étaient faits dans ce que je croyais à ce moment être le meilleur intérêt de la nation."

Ce matin, peu avant dix heures, l'ex-président Nixon quittait la Maison-Blanche avec sa famille pour la dernière fois, afin de se rendre à sa résidence de San Clemente en Californie. Il avait auparavant fait ses adieux à son cabinet et à ses proches collaborateurs.

### Pour la réconciliation

Immédiatement ou presque après la dramatique déclaration de M. Nixon, son successeur s'est brièvement adressé aux citoyens pour s'engager à faire tout en son possible pour favoriser la concorde et la réconciliation d'un peuple déchiré par les récents événements, et pour indiquer qu'il avait l'intention de poursuivre les politiques de son prédécesseur. Il a aussi confirmé que le secrétaire d'Etat Henry Kissinger serait maintenu dans ses fonctions.

Les événements de la journée se sont déroulés à un rythme tellement rapide qu'à la réaction universelle de soulagement qui a accueilli la démission de M. Nixon se mêlait hier soir

une sorte d'incompréhension étonnée. La plupart des gens s'y attendaient, oui, mais pas si tôt, et pas si vite.

Dès la matinée hier, il était devenu évident que le président devait démissionner. La plupart de ses collaborateurs immédiats le lui conseillaient, un grand nombre de membres des deux Chambres du Congrès le lui demandaient publiquement, et trois des leaders de son propre parti, MM. Goldwater, Scott et Rhodes, lui avaient révélé que s'il persistait à se soumettre à l'impeachment, il serait inévitablement mis en accusation à la quasi unanimité, et serait destitué par une très forte majorité à l'issue de son procès au Sénat.

L'opinion publique se retournait contre lui à vue d'œil. De 54 p. cent il y a deux semaines, la proportion de ceux qui soutenaient son impeachment était passée à 66 p. cent il y a quatre jours, et à 79 p. cent la veille.

Mais au début de la journée, la Maison-Blanche continuait à refuser de commenter les mille rumeurs qui bouleversaient la capitale américaine. Enfin, vers 11 heures, on a annoncé que M. Nixon rencontrait son successeur éventuel à huis clos, mais sans vouloir dire exactement pourquoi.

Voir SORT, page A 6

## NIXON — de l'obscurité à la présidence

— page A 8

## NIXON — de la présidence à la déchéance

— page A 9

## FORD — terne mais intègre

— page A 10

## Texte intégral du discours de démission

— page A 11

## La famille a pleuré

— page A 13



Le vice-président Gerald Ford, à qui incombe la lourde tâche de diriger les destinées des Etats-Unis dès aujourd'hui, s'est empressé de faire savoir, immédiatement après le discours du président Nixon, qu'il avait obtenu que le secrétaire d'Etat Henry Kissinger demeure à son poste. Il s'entretient ici avec les journalistes devant sa résidence, à Alexandria, près de Washington.

## AUJOURD'HUI

Toujours pas de métro

— page A 3

## sport hebdo

- Jimmy Jones n'a pas raté sa deuxième chance
- La presse et les Jeux

Cahier B

## SOMMAIRE

Arts et spectacles: B 7 à B 11  
Bandes dessinées: A 15  
Cinéma: B 9  
Décès, naissances, etc.: D 11  
Economie: C 1 à C 3  
Editorial: A 4  
Etes-vous observateur?: A 15  
Horoscope: A 14  
Informations étrangères: A 12  
Jardins et maisons: D 7  
Les maux de notre langue: D 12  
Loisirs et Récréation: A 15  
Médecine d'aujourd'hui: A 14  
Mon Oeil sur Montréal: A 14  
"Mot-mystère": A 15  
Mots croisés: D 3  
Petites annonces: C 6 à C 11, D 1 à D 10  
Radio et télévision: B 10  
Sports: B 1 à B 6  
Tribunaux: D 10  
Vivre aujourd'hui: A 13, A 14

# Les douze dernières heures

de notre envoyé spécial

WASHINGTON — La dernière journée de la veille, l'excitation électrique provoquée par les derniers événements avait rendu le sommeil presque impossible, et la soif d'informations était telle que dès l'aube, le rumeur venant de dizaines d'appareils de télévision et de radio remplissait les couloirs des hôtels où s'entassaient journalistes, hommes politiques, diplomates et touristes.

Pendant la nuit, malgré la fatigue de la veille, l'excitation électrique provoquée par les derniers événements avait rendu le sommeil presque impossible, et la soif d'informations était telle que dès l'aube, le rumeur venant de dizaines d'appareils de télévision et de radio remplissait les couloirs des hôtels où s'entassaient journalistes, hommes politiques, diplomates et touristes.

Sept heures trente: sur le petit écran qui fait face à la table du déjeuner, le tout dernier des défenseurs du président Nixon, le représentant Landgrebe de l'Indiana, présente la toute dernière défense de son héros. Interrogé sur un ton sceptique par les animateurs du "Today show", ce brave homme dont la tête fait irrésistiblement penser à une patate réitère une à une les charges auxquelles personne ne peut hélas plus croire: le président est victime d'un complot de la presse gauchiste et des démocrates dépités d'avoir perdu l'élection de 1972, tout ceci est une campagne de dénigrement sans fondement, M. Nixon a été trahi par ses aides alors qu'il agissait pour le bien du pays...

Et il y va d'une prédiction: le vent est sur le point de tourner; si hier il n'y avait que 12 congressmen à appuyer M. Nixon, aujourd'hui il y en aura 50, et avec le temps ce mouvement va prendre encore plus d'ampleur. Jusqu'au dernier moment, le président aura eu ses croyants.

Huit heures dix: à la télé toujours, le président de la Commission judiciaire Peter Rodino et deux de ses collègues jettent la douche froide de la réalité sur les rêves de M. Landgrebe. L'un d'eux, méchant, suggère même que le dernier des nixoniens a dû arriver à son chiffre en comptant des congressmen au lieu des moutons avant de s'endormir. Mais personne n'a le cœur à rire.

Huit heures quarante: sur l'autobus climatisé qui descend vers le centre de la ville, tout le monde, mais vraiment tout le monde, a le nez plongé dans son journal; seuls les bruits de moteurs et les plaintes des essuie-glaces percent le silence.

Neuf heures: devant la Maison-Blanche, une mince foule de curieux est déjà assemblée pour ne rien rater. Certains, à leur mine, ont dû passer la nuit là ou presque. Sur la pelouse, sous l'abri que fournissent les arbres abondants, quelques caméras de télévision sont déjà plantées.

Neuf heures quarante: à l'autre bout du centre-ville, dans les ailes aux colonnades compliquées qui flan-

Voir HEURES, page A 6

# Remaniement: les ministères clés de l'économie gardent leur titulaire

par André BELLEMARE

OTTAWA (PC) — Le remaniement du Cabinet canadien annoncé par le premier ministre Trudeau, jeudi, peut paraître important à première vue mais, en fin de compte, le conseil des ministres s'est enrichi de seulement quatre nouvelles figures sur 29, dont un ministre d'Etat.

Les huit ministres qui ont changé de portefeuille sont des vétérans de la politique, à l'exception de Mme Sauvé et de M. André Ouellet, qui en sont à leur deuxième mandat comme ministres.

Là où le remaniement ne signifie que peu de choses, c'est quand on constate que les ministères-clés de l'économie canadienne n'ont pas changé de titulaire; et tout porte à croire que la même ligne de conduite sera suivie, avec une même philosophie.

M. John Turner demeure aux Finances, M. Alastair Gillespie à l'Industrie et au Commerce, M. Jean Marchand aux Transports, M. Don Jamieson à l'Expansion économique régionale, M. Marc Lalonde à la Santé nationale et au Bien-être social, M. Robert Andras à la Main-d'œuvre et à l'Immigration, M. Eugen Whelan à l'Agriculture, M. Donald MacDonald à l'Énergie.

### Même équipe

Depuis 1972, et même avant, c'est cette équipe d'hommes qui avait été sur la sellette et qui avait établi les politiques contre l'inflation, le chômage, la crise de l'énergie et le problème du transport, surtout dans l'Ouest.

Ces hommes ont déjà imprégné leur marque et c'est probablement pour leur permettre de compléter leurs dossiers et de soumettre en Chambre des législations que le premier ministre Trudeau a jugé bon de les maintenir en place.

M. Lalonde a déjà amorcé la réforme de la sécurité du revenu au niveau des allocations familiales et des pensions de vieillesse et, au moment de la dissolution du Parlement, en mal dernier, il s'apprêtait à défendre aux Communes un projet de loi visant à améliorer le régime des pensions.

L'ancien conseiller spécial de M. Trudeau continuera ainsi de diriger



Paul Martin: démissionnaire

un des plus importants ministères, dont le budget de près de \$5 milliards représente un peu moins du quart du total des dépenses gouvernementales.

Il en est de même pour M. Turner dont le budget du mois de mai a provoqué l'élection générale du 8 juillet.

Le ministre des Finances mettra la main à la préparation d'un nouveau budget, prévu pour l'automne, et dans lequel on retrouverait plusieurs mesures déjà contenues dans les discours de mai.

### M. MacEachen

Parmi les mutations de ministères, la plus importante aux yeux des observateurs est sans doute celle qui fait passer M. Allan MacEachen aux Affaires extérieures, un des postes le plus prestigieux du gouvernement.

Reconnu comme un expert en procédure parlementaire, il avait réussi à maintenir le gouvernement minoritaire de 1972 au pouvoir pendant 18 mois en recourant le plus souvent à la diplomatie dans ses tractations avec les partis de l'Opposition.

M. MacEachen aura maintenant l'occasion de mettre ses talents au service de la diplomatie internationale en remplacement de M. Mitchell



Jean Chrétien: une promotion

Sharp, qui dirigeait la politique extérieure canadienne depuis six ans.

**Québécois promus**  
Chez les ministres québécois, la nomination de M. Jean Chrétien comme président du Conseil du Trésor, après un séjour de six ans aux Affaires indiennes et du Nord canadien, est considérée comme une promotion de taille pour le député de Saint-Maurice.

Il deviendra responsable de l'administration des dépenses du gouvernement et des négociations entre l'Etat et ses employés.

Mme Jeanne Sauvé a également franchi un échelon au Cabinet en étant promu au ministère de l'Environnement, dont l'importance grandit de jour en jour.

Député à Ottawa depuis seulement deux ans, Mme Sauvé remplace M. Jack Davis, le seul ministre défait le 8 juillet.



Roméo Leblanc: aux Pêcheries

L'accession de M. André Ouellet à la tête du ministère de la Consommation et des Corporations, après avoir passé 20 mois aux Postes, est aussi une reconnaissance de ses talents.

### Les rétrogradés

Pour faire place au sang nouveau, quatre ministres ont dû céder leur place.

Seul, semble-t-il, d'après des propos de M. Trudeau, le sénateur Paul Martin, leader du gouvernement au Sénat et membre du Cabinet, a donné de lui-même sa démission.

Agé de 71 ans, M. Martin aurait préféré accomplir une tâche moins ardue et on s'attend qu'il soit nommé bientôt à un autre poste.

Les quatre autres ministres qui retourneront sur l'arrière-banc, MM. Robert Stanbury, Herb Gray, Stanley Haidasz et Jean-Eudes Dubé ont été souvent pris à partie par l'Opposition

au cours de la dernière session.

L'Opposition reprochait fréquemment à M. Gray, ministre de la Consommation et des Corporations, son "incompétence" face à l'inflation et ses réponses évasives en Chambre.

Quant à M. Haidasz, alors ministre d'Etat chargé du multiculturalisme, qui deviendra désormais l'Affaire du gouvernement et non plus d'un ministre, il avait déjà été accusé en Chambre d'avoir pratiqué du patronnage dans l'attribution de subventions ou de publicité dans des journaux.

Le premier ministre s'est entretenu avec chacun de ces trois ex-ministres et c'est à la suite de ces conversations, semble-t-il, qu'il a été convenu de les exclure, du moins pour le moment, du Cabinet.

### Forte représentation du Québec

Par suite de tous ces changements, c'est le Québec qui sort gagnant quant à la représentation numérique au sein du Cabinet.

Après l'élection de 1972, 10 Québécois siégeaient au Cabinet et ils sont maintenant 11 avec l'arrivée de M. Bryce Mackasey, un mois avant le scrutin de juillet.

L'Ontario, par contre, perd deux ministres et compte 10 de ses députés fédéraux au conseil des ministres.

Le départ de quatre ministres a été compensé par l'arrivée de deux nouveaux, MM. Barney Danson et Judd Buchanan.

Comme en 1972, le gros de l'effectif du Cabinet est de nouveau recruté au Québec et en Ontario qui, à eux seuls, comptent 21 des 29 membres du Conseil des ministres; les Maritimes sont représentées par quatre ministres, la Colombie-Britannique, 2, le Manitoba 1, et la Saskatchewan 1.

Encore une fois, l'Alberta n'a pas de porte-parole au Cabinet pour la raison qu'elle a de nouveau complètement tourné le dos aux ministériels à l'élection du 8 juillet, élisant 19 conservateurs sur 19.



Bryce Mackasey

## Dure tâche pour Mackasey

OTTAWA (PC) — Le nouveau ministre des Postes, Bryce Mackasey, qui est bien vu d'une bonne partie du mouvement ouvrier, fera face à une situation difficile lorsqu'il assumera les responsabilités de son nouveau portefeuille, au cours des prochaines semaines.

M. Mackasey sera pris à partie dès cet automne, alors qu'il amorcera des négociations avec les employés des postes qui désirent renouveler leur contrat de travail et qui craignent que l'automatisation ne mette en péril leur sécurité d'emploi. M. Mackasey devra découvrir une formule de compromis susceptible d'améliorer le moral des employés des postes.

Le député de Verdun est un familier des relations industrielles et, à titre de ministre du Travail, entre juillet 1968 et janvier 1972, il a conquis l'admiration de maints leaders syndicaux.

Sous sa direction, le Code du Travail du Canada fut substantiellement amendé pour rendre la législation fédérale plus favorable aux syndicats. Une des principales modifications donnaient aux employés, sous juridiction fédérale, le droit de négocier les changements technologiques.

Ce droit à la négociation des changements technologiques constitue d'ailleurs une des principales demandes du Syndicat canadien des employés des postes, qui craignent les retombées du projet d'automatisation des postes, au coût de \$90 millions.

Mais, M. Mackasey, pourrait calmer les doutes des employés postaux. Il aura probablement besoin, pour ce faire, de tous les talents de négociateur acquis à titre de responsable des ministères du Travail et de la Main-d'œuvre.

Le président Roger Décarie des 12.000 postiers du Canada, a affirmé jeudi que M. Mackasey était accredité dans le mouvement ouvrier. "Nous avons besoin d'un véritable ministre du Travail aux Postes. M. Mackasey est un homme d'affaires et amènera de nouvelles idées. Nous en avons besoin. M. Ouellet était plus un politicien qu'un ministre," a-t-il ajouté.

Quant à D. A. Blackie, président des 8.000 employés des postes, il croit que "la réputation de M. Mackasey permet de croire qu'il sera un excellent ministre."

# Trudeau s'est donné un cabinet plus souple

OTTAWA (PC) — Le premier ministre Trudeau, en privant de leur portefeuille cinq ministres réélus le 8 juillet dernier, a voulu ainsi conférer au cabinet "une plus grande souplesse et une plus grande liberté de manoeuvre" à une époque où tout évolue rapidement.

Il faut tenir compte de la conjoncture et cesser de porter un jugement politique de nature à dénigrer un ministre parce qu'il redevenait un simple député.

C'est ainsi que le chef du gouvernement a tenté d'expliquer la nature du remaniement majeur de son cabinet, jeudi, au cours d'une rencontre avec la presse.

M. Trudeau est sorti des sentiers battus et, faisant fi de la tradition au pays, il a remercié cinq ministres en poste pour les remplacer par quatre nouveaux titulaires.

Cette façon d'agir s'inscrit dans un programme de modernisation des institutions parlementaires, à Ottawa, et la nomination d'un vieux routier comme M. Mitchell Sharp à titre de leader du gouvernement en Chambre doit être regardée dans cette optique, a expliqué le premier ministre.

Ce dernier a rappelé qu'en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans la plupart des grandes démocraties, il

est fréquent de voir un ministre quitter son poste pour redevenir simple député et effectuer, plus tard, un retour au Cabinet.

M. Trudeau a d'ailleurs indiqué qu'un autre remaniement aurait lieu d'ici un an.

Il a précisé qu'il avait rencontré individuellement les cinq personnes en cause, MM. Robert Stanbury, Herb Gray, Jean-Eudes Dubé, Stanley Haidasz et le sénateur Paul Martin, qui était leader du gouvernement au Sénat.

Ces ministres, a expliqué M. Trudeau, ont manifesté le désir de prendre un certain temps de réflexion ou de servir autrement la population.

### Moderniser le système

Le chef du gouvernement avait déjà commencé, après la prise du pouvoir des libéraux en 1968, à donner plus de flexibilité au système de la fonction publique en déplaçant fréquemment des sous-ministres et des directeurs des grands services gouvernementaux.

M. Trudeau a l'intention d'appliquer cette méthode aux membres du cabinet de façon à procurer au conseil des ministres la souplesse voulue pour s'adapter aux changements rapides.

"J'espère que cette initiative sera acceptée par tous les Canadiens et

## LA METEO à Montréal

AUJOURD'HUI		DEMAIN	
Minimum : 55	Maximum : 75	Ensoleillé	
Généralement ensoleillé			

## au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	55	75	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Ostacouais	55	75	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Laurentides	55	70	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Cantons de l'Est	55	75	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Québec	55	75	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Rimouski	50	65	Ensoleillé avec pass. nuag.	Géné. ensoleillé
Lac-Saint-Jean	55	75	Généralement ensoleillé	Ensoleillé
Bas-Comeau	50	65	Ensoleillé avec pass. nuag.	Géné. ensoleillé
Sept-Îles	50	65	Ensoleillé avec pass. nuag.	Géné. ensoleillé
Gaspé	50	65	Ensoleillé avec pass. nuag.	Géné. ensoleillé

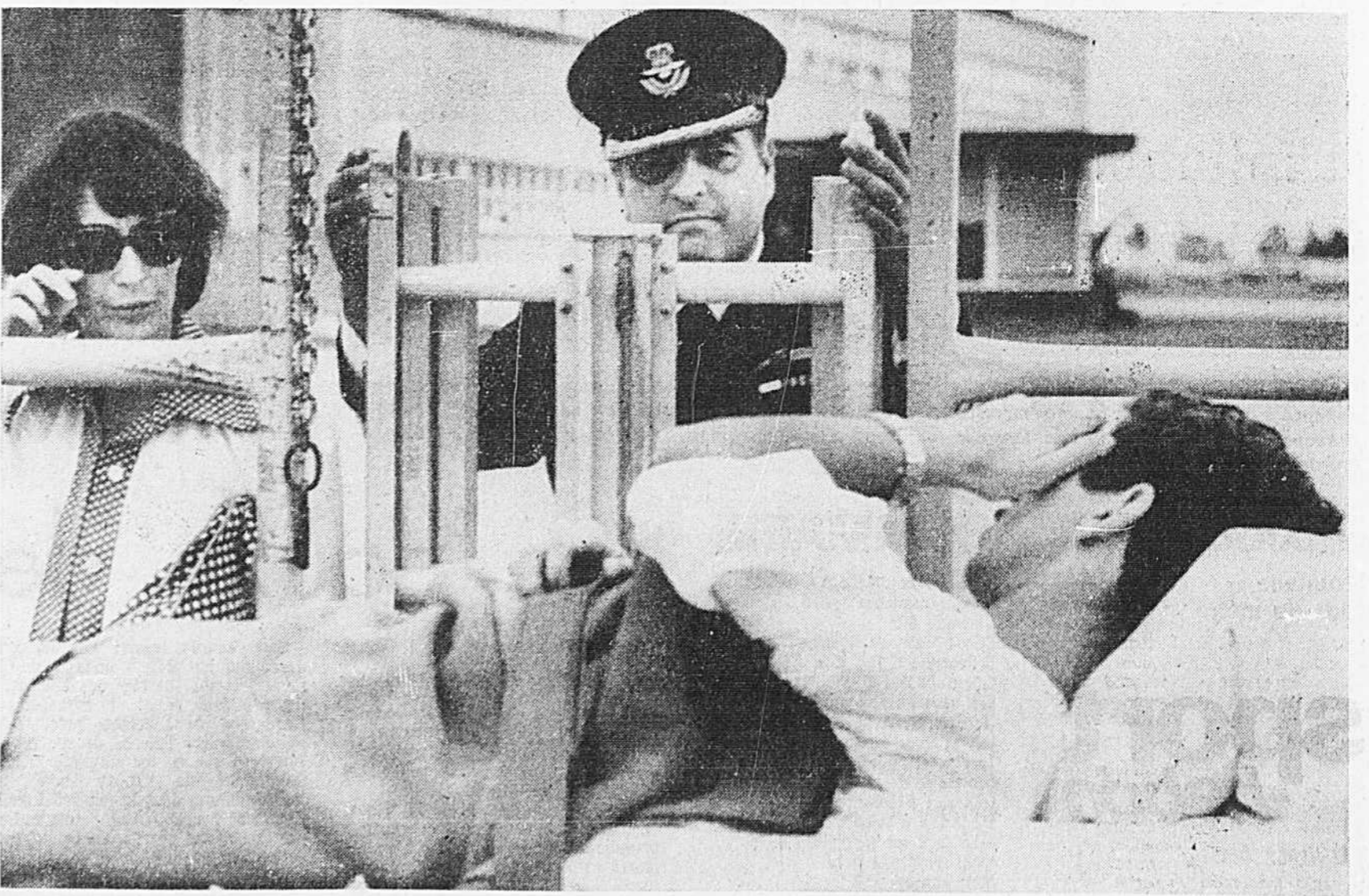
## au Canada

	AUJOURD'HUI			Min.	Max.
Colombie-Britannique	Ensoleillé		Vancouver	55	70
Alberta	Ensoleillé		Edmonton	45	70
Saskatchewan	Nuageux		Regina	50	70
Manitoba	Ensoleillé		Winnipeg	60	85
Nouveau-Brunswick	Ensoleillé		Saint-Jean	50	70
Nouvelle-Ecosse	Ensoleillé		Halifax	50	70
Île-du-Prince-Édouard	Ensoleillé		Charlottetown	55	70
Terre-Neuve	Nuageux		Saint-Jean	45	55

## si vous partez

Aux Etats-Unis						
New York	65	78	Chicago	—	New Orleans	—
Washington	—	—	San Francisco	—	Miami	—
Boston	—	—	Los Angeles	—		
Vers les capitales						
Paris	Min.	Max.	Moscou	Min.	Max.	
Londres	—	63	Stockholm	—	66	
Rome	—	63	Tokyo	—	64	
Berlin	—	84	Athènes	—	81	
Amsterdam	—	73	Casablanca	—	88	
Bruxelles	—	68	Genève	—	75	
Madrid	—	73	Le Caire	—	72	
					75	
					84	
					73	
					54	
					95	
					73	
					70	
Vers les plages						
Acapulco	77	90	Bermudes	82	90	
Mexico	57	72	Barbade	77	85	
			Nassau	75	90	
			Rio de Janeiro	78	87	

(Ces chiffres indiquent le minimum enregistré hier et le maximum la nuit dernière)



## Retour de Chypre

Le capitaine Normand Blaquière, 27 ans, de Montréal, est accueilli par sa femme et par le commandant Bourgeois, à son arrivée à Ottawa depuis Chypre. Le capitaine Blaquière faisait partie d'un groupe de sept soldats canadiens blessés et rapatriés de Chypre. L'avion transportait également le corps du soldat Gilbert Perron, âgé de 20 ans, tué à Chypre. Ses funérailles auront lieu lundi à Montréal.

161photo PC

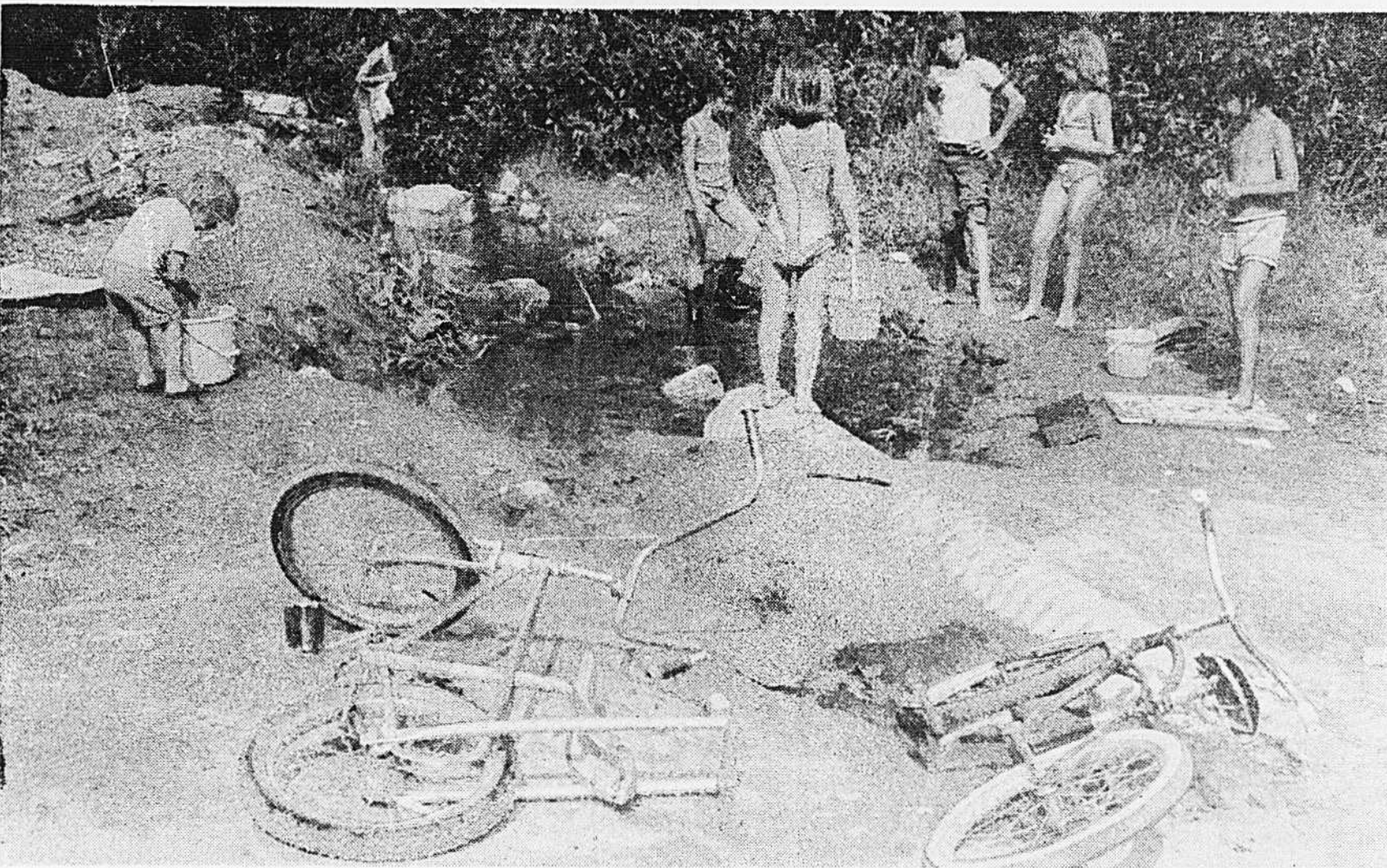
## la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seul la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. "Courier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400". Port de retour garanti.

<b>TARIFS D'ABONNEMENTS</b>		<b>INFORMATION GENERALE</b>	
Livraison à domicile: Lundi au samedi	\$1 15	REDACTION	874-7070
Lundi au vendredi	1 00	EDITORIAL	874-7030
Samedi seulement	0 35	PROMOTION	874-7100
<b>ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE</b>		RELATIONS DE TRAVAIL	
par porteur: 12 25		874-7383	
Lundi au samedi \$13 80 \$27 60 \$52 20		<b>PETITES ANNONCES</b>	
Lundi au vendredi 12 00 24 00 48 00		Commandes	
Samedi seulement* 9 10 18 20		du lundi au vendredi: 9h à 17h	
par courrier:		Pour changer ou annuler	
Lundi au samedi \$26 00 \$52 00 \$104 00		du lundi au vendredi: 9h à 18:30h	
Lundi au vendredi 19 50 39 00 78 00		<b>GRANDES ANNONCES</b>	
Samedi seulement 9 10 18 20 36 40		Détailants	
*Minimum de 26 semaines		National, Tele-Presse, Vacances, voyages	
Côte-Nord, par avion, 0 40		Carrières et professions, nominations	
Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux sont ouverts de 9h à 20h (Samedi: 9h à 17h)		COMPTABILITE	
874-6911		Grandes annonces	
		Petites annonces	

Pas encore de métro

# Les grévistes défient l'injonction



A Ste-Marthe-sur-le-Lac, à quelque 100 pieds de la plage, des enfants se familiarisent avec le mode "d'épuration naturelle" de l'eau. Rappelons que 90% des municipalités envoient directement leurs eaux usées dans les cours d'eau sans aucun traitement.

par Mario FONTAINE

La grève qui paralyse le métro depuis mercredi semble s'installer pour durer. Les employés d'entretien et de garages de la Commission de transport de Montréal ont en effet décidé hier de braver l'injonction émise contre eux, et de poursuivre leur débrayage.

Non seulement ces travailleurs ont-ils résolu de continuer la lutte dans l'illégalité, mais ils ont également lancé un appel aux autres employés municipaux pour qu'ils appuient leurs revendications.

Plus de 200 employés de bureau de la CTCUM avaient déjà quitté le travail hier matin afin de demander eux aussi l'indexation de leurs salaires au coût de la vie. Les 90 caissiers de la commission les imitaient quelques heures plus tard.

Le métro ne transportera donc pas ses 500.000 usagers quotidiens aujourd'hui, et de nombreux autobus pourraient même quitter le service, faute de carburant. Des lignes de piquetage se dressent devant les garages de la commission malgré l'injonction qui les interdit, compliquant le travail des cadres qui font le plein des véhicules à la place des préposés habituels.

Cette injonction avait été accordée mercredi soir par le juge Rodrigue Bédard de la Cour supérieure. Elle ordonnait aux 1.600 grévistes du Syndicat du transport de Montréal (CSN) de rentrer au travail immédiatement, de s'abstenir de faire du piquetage, et d'éviter de molester, d'intimider ou de menacer les représentants de la CTCUM.

Les syndiqués, réunis hier après-midi à l'Institut Dominique Savio, ont décidé de défier la loi dans une proportion de 67,3 p. cent. A peine 539 des 1.600 membres de la section se sont cependant prévalus de leur droit de vote. 363 ont prôné la grève, 172 s'y sont opposés, et quatre bulletins furent annulés.

La Fédération des services publics, le conseil général et l'exécutif du syndicat auraient cependant préféré qu'au moins 800 hommes participent

au vote, et qu'on ne décide de la grève qu'avec l'accord des deux tiers de ceux-ci.

## D'autres injonctions

A la CTCUM, on prétend que la véritable raison du débrayage réside dans la question de l'indexation, et non dans celle des 73 suspensions, tout d'abord invoquée par le syndicat.

Le président de la commission, M. Laurence Hanigan, a déclaré au cours d'une conférence de presse hier qu'il attend que la loi soit respectée.

"Nos conseillers juridiques étudient la situation, a-t-il dit, et ils présenteront leurs conclusions devant les tribunaux dans les plus brefs délais." M. Hanigan a cependant refusé de dire si des peines de prison seront requises contre les représentants syndicaux.

La commission entend d'autre part demander une nouvelle injonction visant cette fois-ci ses employés de bureau et ses caissiers, afin de les forcer à reprendre le travail.

Les caissiers alimentent les chauffeurs d'autobus en billets en temps normal. Mais suite à leur défection, la CTCUM a décidé d'accepter le paiement en argent à bord de ses véhicules, soit 30 cents, en monnaie si possible.

Ainsi, et avec les cadres administratifs qui remplissent les réservoirs, M. Hanigan estime que la plupart des autobus pourront encore rouler quelques jours. A condition bien sûr que les chauffeurs restent à leur poste.

Car les grévistes leur demandent de débrayer par solidarité, à eux ainsi qu'aux cols blancs et aux pompiers. A l'assemblée syndicale d'hier, un travailleur, bruyamment approuvé par ses confrères, a menacé de "faire sauter des autobus" si ceux-ci reparaissent la route.

Le syndicat a par ailleurs installé un local de grève à la salle du Plateau, rue Calixa-Lavallée. Il coordonne l'action des piqueteurs depuis dix heures ce matin.

Rappelons que les préposés à l'entretien gagnent actuellement entre \$3,50 et \$5,50 l'heure. Leur contrat de travail n'expire qu'en juillet 1975.

## Québec interdit l'accès à huit plages de la région montréalaise

par Gilles TREMBLAY

Le ministre de l'Environnement et des Affaires municipales a annoncé, hier, lors d'une conférence de presse qu'il avait émis des ordonnances enjoignant les municipalités concernées d'interdire l'accès à huit plages de la région montréalaise.

Les plages touchées sont la plage Jacob et la plage Richard à l'Annonciation d'Okla, la plage du camping Pointe-Calumet à Pointe-Calumet, la plage Roger et la plage du camping Deux-Montagnes à Ste-Marthe-sur-le-Lac, la plage Riviera à Ste-Geneviève et les plages Des Iles et Jacques-Cartier à Laval.

Ces huit plages ont été trouvées en mauvais état à la suite de l'enquête faite par les services de protection de l'environnement. Devant l'impossibilité de refaire une analyse détaillée de ces endroits afin de pouvoir recommander les améliorations locales immédiates et à cause de la croissance de la pollution bactériologique avec le passage de l'été, il a été décidé de fermer ces plages, du moins temporairement.

On sait que 44 plages ont fait l'objet d'enquêtes de la part des Services de protection de l'environnement du gouvernement du Québec. Un premier

rapport, rendu public la semaine dernière, couvrait 30 de ces plages, dont 14 sont maintenant fermées; le rapport sur les 14 autres est attendu d'ici 10 jours.

M. Goldbloom a aussi précisé qu'il avait retenu les services d'une firme de consultants, soit la firme Contrôle technique appliqué, afin d'identifier les causes de pollution de chaque plage dont l'état était mauvais et d'aider l'équipe gouvernementale à la surveillance continue de celles jugées bonnes ou médiocres.

Les plages entrant dans ces deux dernières catégories sont les plages Simon K, Anse à l'Orme, Annabelle, Mohawk et Parc Côte-Ste-Catherine considérées en bon état et la plage Sandy à Hudson et du parc provincial d'Okla toutes deux considérées comme médiocres mais acceptables.

### Mesures plus draconiennes

Le ministre a qualifié ces décisions de point tournant. Déçu devant l'échec des techniques de persuasion utilisées par les années passées afin de pousser les propriétaires de plages à apporter les correctifs qui s'imposaient, M. Goldbloom s'est dit contraint de faire usage de mesures plus draconiennes cette année.

Le ministre a d'ailleurs annoncé que

l'an prochain des équipes procéderaient aux analyses d'eau des plages dès le début de l'été et que les plages demeureraient fermées jusqu'à ce qu'on connaisse les résultats touchant la salubrité de chacune d'entre elles.

Selon M. Goldbloom, même si les causes de pollution sont connues "en gros", il s'avère nécessaire de raffiner les recherches car il arrive que dans une même région certaines plages soient bonnes alors que d'autres sont mauvaises. Reste à savoir si les sources de pollution sont locales ou régionales.

M. J.C. Langlois président de l'Association des terrains de camping du Québec a commenté les décisions de M. Goldbloom en soulignant que certaines causes de pollution échappaient complètement à la compétence des propriétaires de terrains ou de plages et relevaient plutôt des municipalités. On sait qu'actuellement environ 90 p. cent des municipalités déversent directement leurs eaux usées dans les cours d'eau sans aucun traitement.

Dans de tels cas, M. Goldbloom prétend que les victimes devraient demander au ministre de l'Environnement de faire enquête afin qu'on puisse corriger la situation s'il y a lieu. Les municipalités fautives pourraient ensuite être

poursuivies et un dédommagement payé aux exploitants à qui une pollution de type "municipal" aurait causé préjudice.

Actuellement, l'épuration des eaux usées par les municipalités est limitée par leur manque chronique de ressources financières.

### Assis sur la tirelire

Pour sa part, le Conseil du trésor québécois serait assis sur la tirelire limitant d'autant l'accélération du processus d'assainissement des eaux.

C'est la raison pour laquelle les efforts sont actuellement concentrés sur les centres importants tels que Montréal, Québec et Ville de Laval afin de doter ces grands centres de pollution d'un équipement sanitaire adéquat.

Les estimés de coût pour l'épuration des eaux de la seule île de Montréal feraient un bond de \$100 millions par année et logeraient actuellement autour de \$500 millions. La ville de Montréal, pour une, n'en est qu'à la toute première phase de mise sur pied d'installations adéquates.

Inutile de dire que de plus petites municipalités n'apprécient guère les exhortations de Québec les enjoignant à se munir d'un système d'épuration des eaux usées alors que les grands centres, ou en sont encore à la phase d'études ou ne font qu'en amorcer la réalisation.

Le ministre a révélé que selon les estimés actuels il en coûtera \$1,2 milliard réparti sur un programme de réalisation de 10 ans d'assurer le traitement des eaux usées à l'échelle de la province. "On paie pour les erreurs du passé" a dit M. Goldbloom... et ces erreurs auront coûté très cher.

## Le CIO se dit inquiet au sujet des Jeux '76

par Guy PINARD

Le vice-président Willi Daume qui, semble-t-il, le don de se mettre littéralement les pieds dans les plats par ses déclarations à Munich, a déclaré hier que le Comité international olympique est fermement décidé à faire toute la lumière sur les prétendues difficultés de financement qui, croit-on là-bas, remettraient en question les prochains Jeux olympiques d'été de Montréal.

Par deux fois au cours de la dernière année, M. Daume a fait des déclarations similaires avant son voyage à Montréal, pour ensuite débiter une tout autre chanson devant la presse montréalaise.

M. Daume a fait sa déclaration d'hier à un journaliste de l'Agence France-Presse, auquel il annonçait sa venue à Montréal pour le 20 août.

M. Daume a expliqué qu'il venait sur mandat du CIO pour rencontrer les membres du comité d'organisation des Jeux et faire le point des préparatifs avec eux pendant cinq jours.

"Il y a effectivement quelques problèmes, a-t-il déclaré, mais je ne pourrai vous en dire plus qu'après mon retour".

Même si ce voyage était prévu, selon le Comité organisateur des Jeux olympiques, il est possible que le CIO manifeste actuellement certaines inquiétudes, tout particulièrement à la lumière de l'échec du vélodrome olympique.

Cependant, au fil des conversations

du chroniqueur de LA PRESSE à Lausanne, en février et en juin, il est permis de signaler que ces inquiétudes subsistaient au niveau de la construction des équipements sportifs et du village olympique, et de l'hébergement des athlètes plutôt qu'au niveau du financement qui, de toute façon, ne risque aucunement de toucher le CIO de près ou de loin.

### Replique du COJO

Pour sa part, le président et commissaire général du COJO, M. Roger Rousseau s'est dit surpris d'apprendre cette déclaration de M. Daume.

M. Rousseau a souligné qu'il y a à peine trois semaines, à l'occasion du tournoi pour la Coupe du Monde de football, à Munich, il avait eu l'occasion de rencontrer M. Daume en compagnie du président du CIO, lord Michael Killanin, et de leur expliquer les progrès notoirement enregistrés, tout particulièrement au comité d'organisation des Jeux et faire le point des préparatifs avec eux pendant cinq jours.

"Il y a effectivement quelques problèmes, a-t-il déclaré, mais je ne pourrai vous en dire plus qu'après mon retour".

M. Rousseau a terminé sa déclaration en soulignant que de toute façon, le COJO fera part des derniers développements aux membres du CIO lors de leur 75e assemblée plénière, à Vienne, en octobre.

## L'inflation dans le domaine immobilier ne fera augmenter les taxes foncières qu'en '75

par Claude GRAVEL

La poussée inflationniste des 12 derniers mois dans le domaine immobilier sur l'île de Montréal ne commencera à affecter que l'an prochain les propriétaires qui ont déjà reçu ou qui recevront bientôt, leurs comptes de taxes foncières de 1974.

En effet, si le prix moyen d'une maison unifamiliale a augmenté de 32 p. cent en un an dans la région métropolitaine, l'évaluation foncière dans les 30 municipalités de l'île n'a enregistré qu'une progression de 4,3 p. cent et elle ne parvient plus à suivre la valeur marchande des immeubles.

La situation sera toutefois beaucoup moins réjouissante l'an prochain pour les propriétaires fonciers, car les rôles d'évaluation de toutes les municipalités expliquent le décalage de cette année entre l'évaluation officielle des propriétés et leur valeur réelle sur le marché, valeur qui n'a cessé de croître depuis un an.

Selon des statistiques communiquées hier à LA PRESSE par le Service d'évaluation de la Communauté urbaine de Montréal, les der-

niers rôles des municipalités de l'île, complétés le 1er mars 1974 pour Montréal et le 15 novembre 1973 pour la banlieue, fixent à \$10,8 milliards la valeur totale des propriétés.

Cela ne représente qu'une hausse de \$500 millions — un peu moins de 5 p. cent — par rapport aux rôles d'évaluation qui avaient été remis 12 mois plus tôt aux différentes villes.

On sait que les comptes de taxes que reçoivent cette année les propriétaires sont basés sur cette dernière évaluation foncière, elle-même basée sur la valeur réelle des propriétés sur le marché.

Or, le temps qu'il faut aux experts de la CUM pour confectionner les rôles d'évaluation de toutes les municipalités explique le décalage de cette année entre l'évaluation officielle des propriétés et leur valeur réelle sur le marché, valeur qui n'a cessé de croître depuis un an.

Le rôle d'évaluation remis le 1er mars 1974 à la Ville de Montréal reflétait le prix des immeubles six mois ou un an plus tôt; mais ce

prix n'ayant cessé d'augmenter depuis lors dans des proportions différentes selon les quartiers ou les secteurs, cela se reflète dans l'évaluation qui sera publiée l'an prochain. Le phénomène vaut aussi pour la banlieue.

Ainsi, entre le 1er mars 1973 et le 1er mars 1974, la valeur totale de toutes les propriétés de Montréal n'est passée que de \$6,14 à \$6,33 milliards, ce qui ne représente qu'une majoration de 2,6 p. cent.

Cette légère hausse de l'évaluation foncière touche particulièrement le centre commercial et certains quartiers périphériques de la ville (Ahuntsic, par exemple), a précisé le directeur-adjoint du Service d'évaluation de la CUM, M. Jacques Ranger.

Pour les municipalités de banlieue (Verdun, Outremont, Saint-Léonard, Pointe-aux-Trembles, etc.), l'augmentation de l'évaluation n'a été que d'environ 6 p. cent entre le 15 novembre 1972 et le 15 novembre 1973; les rôles sont alors passés de \$4,6 milliards à \$4,9 milliards.

## Holiday Magic et Sta-Power interrompent leur recrutement

par Conrad BERNIER

La Cie Holiday Magic, que la Fédération des ACEF, forte de l'appui inconditionnel d'une centaine d'organismes populaires, dénonce impitoyablement depuis plus de trois ans, informait hier le public en général, ses organisateurs, ses maîtres-distributeurs et distributeurs généraux, de sa décision de mettre fin aux programmes Holiday Magic et Sta-Power "concernant le recrutement des maîtres-distributeurs et des distributeurs généraux pour tout le territoire de la province de Québec".

C'est par le biais d'une annonce publiée, hier, dans un quotidien du matin de Montréal, que la Cie Holiday Magic a, d'une part, rendu public sa décision, et l'a d'autre part, brièvement expliquée.

"Ladite décision, lit-on dans l'annonce parue dans Montréal-Matin, fait suite au jugement récent prononcé à Montréal visant l'application de l'arti-

cle 189 (1) (E) du code criminel en ce qui concerne les ventes dites pyramidales. Cette décision de la compagnie Holiday Magic demeurerait en vigueur jusqu'à ce que l'appel de ce jugement ait été entendu par les tribunaux d'appel."

Le 14 juin dernier, le juge Marcel Marier, de la Cour municipale de Montréal, déclarait, en effet, illégal le système d'opération de la Cie Holiday Magic à l'issue du procès du "super instructeur général" Robert Gravel.

Au cours des derniers mois, soit depuis le 25 mars dernier, plus d'une centaine de Québécois ont intenté des poursuites judiciaires à la Cie Holiday Magic. Ses principaux dirigeants, Bob Walsh, Magella Dionne, Claude Contant et Robert Gravel ont été arrêtés et accusés d'avoir tenu ou administré une loterie de type pyramidale.

Le 19 avril, au cours d'une série de perquisitions effectuées presque simultanément à Montréal et dans six au-

tres villes, des policiers de la Sûreté du Québec, ont saisi tous les dossiers de la compagnie. Le 1er mai, le comité exécutif de la ville de Montréal a refusé à Holiday Magic un permis pour exploiter une école privée d'entraînement de vendeurs. Le 5 mai, le juge Beaudet, de la Cour municipale de Montréal, a imposé des amendes totalisant \$14.000 à la Cie Holiday Magic, trouvée coupable d'avoir donné des cours sans permis du ministère de l'Éducation.

Enfin, le 24 mai, le juge Yves Leduc, de la Cour supérieure, a rejeté une requête de la Cie Holiday Magic en cassation d'un bref de saisies avant jugement. Ces 13 saisies avaient été réclamées par Me Jacques Rossignol, du Centre communautaire juridique Hochelaga-Maisonneuve, le 22 avril dernier.

Selon les dossiers des ACEF, la Cie Holiday Magic aurait piégé plus de 7.000 victimes au Québec, depuis 1967.

la presse

PAUL DESMARAIS  
président du conseil d'administrationROGER LEMELIN  
président et éditeurROCH DESJARDINS  
vice-présidentJEAN SISTO  
éditeur adjointYVON DUBOIS  
directeur de l'informationMARCEL ADAM  
éditorialiste en chef

## Fin d'une épreuve salutaire

Le suspense a pris fin peu après neuf heures, hier soir. L'affaire du Watergate n'est peut-être pas encore définitivement classée, mais elle perd beaucoup d'intérêt du fait que son principal acteur, le président Nixon, redevient simple citoyen à compter de midi, aujourd'hui. M. Gerald Ford lui succède, devenant le 38e Président des Etats-Unis.

Les Américains ne peuvent s'empêcher de pousser un soupir de soulagement. Le Watergate, et l'affreux doute qu'il laissait planer sur certaines déclarations et certains agissements du président Nixon, avaient fini par avoir l'effet d'un mal de dents obsédant et de plus en plus insupportable pour plusieurs.

Tout à coup, le mal disparaît, et chacun de s'inquiéter des conséquences. L'épreuve aurait-elle des effets néfastes au système? Certains le croient, et peut-être même l'espèrent. Mais, si l'on s'efforce de voir le positif plutôt que le négatif de l'aventure, on se sent justifié de proclamer qu'en définitive — et si paradoxal que cela puisse paraître — le Watergate a fait plus de bien que de mal aux Etats-Unis.

Les Américains se sont parfois pris pour les gendarmes de la planète, se considérant volontiers sans peur et sans reproche. L'aventure qu'ils viennent de vivre ne manquera pas de les faire réfléchir et de les rendre plus modestes. Ils tombent de haut, mais, heureusement, ils tombent sur leurs pieds. Ils savent un peu plus, maintenant, que si la présidence est une grande chose, l'homme qui l'assume peut errer, et même aller jusqu'à commettre des actes qui trahissent son mandat. Aussi, importe-t-il grandement de se prémunir contre tout culte de personnalité à son endroit. C'est une leçon qui aura coûté cher, mais qui ne pourra que se révéler utile et bienfaisante.

Autre bienfait: le Watergate a mis en relief le besoin urgent d'une réforme électorale aux Etats-Unis. Il a même suscité et pressé la rédaction d'une loi de réforme qui, justement, se trouve présentement devant les membres de la Chambre des représentants et qui sera probablement en vigueur dès la tenue des prochaines élections.

Le Watergate a aussi fait sentir qu'à l'époque des communications de masses, les hommes publics doivent davantage se montrer prudents. Certains se demandent même si, à l'avenir, il ne leur faudra pas un billet de confession pour pouvoir se présenter? Une fois élus, ils ne pourront plus facilement esquiver l'oeil du peuple en invoquant à la légère le secret d'Etat. Durant quelques années, et peut-être davantage, ils ne seront plus les mêmes. Ils vont se sentir dans une maison de verre où ne subsiste aucun coin d'ombre pour le patronage et tripotage. N'est-ce pas là un autre bienfait?

Le Watergate a surtout fait réaliser à quel point le rôle d'une presse libre est essentiel, mais en même temps ardu, dans une démocratie. L'aventure a souligné l'importance pour les organes d'information d'assumer pleinement leur rôle de chiens de garde dans une société hautement articulée comme la nôtre.

Enfin, le Watergate, par ses insolences, ses révélations énormes et même ses outrances, a fait, une fois de plus, la preuve de la robustesse du système politique américain. Rares les pays où une performance de cette envergure reste pensable.

Nixon parti, que va-t-il se passer? On peut prédire sans risque que le système va aussitôt retrouver son assiette puisque l'intégrité de l'appareil judiciaire a réussi à sauver la Présidence en frappant inexorablement celui qui n'a pas su en rester digne.

Le nouveau Président est un homme simple et prudent. "Ne vous attendez pas à un Lincoln, a-t-il dit, vous n'aurez qu'un Ford." Ce Ford se définit conservateur en matières financières, modéré en matières sociales et fervent du pragmatisme à la Kissinger en politique étrangère.

Comme M. Nixon, le président Ford va vraisemblablement préférer la négociation à la confrontation et il cherchera à redonner la sérénité à la nation. Le cauchemar est terminé. La démocratie vient de remporter une grande victoire.

Jean PELLERIN

## Les autres, on s'en f...

Nous voilà encore dans une situation insensée: 363 membres du personnel d'entretien de la Commission de transport de Montréal ont décidé de ne pas respecter l'injonction les obligeant à rentrer au travail. Ce chiffre représente moins du quart des 1600 employés concernés par le conflit. Cette petite proportion de personnes a donc pu décider de faire la grève, de désobéir à la loi, de nuire au travail de milliers d'autres employés et d'embêter la quasi-totalité de la population montréalaise.

A quoi cela peut-il servir? Simplement à attiser le feu de l'anarchie et à installer la loi de la jungle. Le mépris de l'injonction ne sert qu'à cela.

Car il ne faut pas croire que ce syndicat obtiendra quoi que ce soit de positif par une telle attitude. Il paiera l'amende, les syndiqués paieront l'amende et grossiront ainsi les goussets du gouvernement. Les travailleurs paieront le prix, même s'ils veulent l'imposer à d'autres.

Même si quelque 250 membres du syndicat des employés de bureau ont débrayé hier par solidarité avec leurs collègues de l'entretien, ces derniers s'insèrent dans une position d'isolement fort inconfortable. Ils ne font rien pour rendre leur cause sympathique à la population qu'ils dérangent sérieusement.

Chacun sait maintenant que la question des 73 suspensions n'est plus qu'un prétexte. On aurait pu admirer la noblesse de leur geste si les syndiqués avaient quitté le travail pour préserver un principe ou pour dénoncer une injustice. La

vraie raison n'est pas là; elle se cache derrière leur volonté de voir leurs salaires indexés au niveau du coût de la vie.

Cette volonté, c'est le désir de tous les travailleurs. Autant des journalistes que du personnel d'entretien de la Commission de transport. L'inflation nous cause des ennuis et finalement nous fait mal. Mais de là à s'arroger le droit, à quelques-uns, de faire mal à tout le monde, il y a un pas à ne pas franchir.

Le mépris des injonctions a coûté cher, dans le passé, à la CSN. La Centrale sera mal venue de demander une augmentation de cotisation à ses membres si elle trouve normal de payer les frais d'idioties.

Mais le coût le plus élevé se trouve ailleurs. On le paie à chaque fois que des petits groupes d'individus, sans souci des règles démocratiques ou même saines syndicales, décident d'obliger la population à souffrir pour eux. Une telle attitude engendre d'autres attitudes semblables. Le mépris attire le mépris, malheureusement. Petit à petit, les travailleurs ne croient plus à la solidarité parce qu'ils ne voient, dans leur milieu, que des gestes d'égoïsme. Certains sont prêts à nuire à tous les autres pour la satisfaction de leurs désirs.

L'inflation nous fait mal; l'indexation des salaires deviendra peut-être la solution la plus raisonnable. En attendant, le mépris des hommes et de la loi demeure intolérable.

Jean-Guy DUBUC

## Intéressant remaniement du cabinet Trudeau

Ce qui frappe peut-être davantage dans le remaniement que vient d'effectuer le premier ministre Trudeau, c'est la mise au rancart de cinq collègues qui faisaient partie de l'ancien cabinet.

Comme le signalait hier mon confrère Marcel Pénin, le premier ministre s'est probablement inspiré d'une coutume en voie de s'implanter en Europe et qui veut qu'un ministre ne jouisse pas automatiquement de la permanence. C'est une coutume qui peut se révéler extrêmement valable en ce qu'elle permet d'introduire du sang nouveau dans une administration.

Les ministres démis redeviendront de simples députés. Ce n'est pas, ou ce ne devrait pas être une humiliation. En général, ils faisaient un travail honnête. Ils n'étaient pas des super-stars, mais ils se tiraient assez bien d'affaires. L'expérience qu'ils ont acquise comme ministre, ils pourront en faire profiter autrement la Chambre.

Quand un groupe d'administrateurs demeure trop longtemps inchangé, les idées neuves finissent par se faire rares. Et c'est malheureux autant pour un gouvernement que pour une entreprise ordinaire.

Ce geste de M. Trudeau témoigne quand même d'un certain courage. D'une certaine assurance aussi en son propre leadership. Il faut dire qu'après sa victoire décisive du 8 juillet aux urnes, le chef du gouvernement pouvait se permettre d'agir avec cette autorité.

L'assurance de M. Trudeau apparaît également dans la mutation de portefeuille qu'il a imposée à l'un de ses vétérans, M. Mitchell Sharp. Celui-ci passe du ministère des Affaires extérieu-

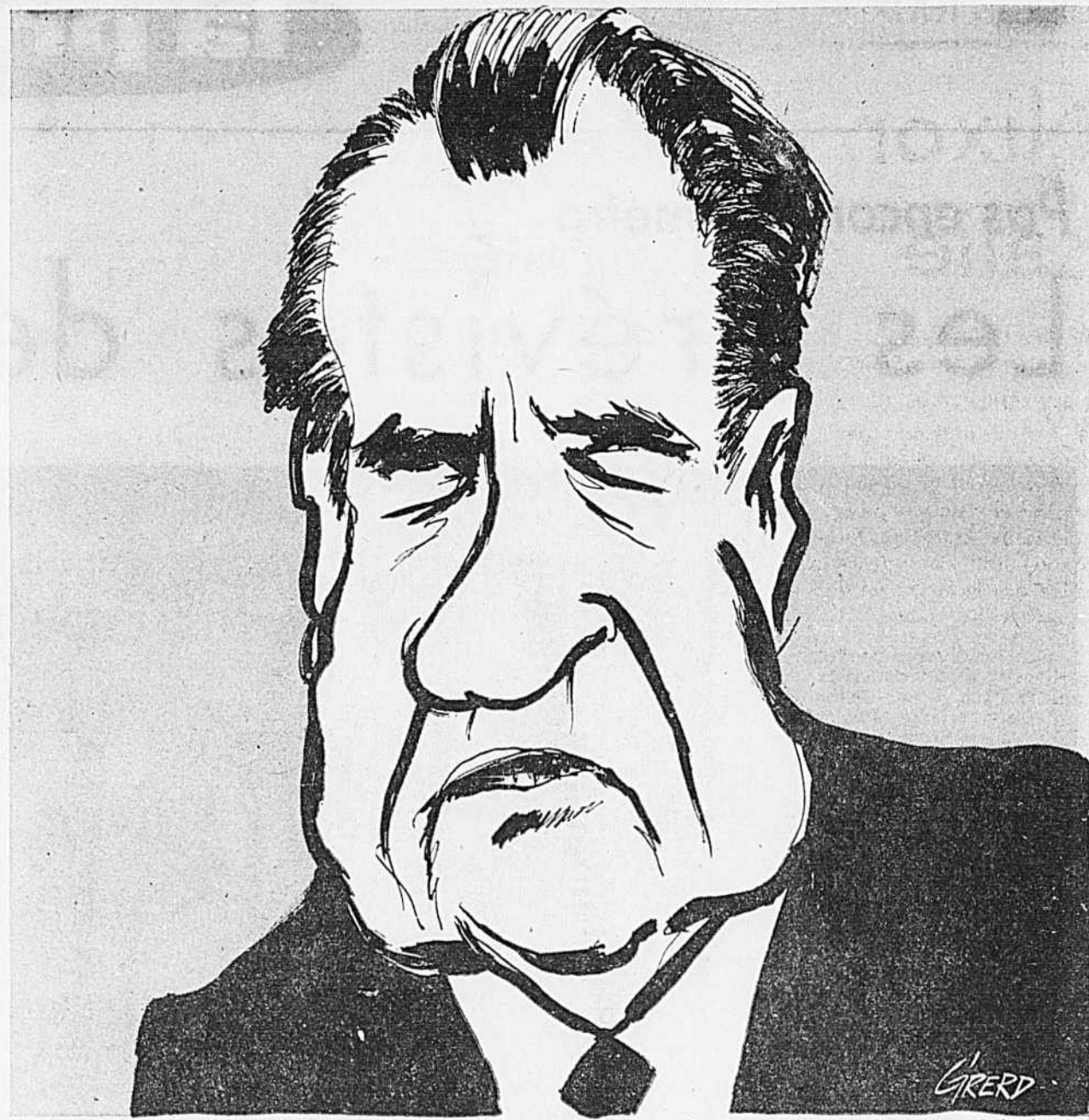
res à la présidence du Conseil privé. Celui qui était jusqu'ici président du Conseil privé, M. Allan McEachen, prendra la direction des Affaires extérieures.

Le changement devrait être heureux. La politique extérieure du Canada, sous M. Sharp, n'a pas fait preuve de tellement d'imagination. Certes, l'homme n'a pas fait d'erreurs majeures, mais on l'a souvent senti hésitant. Il n'a pas aidé le Canada à adopter en ce domaine une attitude bien définie. C'est un secteur qui était à repenser.

On avait cru, en certains milieux, que M. Trudeau confierait cette mission à M. Gérard Pelletier. Le député d'Hochelega aurait certes été qualifié pour le poste, mais son chef a sans doute jugé qu'il pouvait rendre de plus grands services en demeurant à son ministère des Communications, où il est engagé dans des négociations complexes et difficiles avec les provinces, notamment avec le Québec.

M. McEachen, de toute façon, devrait être un bon choix. Il a une solide formation académique et, surtout, il siège au cabinet fédéral depuis de nombreuses années. Il connaît donc bien la politique fédérale. Il a, au surplus, démontré de réels talents de négociateur politique en tant que leader gouvernemental dans le dernier parlement. Sa principale faiblesse se situerait au niveau de son absence de bilinguisme.

Sa nomination à un poste aussi capital revêt, toutefois, un sens politique assez prononcé. M. Trudeau a voulu tenir compte du rôle joué par M. McEachen aux dernières élections. C'est grâce à lui que les libéraux ont pu améliorer leurs posi-



## ce que pense LE LECTEUR

### Une émission ignoble au Canal 9

L'abjection ordinaire ne m'énerve pas. Elle peut même inspirer la pitié et toucher au pathétique. Michel Tremblay en a brossé la peinture bouleversante. D'autres aussi. Les maques tombent; voici l'insondable misère humaine, sa grimace laideur mise à nu et, dans la nuit, des destins broyés qui nous interpellent. Ainsi, la pénétration de l'écrivain, l'originalité de son style et la puissance de ses dons nous ouvrent le monde des damnés de la terre. Et désormais le poids de cette déchéance habite notre propre chair.

Mais il existe malheureusement une tout autre attitude à l'égard du délabrement humain, attitude qui ne peut provoquer, chez quiconque n'est pas dénaturé ou fondamentalement pervers, qu'un soubresaut d'écoeurement et d'indignation. Tel est le cas de l'émission que Câblevision s'abaissait à nous servir au canal 9, vendredi soir dernier: **A quoi ça rime?** Aneries, ignominie qui ne sont pas montrables, écrivait Jean Basile dès le lendemain. De fait, ni moi ni mes amis n'avions encore jamais rien vu d'approchant en

guise d'immondices verbales, d'insultes au public, d'exhibitionnisme bête et de dépravation morbide.

Le sujet à l'affiche n'entre pas ici en ligne de compte. Que des m'a-s-t-u-v-u même moyennement farfelus discutent en mornes bourgeois descendants sur les rapports magiques du sexe et de la drogue, parmi les funèbres blâsés du jaunisme attrape-nigauds et les fricoteurs repus et sans imagination, quoi de plus normal et de plus banal? Mais que, pendant des heures et avec un cynisme dévoyé de pachydermes barbares, on étale au petit écran la décomposition intellectuelle et morale de deux pauvres êtres détraqués et timbrés, tout juste bons à baver dans leur bière et à vomir aux téléspectateurs d'infâmes éructations fascistes et un tombereau d'injures, ce mépris attente à la dignité humaine et s'appelle proprement un déshonneur sinistre. Et ce n'est pas, hélas, la présence d'un naïf freluquet blondin paré de son bac en sexologie et de sa vanité de tourtereau de guimauve qui pouvait rien y changer. Roger Soublière,

l'insignifiant animateur de cette ignoble mascarade, eût-il été capable de quelque respect pour son public et de quelque virilité, n'eût pas tardé à y mettre fin et à prier sa clientèle d'excuser une pareille irruption d'avachissement, d'indépendance et de forfanteries qui éclaboussaient toute la société: il se contenta de grands sourires béats (...)

J'ai eu l'honneur, aujourd'hui, d'exprimer mes sentiments, sur toute cette affaire, à celle qu'on m'a présentée au téléphone comme "la responsable de l'émission", une certaine Lucie Dumoulin. Toute surprise qu'on osât critiquer la performance de sa tribu, elle m'invita gaiement à me brancher sur un autre poste, si son émission n'agréait pas à mes caprices! (...)

Au canal 9 de Câblevision, qu'on nous débarrasse donc au plus tapant du putride mélange de fascisme délinant, de glorieux misérabilisme et de dégradation humaine auquel nous avons eu droit vendredi dernier!

Jacques TREMBLAY  
Montréal.

## L'indexation, une nouvelle ruse des syndicats?

Quel joli terme, et combien à la mode!

Est-ce un outil ou une arme? Un sésame ou un boomerang?

Chose certaine, c'est une voie vers une spirale, ou plutôt, vers un remous d'allure insensée vers l'inflation et la vraie, cette fois.

Tant que cette procédure d'indexation s'appliquait aux revenus fixes, on pouvait parler de justice. Mais qu'en est-il aujourd'hui?

N'est-il pas évident que la chose devient une formule de déguisement pour arracher le plus possible alors que la façon dont grimpent

les salaires est déjà passablement désordonnée? (L'on me répondra que les prix montent aussi. D'accord. Mais que l'on cesse de répéter que l'augmentation des salaires n'a rien à y voir!)

Pour le moment, nul ne peut nier que l'indexation est un outil commode dans les mains de la kyrielle de nos grassouilletés témoins d'un syndicalisme dénaturé, pour ne pas dire décadent, qui prétendent avec une candeur désarmante servir les intérêts de leurs membres, et qui, au surplus, causent sans cesse des torts quasi irréparables à toute notre population.

De plus, il faut bien l'admettre, nos démolisseurs, tels les révolutionnaires avoués et tous nos sempiternels perturbateurs de l'ordre — tout ordre leur semble mortel! —, ont beau jeu et savent en profiter. Il est d'ores et déjà acquis qu'ils s'en servent car pour eux tout est bon en autant que ça puisse embêter l'autorité (lisez: l'ennemi à abattre).

Il est à espérer que tous nos gouvernants y verront bientôt clair, et surtout, sauront y remédier.

J. C. P. Hardy,  
Montréal P.Q., Canada

Vincent PRINCE

tions aux Maritimes, et particulièrement en Nouvelle-Ecosse.

On pourrait formuler des considérations semblables sur le choix de M. Raymond Perreault comme leader du gouvernement au Sénat. M. Perreault était chargé de la campagne des ministériels en Colombie-Britannique. Il s'est fort bien acquitté de sa tâche. De plus, il pourra assurer à l'Ouest une présence au sein du cabinet qui ne devrait pas être à dédaigner.

La nomination de M. Bryce Mackasey aux Postes s'inspire peut-être d'autres considérations, mais elle n'en devrait pas moins signifier des dividendes pour le gouvernement. M. Mackasey est un homme à l'esprit généreux qui est demeuré très près des préoccupations des travailleurs. Aux Postes, où il semble qu'on soit continuellement en négociations, son expérience antérieure sera sûrement précieuse. M. André Ouellet avait amorcé là un bon travail, mais les relations patronales-syndicales continuaient de poser des problèmes et d'empêcher la modernisation du ministère.

Le retour de M. Mackasey représente, en quelque sorte, du sang nouveau. Mais, à ce chapitre, il faut signaler encore le choix qu'a fait M. Trudeau de M. Roméo-A. Leblanc, du Nouveau-Brunswick, comme ministre d'Etat aux Pêcheries. M. Leblanc est un universitaire et un homme de grande culture. Il devrait imprimer sa marque dans les orientations politiques du gouvernement.

Quant au Québec, sa représentation demeure intacte. MM. Jean Marchand et Marc Lalonde, en particulier, gardent leurs importants portefeuilles. Et c'était sans aucun doute justifié. M. Marchand

est peut-être, à certains égards, un politicien contesté, mais il s'est récemment mis à la tâche de réorganiser notre système de transport et on doit lui donner la chance de mener ce projet à terme. Quant à M. Lalonde, il a abattu de l'excellente besogne dans son ministère et on compte sur lui pour la poursuivre. Certains avaient suggéré qu'il aurait pu succéder à M. Turner aux Finances, mais, pour le moment, il peut aider davantage le gouvernement en terminant la réforme de la sécurité sociale qu'il a entreprise avec passablement de succès.

M. Jean Chrétien accède à un poste de plus grand prestige en devenant président du Conseil du Trésor. C'est une promotion qu'il a méritée en oeuvrant sérieusement et de façon compétente comme ministre des Affaires indiennes. Quant à Mme Jeanne Sauvé, elle obtient un nouveau portefeuille, au moins aussi important que celui qu'elle détenait, et qui lui permettra d'acquiescer encore plus d'expérience.

Dans l'ensemble, il s'agit donc d'un remaniement suffisamment substantiel pour indiquer la volonté du Premier ministre d'insuffler un dynamisme nouveau à son administration. Il y en aura d'autres sûrement dans un avenir plus ou moins rapproché quand certains ministres, qui n'ont pas été démis ou mutés cette fois, auront fermé certains dossiers et pourront être disponibles pour d'autres tâches. La prudence commandait probablement au Premier ministre de ne pas chambarder tout de suite et de fond en comble une combinaison qui s'était tout de même révélée gagnante.

pleins feux sur l'actualité

# Nixon laisse l'institution de la présidence salie et dépréciée devant l'opinion publique

par Yves LECLERC  
envoyé spécial de LA PRESSE

**WASHINGTON.** — Après avoir prétendu pendant deux ans que ce qu'il faisait avait pour but de défendre le prestige et le pouvoir de la présidence des Etats-Unis, Richard Nixon laisse la présidence plus faible qu'elle ne l'a été depuis au moins 40 ans.

Il avait commencé par se retrancher derrière le principe de la sécurité de l'Etat. Il en a tellement abusé que ce principe, sans doute valable dans certains cas, se trouve aujourd'hui dévalué et ne pourra plus être invoqué avant longtemps par un président obligé de poser des actes exceptionnels pour le bien de son pays.

Il avait formé un cabinet d'hommes selon son cœur, d'hommes dont il avait dit que "les Etats-Unis n'auront jamais connu une administration aussi efficace". De ces hommes, un a démissionné pour ne pas trahir sa conscience, un autre a été chassé parce qu'il n'était pas d'accord avec le président, un autre a dû se retirer après s'être reconnu coupable de parjure, et trois autres ont été accusés de fraude.

Il avait affirmé un principe global du droit du président au secret, dont il se servait comme d'un rempart pour lui et les siens. La Cour suprême a battu ce principe en brèche, lui donnant des limites nettement plus étroites que celles qu'on lui reconnaissait tacitement auparavant.

Il avait donné à la présidence un ascendant très fort sur les autres branches du gouvernement et en particulier sur le Congrès en se faisant élire avec une majorité record et en s'entourant d'un état-major ultra-puissant qui n'avait à répondre de ses actes devant personne sauf devant le président lui-même. Il est aujourd'hui forcé de céder la présidence à un homme qui n'a jamais été élu par le peuple et que celui-ci ne connaît pas, tandis que de son ex-état-major, un seul homme, Ron Ziegler, son attaché de presse n'est pas accusé ou en prison.

Il avait accédé à une fonction présidentielle peut-être exagérément respectée et adulée par les citoyens, considérée comme un haut lieu d'intégrité et de dévouement respectée et adulée par les quitte salie, suspecte et dépréciée devant l'opinion publique.

## Un lourd héritage

D'ailleurs, une des premières tâches de son successeur sera de redonner confiance au peuple américain dans ses institutions et dans son président. Mais pour cela, Gerald Ford sera infiniment plus mal placé que Richard Nixon ne l'était quand il a pris le pouvoir il y a six ans. Il sera limité dans ses actions, soumis aux caprices du Congrès, et aura de la difficulté à recruter des hommes d'envergure pour remplir des postes qui ont été dévalués par ceux que Richard Nixon y avait placés.

Un autre des effets non négligeables du passage de M. Nixon à la présidence est la position précaire dans laquelle se retrouve le Parti républicain qu'il dirigeait, et par voie de conséquence, le système bipartite qui est à la base de tout le fonctionnement de la politique américaine. Le président démissionnaire a tout fait pour entraîner dans sa débâcle ce parti politique, auquel il n'a jamais vraiment appartenu et auquel il ne s'est senti lié que quand il se servait. Il l'avait déjà affaibli en faisant cavalier seul dans la campagne électorale de 1972, alors qu'il était au sommet de sa popularité. Ce n'est qu'au moment où il s'est trouvé embourbé dans le scandale du Watergate qu'il s'est de nouveau senti une âme partisane, et qu'il a demandé aux républicains de le soutenir en dépit du sens commun. Beaucoup d'entre eux l'ont fait, si bien que le

parti risque maintenant d'être décimé par un électoral vengeur au scrutin de novembre.

Il a eu la chance rare de pouvoir nommer quatre des neuf juges de la Cour suprême des Etats-Unis, cet organisme qui joue un rôle majeur dans la vie sociale et politique

de pays et qui est l'interprète ultime de la constitution et des lois. Deux de ces choix ont été rejetés avec raison par le Congrès, et les quatre sur lesquels il s'est finalement rabattu ont donné au tribunal une réputation de prudence exagérée frisant l'indécision, abdiquant

leur rôle traditionnel de gardien de l'équilibre des forces de la nation.

Il est venu au pouvoir en critiquant vigoureusement les orientations des politiques internes de ses prédécesseurs. Mais il a été incapable de formuler des politiques de remplacement, et s'est la plupart

du temps contenté de solutions improvisées à base de compromis électoraux quand ce n'était pas de venalités plus ou moins évidentes.

Une présidence affaiblie et dépréciée, un déséquilibre peut-être dangereux du système politique bipartite, une Cour suprême médiocre,

une absence de politiques internes cohérentes, tel est le lourd héritage que laisse Richard Nixon à son successeur, à ce Gerald Ford qu'il avait choisi lui-même il y a huit mois et dont on se demande s'il sera vraiment capable d'en triompher.



La fin d'une carrière...

Le président Nixon porte la main à la tête au cours d'un de ses nombreux va-et-vient, à la Maison-Blanche, hier. Il s'apprêtait à annoncer, quelques heures plus tard, sa démission à la télévision.

## Politique étrangère: on doit s'attendre à une période de stagnation

**EN CE JOUR** du 8 août 1974, *E* qui a vu se tourner l'une des plus tristes pages, sinon la plus ignoble, du destin de la première puissance mondiale et prendre fin l'aventure peu édifiante du principal artisan de la plus grande crapulerie politique de l'histoire américaine des temps modernes, la lente descente aux enfers de Richard Milhous Nixon — sa démission, en effet, mettant irrémédiablement un terme à la pitoyable agonie de celui qui fut le trente-septième président des Etats-Unis d'Amérique — s'est achevée dans un désarroi pathétique.

Car, au-delà de la tragédie personnelle de l'homme, qui, par les circonstances dramatiques du déroulement de cette grave crise, peut susciter, de la part de certaines âmes en mal de charité, un vague élan de commisération, il n'en demeure pas moins vrai que les lignes de force de la politique internationale et l'évolution des différents problèmes qui départagent le monde, dans la mesure — et ô combien — où elles subissent l'influence de l'équation propre de l'occupant de la Maison-Blanche et sa façon particulière de les interpréter, vont, désormais, épouser une nouvelle orientation.

Que ce soit, en effet, dans ses relations avec l'Union soviétique, touchant principalement les multiples aspects de la Détente; dans ses rapports avec l'Europe et la nature des liens privilégiés qu'elle y entretient; en Asie, dans ses contacts avec Pékin et la survivance de ses intérêts au Vietnam; au Moyen-Orient où elle a renversé certains calculs et conditionné nombre de positions; en Méditerranée secouée par la déflagration de Chypre; en Amérique Latine traumatisée par les suites de l'expérience chilienne et le devenir de Cuba toujours placé en étroite surveillance; en Afrique agitée par les convulsions de la décolonisation portugaise; bref, qu'elle se meuve ici ou ailleurs, la politique étrangère américaine ne peut que refléter la démarche intrinsèque du nouveau président qui forcément, conditionnera sa trajectoire.

Et ce, en dépit de l'apparence de continuité, proclamée par Gerald Ford, souhaitée par les chefs de la majorité démocrate et de la minorité républicaine au Congrès, et, surtout, garantie par le maintien à la tête du département d'Etat d'Henry Kissinger, l'alter ego de l'autre, du moins dans ce domaine, et dont le nom reste attaché aux succès de la diplomatie américaine.

Car, à toutes fins utiles, le président des Etats-Unis, dans la conduite de la politique étrangère de son pays et dans le choix des options qui engagent la puissance américaine, garde le dernier mot et détermine, en définitive, la primauté des intérêts américains. D'ailleurs cette évidence a été parfaitement démontrée tout au long du déroulement de l'affaire du Wa-

tergate dont les rebondissements incroyables n'ont cessé de battre en brèche les efforts du secrétaire d'Etat Henry Kissinger et d'affaiblir, singulièrement, la position des Etats-Unis dans le développement de ses relations avec les gouvernements étrangers, alliés ou adversaires, et le règlement des différends internationaux.

Or, justement, par suite des événements graves qui viennent de se dérouler à Washington et qui ont mis en lumière, brutalement, l'altération profonde de l'intégrité du président des Etats-Unis, entamant, de ce fait, la crédibilité américaine, il serait étonnant de croire que les intérêts américains vont être placés en coupeuse et faire l'objet de soins attentionnés par les autres puissances en attendant que Washington ait retrouvé son équilibre.

Aussi, dans cette optique, pour le meilleur et le pire, jusqu'aux élections de 1976 qui devraient permettre à la politique américaine de reprendre son essor, le temps des initiatives fracassantes et des grandes chevauchées diplomatiques va faire place à un immobilisme de rigueur derrière lequel se dissimulera, tant bien que mal, le flottement qui a gagné tous les rouages de la vie politique américaine. D'autant que, paradoxalement, les capitales étrangères, tout en tirant parti des faiblesses actuelles américaines mais familiarisées, depuis plus de cinq ans, avec les méthodes et les schémas de pensée de Richard M. Nixon, attendront la confirmation de Gerald Ford par l'électorat ou l'arrivée de son successeur pour s'engager avec le gouvernement américain.

Pourtant, il ne serait pas inutile de se remémorer, au moment où Gerald Ford devient le troisième vice-président des Etats-Unis à accéder, au cours de ces trente dernières années, à la magistrature suprême, quelques étapes significatives de la carrière de ses prédécesseurs, qui semblent avoir été marqués par un destin singulier.

Ce fut, en effet, un homme étranger aux considérations de la politique étrangère qui prit la grave décision d'inaugurer l'ère atomique sur Hiroshima et Nagasaki. Il s'appela Harry Truman. Et c'est à Johnson, infiniment plus à l'aise dans les dédales du Congrès et les combinaisons de la politique intérieure américaine, que revint l'honneur douteux de tenter de faire ployer le Vietnam par un déluge de feu et de violence.

L'Histoire a beau être la science des choses qui ne se répètent pas, comme le soutenait Valéry, on est en droit de se laisser effleurer par certaines doutes. De Harry Truman qui considérait Nixon comme l'incarnation parfaite de l'imposture morale à Johnson qui soulignait, publiquement, le seul défaut de Gerald Ford, celui d'avoir joué au football trop longtemps sans porter de casque, on peut espérer, simplement, que la présidence de Ford échappera à la règle en se basant sur le fait que n'aimant pas porter les casques, il ne soit nullement enclin à en faire porter aux autres. Surtout s'ils sont en acier.

# L'économie: le calme après la tempête

Denis GIROUX  
Une analyse de

**"PERSONNE ne pourra jamais accuser Gerald Ford d'être contre les milieux d'affaires," conclut en mars dernier un article de la prestigieuse revue américaine Fortune sur l'idéologie économique de celui qui est désormais à la tête de la plus puissante économie dans le monde.**

Ford lui-même se définit comme "un conservateur modéré". "Si j'accède à la présidence, je ne changerai pas mon attitude fondamentalement conservatrice en matière économique et fiscale", disait-il il y a quelques mois.

Et comme le secrétaire d'Etat au Trésor américain William Simon le disait hier: "La démission du pré-

sident Nixon fouettera l'économie américaine, mais les solutions aux maux actuels sont d'abord économiques."

Les deux grands problèmes que devra affronter Ford sont le lot d'un peu près tous les pays industrialisés: un taux d'inflation inacceptable et le déséquilibre des opérations économiques internationales du pays, tant du point de vue commercial que financier.

Mentionnons que la lutte à l'inflation menée par l'administration Nixon, et qui commence à porter fruits, a été à l'origine de la récession que la majorité des experts prédisent pour les Etats-Unis en 1974.

Les observateurs, s'appuyant sur les déclarations passées de Ford, prévoient que le nouveau président adoptera une attitude modérée et sélective dans la recherche d'une solution à ces problèmes.

Ils soulignent que le pire est probablement passé et que Ford pourra donc se contenter d'agir selon son tempérament, c'est-à-dire de façon prudente et modérée, quitte à récolter d'ici quelques mois les fruits politiques d'une amélioration de la situation économique des Etats-Unis.

En matière de lutte à l'inflation, Ford est ouvertement opposé au contrôle des prix et des salaires. Il a déjà déclaré qu'il croyait qu'en laissant fonctionner librement les lois du marché, les prix déjà élevés amèneraient une hausse de la production, ce qui à son tour réduirait les pénuries et atténuerait les pressions à la hausse des prix.

Il est contre l'intervention directe et continue de l'Etat dans les affaires économiques et estime que les poursuites anti-monopoles intentées ces dernières années aux Etats-Unis étaient trop sévères.

"Etre gros", dit-il à propos de la taille des entreprises, "n'est certes pas un péché."

La revue Fortune observe que le principal lobbyiste de la Ford Motor Corp. et celui de la U.S. Steel sont parmi les amis personnels les plus intimes de Gerald Ford, qui, à propos, n'a aucun lien de parenté avec la célèbre famille de l'automobile.

## Lune de miel

Le prochain président des Etats-Unis est donc bien vu des milieux d'affaires, où il a d'ailleurs déjà occupé les fonctions d'administrateur.

D'ailleurs, les rumeurs voulant que Ford nomme Nelson Rockefeller à la vice-présidence ne peuvent que rassurer les hommes d'affaires les plus craintifs.

Il est aussi question que l'économiste Paul McCracken devienne le

principal conseiller économique du président Ford.

La levée de restrictions concernant le placement et les transactions sur les eurodollars aux Etats-Unis, le placement par des pays arabes de plusieurs milliards de pétrodollars en billets du Trésor américain sont autant de mesures prises avant Ford et dont les effets bénéfiques devraient se faire sentir sous le prochain président.

On s'attend généralement à ce que Ford réduise le taux de croissance des dépenses gouvernementales américaines, encourage l'opération Indépendance afin que les Etats-Unis deviennent auto-suffisants en matière énergétique d'ici 1980. Mais cela n'est pas nouveau. Nixon parlait le même langage.

L'annonce de la démission du président Nixon a entraîné hier une remontée du dollar américain en Europe et cela confirme ce que

d'aucuns pensaient déjà: Watergate sapait à l'étranger la confiance dans un redressement durable de l'économie américaine.

La venue de Ford favorisera sans doute l'amélioration de la situation économique aux Etats-Unis, non pas parce que le prochain président incarne un génie particulier, mais parce qu'il représente la stabilité: "le calme après la tempête", commentait hier un banquier allemand.

Enfin, on ne s'attend généralement pas non plus à ce que Ford relâche la politique de restriction monétaire en cours aux Etats-Unis. Il attendra plutôt que d'autres facteurs fassent baisser les taux d'intérêt.

Typiquement, le Financial Post disait cette semaine que si Ford remplaçait Nixon, ce serait "le début d'une lune de miel entre les milieux d'affaires et Washington".

# Le monde s'interroge sur les conséquences politiques et économiques de la démission

La démission du président des Etats-Unis — une des deux super-puissances — a provoqué de très nombreuses réactions dans les différentes capitales, où l'on s'interroge avant tout sur les conséquences à la fois politiques et économiques que peut entraîner le changement de l'exécutif américain. La déclaration radiotélévisée du président Richard Nixon a été retransmise dans de nombreux pays en direct et notamment en Europe occidentale.

Dans ces mêmes pays, la nouvelle fait la une des quotidiens du matin.

**A Tokyo**, on estime au ministère des Affaires étrangères que la démission

de Richard Nixon n'entraînera pas de changement notable de la politique américaine à l'égard du Japon. On souligne toutefois que M. Gerald Ford n'a pas eu de contacts approfondis avec le Japon et qu'il pourrait en résulter un certain flottement provisoire dans les relations entre les deux pays.

**A Bonn**, un porte-parole officiel a déclaré que la démission est un événement intérieur survenu dans un pays ami et allié et que le gouvernement fédéral est confiant dans la poursuite sans modification de la bonne coopération traditionnelle avec les Etats-Unis. La discrétion des réac-

tions officielles allemandes reflète visiblement le souci de ne rien dire qui puisse gêner les relations avec un pays considéré comme le principal garant de la sécurité de la RFA. Les commentateurs estiment que le système démocratique a justement fait ses preuves durant la crise présidentielle et que l'Amérique demeure forte malgré le Watergate.

**En Italie**, la presse s'interroge. Il Popolo souligne que parler de triomphe des institutions démocratiques américaines serait hasardeux.

Dans les milieux gouvernementaux italiens, on souhaite que les récents succès de la diplomatie américaine

dans l'aire méditerranéenne ne seront pas compromis.

**Au Vatican**, on estime généralement que la détente entre les blocs était un des points de la politique de M. Nixon qui intéressait le plus le Saint-Siège.

**A Genève**, le journal La Suisse écrit notamment: "Il était sans doute préférable pour Nixon de partir de son plein gré que d'être le premier président américain chassé de la Maison-Blanche."

**A Tel Aviv**, le ministre israélien de la Défense, M. Shimon Peres, a souligné que quel que soit le futur président des Etats-Unis, la politique américaine au Proche-Orient et en parti-

culier l'attitude des Etats-Unis envers Israël ne saurait changer. Israël, a-t-il ajouté, est loin d'être celui de leurs partenaires qui leur coûte le plus cher tout en étant l'un des plus utiles.

**A Athènes**, dans les milieux gouvernementaux, on craint que, survenant au moment de la crise chypriote, la démission de Richard Nixon ne crée un vide que la Turquie pourrait mettre à profit dans ses visées sur Chypre.

**Au Canada**, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau a précisé qu'il considérait le président Nixon comme un homme loyal et juste dont la politique avait généralement été bénéfique

pour le Canada et bonne dans son ensemble pour le monde.

**A Paris**, dans une émission de radio de France-Inter, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Economie et des Finances français, avait estimé que les conséquences de la démission du président Nixon pourraient être une modification dans l'équilibre du marché international des changes. "Je pense, avait ajouté M. Fourcade, que les gouverneurs des banques centrales et les ministres des Finances ont pris des dispositions nécessaires pour lutter contre toute spéculation. Le gouvernement français a pris, quant à lui, les mesures nécessaires."



Droits réservés

## SORT

SUITE DE LA PAGE A 1

"Ce n'est qu'à midi vingt que le secrétaire de presse du président, Ron Ziegler, est enfin apparu dans la salle de presse de la résidence présidentielle pour annoncer que le chef d'Etat rencontrerait les dirigeants des deux partis au Congrès en début de soirée, puis qu'il s'adresserait à la nation à neuf heures du soir.

### Plus aucun doute

"Désormais, le doute n'était plus permis.

"Entre-temps, au Congrès, le sénateur Edward Brooke, qui avait été le premier à réclamer ouvertement le départ de M. Nixon, présentait une résolution qui avait pour but de régler le dernier obstacle majeur à la démission: la plupart des observateurs et participants croyaient que, face aux preuves de sa complicité, déjà rendues publiques, le président ne pouvait se permettre de quitter son poste sans s'assurer d'abord d'une certaine immunité contre des poursuites criminelles éventuelles.

"Mais la proposition de M. Brooke, qui était de faire adopter une "déclaration d'intention du Congrès" qui, sans avoir force de loi, accorderait une certaine protection à M. Nixon, s'est heurtée à une résistance violente et imprévue de la part de plusieurs sénateurs, à tel point qu'on a craint, alors même que tout était déjà consommé, que tout ne soit remis en question.

"Une partie du suspense a donc survécu jusqu'au dernier instant, jusqu'à ce que le président se présente devant les caméras de télévision et entame sa déclaration.

"Pour autant qu'on le sache, il n'y a pas eu d'entente sur la question de l'immunité avant que M. Nixon démissionne. Aucune des deux Chambres du Congrès n'a posé ce geste en ce sens, et le procureur spécial, Léon Jaworski, a affirmé n'avoir même jamais discuté de la possibilité de ne pas entreprendre de poursuite contre M. Nixon (on sait que M. Jaworski est chargé de préparer toutes les accusations portées relativement au scandale du Watergate et à toutes les affaires qui y sont reliées).

"Quant à M. Ford, qui devient président après avoir été nommé vice-président par M. Nixon en remplacement du démissionnaire Spiro Agnew, et qui

est le premier chef d'Etat américain à n'avoir jamais été élu par le peuple, ni comme vice-président, il semble qu'il soit bien mal placé pour prendre un engagement dans ce domaine. Or, il serait le seul qui puisse accorder à son prédécesseur un pardon qui le mettrait à l'abri des poursuites.

Ceci est d'ailleurs la partie la plus mystérieuse des péripéties des dernières semaines, et pose certains des points d'interrogation les plus fascinants des prochains jours: le processus d'impeachment, qui devait entrer dans son avant dernière phase dans dix jours, se poursuivra-t-il? Ou M. Nixon sera-t-il traîné en cour criminelle par les procureurs? Ou sera-t-il du moins forcé de témoigner au procès sur le camouflage du Watergate qui doit s'ouvrir le 9 septembre avec, comme preuve majeure, les enregistrements des conversations présidentielles?

La réponse à la première question est probablement: non. La plupart des experts estiment que le processus d'impeachment n'est conçu que pour le président, le vice-président et les hauts magistrats, et ne s'appliquera donc plus à un Richard Nixon devenu simple citoyen.

Mais les deux autres interrogations demeurent pour le moment sans solution, d'autant plus qu'un grand nombre de gens se déclaraient hier insatisfaits du dénouement de l'affaire, et exprimaient le souhait qu'avant de fermer la page, on aille jusqu'au fond du scandale pour déterminer la vérité une fois pour toutes. Beaucoup espéraient une confession complète de M. Nixon sur son rôle dans cette histoire, et se disaient prêts à lui pardonner à cette condition.

Or, cette confession, l'ex-président ne l'a visiblement pas faite. Au contraire, il a profité de l'occasion pour tenter une ultime fois de se justifier.

Donc, la question subsiste, lancinante:

Jusqu'où Watergate finira-t-il par mener Richard Nixon?

## HEURES

SUITE DE LA PAGE A 1

quent le dôme blanc du Capitole, l'agitation est déjà très forte. Des congressmen qui devraient se rendre à leur réunion de comité errant ici et là à la recherche d'un renseignement,

d'une rumeur, d'une impossible certitude. Imperturbables, les troupes de touristes, guidés en tête, continuent à visiter les salles historiques, et applaudissent de temps à autres sans avertissement quand ils aperçoivent la tête nue d'un des membres de la Commission judiciaire de la Chambre. Dans les galeries de la presse, on attend soudain, la nouvelle arrive que la Maison-Blanche donne une séance d'information spéciale dans quelques minutes. La moitié des journalistes prend une mine blasée tandis que les autres partent au pas de course et s'entassent dans les ascenseurs étroits et vieillots.

**Dix heures:** dans la salle de presse bondée de l'aile ouest de la Maison-Blanche, s'écrasent les uns contre les autres les correspondants arrivés de partout, poussés graduellement vers la tribune tendue de noir et de beige par le flot des nouveaux arrivants. Le tohu-bohu qui règne est coupé d'un trait par l'apparition de la silhouette frêle de l'attaché de presse présidentiel Gerald Warren, qui annonce simplement que M. Nixon a convoqué pour onze heures le vice-président Gerald Ford au Bureau ovale. Il refuse de préciser pourquoi, évite quelques questions, s'abstient de répondre à quelques autres, puis disparaît dans les bureaux derrière. Mais contrairement à la veille, il n'ose plus prétendre que tout se passe "comme d'habitude". On tire aussitôt des conclusions échevelées.

**Onze heures:** à l'édifice de la presse, le branle-bas de combat est sonné dans chaque bureau, où on tire les plans qui d'une démission, qui d'une transmission, qui d'une édition spéciale... pour vendredi! Le consensus, en effet, est que la démission ne peut survenir aujourd'hui.

**Midi:** autre "briefing" annoncé à la Maison-Blanche, autre course folle. La foule le long des grilles du parc s'est fleurie d'une bonne douzaine de parapluies, et a augmenté considérablement. Sur le gazon, des cameramen tendent des toiles sur leurs appareils pour les protéger d'un semblant de pluie. A l'intérieur, il y a encore plus de monde si c'est possible. Les lumières s'allument, et un "oh!" détonnement monte du groupe: au lieu de Warren, c'est son patron Ron Ziegler, l'aide numéro deux du président, qui apparaît. Il est plus jeune, plus costaud, tiré à quatre épingles et le che-

veu bien en place, mais le visage grave:

"Je sais, dit-il, l'intérêt du peuple américain et de vous tous ici pour les événements d'aujourd'hui et des derniers jours. Ceci est évidemment une période difficile. Le président des Etats-Unis rencontrera en début de soirée à la Maison-Blanche les leaders des deux partis au Congrès. A neuf heures, heure avancée de l'Est, le président des Etats-Unis s'adressera à la nation par le truchement de la radio et de la télévision, de son Bureau ovale."

Le seul fait de sa présence, son air tendu, le ton neutre qu'il emploie, le contenu de son message, tout cela ne laisse plus aucun doute. C'est pour ce soir. D'autant plus qu'un téléphone du Capitole annonce que John Rhodes, chef des républicains à la Chambre, vient de dire la même chose. Chacun repart à la course de son côté: il y a des heures de tombée à respecter, des patrons à avertir, des dispositions à prendre, en prévision de ce qui cesse d'être un événement politique et qui devient de l'Histoire.

**Trois heures:** après le lunch, retour à la Maison-Blanche, où l'atmosphère a changé du tout au tout: les journalistes et quelques membres du personnel présidentiel sont drapés dans les fauteuils de cuir, échangeant à mi-voix des souvenirs et des anecdotes, avec de temps à autre un éclat de voix qui souligne le caractère funèbre de toutes ces conversations murmurées. Personne ne semble travailler, il n'y a plus rien à faire que d'attendre, interminablement.

**Quatre heures:** au Capitole, les touristes visitent toujours, mais la salle en hémicycle du Sénat est presque vide. Sur cent, ils sont tout juste une douzaine de sénateurs à faire semblant d'étudier un amendement complexe à un projet de loi qui l'est encore plus. Du haut de la galerie de la presse, on ne voit que des demi-lunes de sièges vides sur lesquels flottent des voiles désincarnées. Par contre, à côté, dans le "Salon des présidents", les élus discutent ferme, et de temps à autre un messageur vient déposer à la galerie le texte du commentaire d'un sénateur sur la proposition d'immunité du sénateur Brooke.

**Six heures:** au Press Club, la quasi totalité des gens sont agglutinés près du bar et boivent sec en se racontant des histoires un peu vulgaires: c'est vraiment devenu une veillée funèbre.

## Les deux partis vont soutenir Gerald Ford

WASHINGTON (AFP) — Les parlementaires des deux partis ont exprimé hier soir l'espoir que la démission de M. Nixon allait mettre fin à l'agonie du Watergate, et ouvrir une ère de réconciliation dans le pays.

Les représentants des partis républicain et démocrate ont de même unanimement loué le nouveau président désigné, M. Gerald Ford, et ont promis leur soutien entier à la nouvelle administration qui va s'installer à partir d'aujourd'hui.

Les républicains estiment que leurs chances ont été sérieusement augmentées pour les prochaines élections, ce que concèdent certains démocrates.

Le leader républicain au Sénat, M. Hugh Scott (Pennsylvanie), estime que le temps est venu de panser les plaies du Watergate sous le leadership de Gerald Ford.

Le chef adjoint de la majorité démocrate au Sénat, M. Robert Byrd (Virginie occidentale), tout en reconnaissant que le discours de M. Nixon a laissé et laissera toujours de nombreuses questions sans réponse, est d'avis que la réaction naturelle des gens des deux partis sera de s'associer pour soutenir le président et unifier le pays.

Pour sa part, le sénateur Edward Kennedy (démocrate, Massachusetts), a déclaré que la nuit du Watergate a pris fin, la Constitution est sauvée et l'Amérique peut refaire son unité.

Le président du comité national républicain, M. George Bush, a dit: "Le

temps est maintenant à la bienveillance... essayons de restaurer notre société dans un climat de civilité... La bataille est finie."

Deux notes discordantes dans ce concert d'unanimité:

Le sénateur Walter Mondale (démocrate, Minnesota) estime que le Congrès ne doit pas voter l'amnistie du président Nixon, ce qui, selon lui, saperait le respect et l'affection de l'Amérique pour ses lois.

Enfin, le président d'une des grandes associations civiques américaines, Common Cause, M. John Gardner, ne souhaite pas que la blessure du Watergate soit suturée alors que l'infection est encore dans la plaie.

Immédiatement après la démission du président Richard Nixon, les syndicats ont fait savoir qu'ils espéraient que M. Gerald Ford réussirait à donner un nouvel élan à l'économie américaine en état de stagnation.

M. George Meany, président de la puissante centrale syndicale FAT-COI, ennemi juré de M. Nixon et de sa politique économique, a envoyé un télégramme de soutien à M. Ford, qui deviendra aujourd'hui le 38e président des Etats-Unis.

"De la part de la FAT-COI, je vous promets tout mon appui pour résoudre les problèmes sérieux auxquels la nation doit faire face."

De son côté, M. Leonard Woodcock, président du Syndicat des ouvriers de l'automobile, a déclaré qu'il était prêt à collaborer avec la nouvelle administration Ford pour trouver des solutions aux difficultés économiques et sociales des Etats-Unis.

Enfin, M. I.W. Abel, président du Syndicat des ouvriers de la sidérurgie, a également souhaité que des progrès soient accomplis sous la nouvelle administration Ford.

## Brooke: Nixon doit en dire davantage

WASHINGTON (AFP) — Le sénateur républicain Edward Brooke, qui avait présenté hier matin un projet de résolution exprimant le désir du Congrès que le président Nixon se voie accorder l'immunité contre d'éventuelles poursuites judiciaires, a annoncé hier soir de retirer son soutien à ce projet si le président Nixon ne révèle pas entièrement son engagement dans l'affaire du Watergate.

"Je crois que le président doit au peuple américain la révélation complète de son engagement personnel dans le Watergate et les incident annexes", a affirmé M. Brooke dans une déclaration. Il a souligné que dans le discours au cours duquel il a annoncé sa démission M. Nixon a confessé des erreurs de jugement mais n'a pas dit ce que sont ces erreurs de jugement.

Un assistant du sénateur a déclaré que le sénateur ne chercherait pas à faire adopter son projet tant que M. Nixon n'aura pas fait d'autres déclarations.

Quand le bulletin de nouvelles commence à la télé, seuls les très vieux et les plus jeunes s'approchent. Les autres ne veulent pas en entendre parler, ils savent bien que bientôt ils seront obligés de replonger dans le métier, probablement pour la nuit, et ils savourent avec une sorte de rage leurs derniers instants de répit.

**Huit heures:** devant la Maison-Blanche, la foule est maintenant énorme, surtout composée de jeunes qui commentent déjà à célébrer ce qui pour eux est une victoire, et de "Jesus freaks" qui vous abordent avec un inquisiteur: "Etes-vous prêt à ce que Jésus vienne vous sauver? Il ne vous reste que bien peu de temps..." On se demande s'ils ont posé la même question à M. Nixon.

**Neuf heures:** partout, on se masse devant les appareils de télé, ou autour



A la course de Loto-Perfecta, les quatre premiers chevaux à se présenter au fil d'arrivée portaient les numéros suivants: 9-6-3-7.

Tous les participants qui avaient indiqué, sur leur billet, le numéro 9 sous la lettre A, 6 sous la lettre B, 3 sous la lettre C et 7 sous la lettre D gagnent dans l'ordre, ce qui rapporte 1431,90 dollars pour une mise de 1,00 dollar.

Ceux qui avaient choisi les quatre mêmes numéros 9-6-3-7, mais dans un ordre différent, gagnent dans le désordre, ce qui leur mérite 54,90 dollars pour chaque mise de 1,00 dollar.

369,179,10 dollars ont été partagés entre 129 prix dans l'ordre et 3,360 prix dans le désordre.

des transistors dans les rues. Quelques secondes de la voix et de la tête d'un annonceur anonyme, puis, sans transition, M. Nixon: "My fellow Americans..." On est étonné que ça vienne si vite, et si simplement. Comme si la foudre avait dû tomber à ce moment, et le rideau du temple se déchirer. Il n'y a plus rien à dire ni à faire, les secondes passent vertigineusement. Plus tard, il y aura bien la dernière conférence de presse de Ron Ziegler à la Maison-Blanche, et les émissions de nouvelles et de commentaires, et les milliers de jeunes qui se sont organisés une fête impromptue à la barbe des policiers dans le square Lafayette face aux fenêtres du président et... mais tout cela ne compte plus. L'ère Nixon vient de se terminer.

8-9-10-11  
AOÛT

LOTO-QUÉBEC VOUS INVITE

MARATHONS de NAGE

CENTRE DE LA NATURE - VILLE DE LAVAL - ANGLE CONCORDE ET PIE IX

# Québec va mettre fin à la confusion qui règne dans les ateliers protégés

par Nicole PERREAULT

Après des années de pressions exercées par diverses associations et des mois de discussion, Québec a enfin posé un premier geste pour mettre fin à la confusion qui règne dans les ateliers protégés de la province. Le ministère des Affaires sociales vient en effet de fixer le mode de rémunération des handicapés physiques et mentaux travaillant dans ces ateliers, également dénommés centres de réadaptation pour adultes.

Dorénavant, les stagiaires des ateliers protégés toucheront la prestation d'aide sociale à laquelle ils ont droit selon les barèmes de la loi, en plus d'un montant hebdomadaire de \$10 pour couvrir les dépenses additionnelles.

Cette nouvelle politique, émise sous forme d'une directive aux directeurs généraux des établissements concernés, ne vas pas sans créer de remous, à l'image même de l'écheveau à démanteler dans ce domaine.

Il y a belle lurette que la controverse perdure sur ce sujet. Certains observateurs ont crié et crient encore à l'exploitation d'handicapés, véritables robots de production, d'autres les condamnant à la non-rentabilité etc.

Comment ces ateliers survivent-ils ou se financent-ils? Le tableau est fort complexe. Une trentaine sont subventionnés directement par le ministère des Affaires sociales, d'autres par le biais du budget global des institutions qui les abritent (ex. l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu), plusieurs originent de programmes d'initiatives locales, d'autres enfin reçoivent des deniers de sources privées ou vivent des recettes de la vente des pièces produites. Grosso modo, le nombre d'ateliers protégés atteint presque le chiffre de 230 et cette imprécision corrobore le fouillis existant.

La rétribution des "stagiaires" qui y travaillent varie d'autant. Ceux (adultes célibataires) qui fré-

quentent les ateliers directement subventionnés par l'Etat, touchaient jusqu'au 1er août dernier, 47 dollars par semaine. Quant aux autres, on ne connaît guère leur "salaire." Toutefois, à la lumière de premières consultations, le ministère a constaté que plusieurs directeurs généraux d'ateliers protégés, axant d'abord et avant tout la vocation des ateliers sur la production commerciale, exercent auprès de certains stagiaires payés à la pièce un pouvoir de favoritisme pour maintenir un rythme de production.

L'Etat, en prenant à sa charge la rétribution des stagiaires des ateliers protégés, fait d'une pierre... trois coups! Il jette une base uniforme de rémunération, ramène tous les ateliers protégés à une véritable vocation de réadaptation en vue d'une réintégration des handicapés sur le marché régulier du travail et insère ce service dans le cadre de sa politique de sécurité du revenu.

Le sous-ministre Jacques Brunet a d'ailleurs tracé l'objectif de cette politique: "Notre nouvelle politique a pour but de permettre à l'individu qui s'engage dans un processus de réadaptation dans un atelier protégé de pouvoir compter sur des ressources financières qui lui permettent de satisfaire ses besoins essentiels. Nous voulons également le dédommager pour les dépenses occasionnées par sa participation aux travaux de l'atelier protégé."

L'allocation de certains stagiaires diminue avec cette nouvelle politique. Dans ce cas, le ministère versera aux handicapés admis dans les ateliers protégés avant le 1er août dernier le même montant d'argent qu'ils recevaient antérieurement.

Les protestations qui commencent à surgir de certains ateliers protégés face à cette directive ne se rabattent pas tellement sur l'aspect monétaire que sur le "principe" de la formule employée.

Ces protestations proviennent de directeurs généraux qui perçoivent leur atelier protégé comme des centres de travail transitoire par comparaison avec les ateliers protégés qui offrent des activités pour occuper les handicapés. En termes plus simples, il s'agit tout bonnement d'une distinction propre à jalonner le chemin de la réinsertion d'un handicapé sur le marché régulier du travail. Les centres

de travail, qui enregistrent un taux de réussite à ce niveau d'environ 60 p. cent, simulent les conditions de travail que rencontreront les stagiaires réadaptés, soit: des heures de travail fixes, un rythme de production industriel et un salaire. Tandis que les ateliers dits "occupationnels" coupent souvent les heures de travail d'activités récréatives.

Pour ces directeurs généraux, la po-

litique du ministère équivaut ni plus ni moins à tenter d'inculquer l'indépendance aux handicapés par de l'aide sociale, par un revenu acquis de toute façon sans travailler. Ils craignent que cette formule torpille la motivation des stagiaires et entraîne l'abandon des emplois de la part des stagiaires actuels.

"L'handicapé devient-il un assisté social au lieu d'être considéré comme

un travailleur en recyclage?", s'interrogent ces mêmes directeurs généraux.

Pourtant, les prestations d'aide sociale, émises mensuellement par l'Etat, sont distribuées par les centres de réadaptation. Cependant, précise la directive, l'aide sociale constitue un droit strict ne pouvant faire l'objet de sanctions destinées à prévenir l'absentéisme. Des sanctions, si elles sont jugées nécessaires, ne pourront jouer qu'à l'égard de l'indemnité hebdomadaire versée par le centre (le \$10 de frais de déplacement).

Le sous-ministre Brunet estime pour sa part que ce genre de source de revenus n'entraîne en rien le développement du désir d'autonomie de l'handicapé.

Enfin, les responsables d'ateliers protégés se vexent du fait que la directive ministérielle précède le rapport qui doit remettre le 31 octobre prochain un comité interministériel.

Ce comité interministériel, regroupant des représentants des ministères des Affaires sociales, de l'Education, du Travail et de l'Industrie et du Commerce, s'applique à répertorier le secteur de la réadaptation des adultes et doit déterminer les clientèles, établir des critères d'admission, élaborer des programmes, etc...

De toute manière, le ministère, tel que le laisse transparaître la directive, savait pertinemment qu'il provoquerait de fortes réactions en intervenant dans une arène de "laissez-faire".

Le sous-ministre parle justement de "révision annuelle à la lumière de l'expérience", pour ajouter: "Nous poursuivons néanmoins notre dialogue avec les centres de réadaptation pour en apprécier les effets, et juger des mesures ultérieures à prendre."

Le débat est engagé...

## Chibougamau-Chapais

# Les métallos réclament une enquête sur la sécurité dans les mines

par Claude LEVESQUE

Les métallos de Chibougamau demandent au ministre de la Justice du Québec d'instituer une enquête sur la sécurité dans les mines de cette région, où 41 travailleurs auraient trouvé la mort dans des accidents depuis 1961.

Cette nouvelle a été annoncée hier matin par le directeur du Syndicat des métallos, M. Jean Gérin-Lajoie; la nouvelle contrastait d'ailleurs avec le compte rendu de son récent voyage en Suède, où il a observé l'application de la sociale-démocratie et tout particulièrement les conditions de sécurité et la qualité de vie dont jouissent les mineurs et les métallurgistes suédois. Fortement impressionné, M. Gérin-Lajoie a d'ailleurs fait parvenir au premier ministre Bourassa une lettre dans laquelle il souligne ce qu'il considère comme les principales différences entre les réalisations dites sociales-démocrates de ce dernier et celles du gouvernement suédois.

Dans leur requête au ministre Cho-

quette, les métallos de Chibougamau citent les statistiques du ministère des Richesses naturelles, selon lesquelles 41 travailleurs ont trouvé la mort dans cette seule région depuis 1961. La situation ne semble pas s'améliorer puisque les accidents mortels y auraient fait cinq victimes depuis le début de 1974.

Deux de ces tragédies, survenues à la mine Patino de Chibougamau, ont paru particulièrement suspectes aux métallos. Dans le premier cas, le syndicat réclame la publication du rapport d'une enquête menée par des fonctionnaires provinciaux, de même que la réouverture de l'enquête du coroner. Quant au deuxième décès, il n'aurait pas fait l'objet d'une enquête complète, l'employeur ayant réussi à faire admettre qu'il était "décédé suite de complications après opération".

Mais les métallos réclament en plus une enquête générale sur les conditions de sécurité dans les mines de Chibougamau-Chapais.

Dans sa lettre au premier ministre, M. Gérin-Lajoie fait d'ailleurs état de la législation suédoise en matière de sécurité industrielle. Par exemple, les délégués syndicaux élus de certaines mines et sidérurgies suédoises pourraient, légalement, "ordonner eux-mêmes l'arrêt d'un travail qu'ils estiment constituer un danger direct d'accident de travail."

Contrairement au Québec, la Suède se signifierait également, selon M. Gérin-Lajoie, par le taux élevé de syndicalisation de ses travailleurs (90 p. cent). L'Etat contribuerait lui-même à ce mouvement, en confiant notamment aux syndicats l'administration de l'assurance-chômage.

M. Gérin-Lajoie a séjourné deux semaines en Suède en juin et en juillet. Il y a visité les villes minières et métallurgiques du nord, avant d'assister au congrès de la Fédération internationale des organisations des travailleurs de la métallurgie (FIOM), à Stockholm. Les métallos sont affiliés à cet organisme.

# appel d'offres

## SERVICE GÉNÉRAL DES ACHATS

**IMPORTANT:** Identifiez toujours le projet qui vous intéresse par son numéro de code et sa description, que ce soit par écrit ou au téléphone.

PROJET	DESCRIPTION	LIVRAISON
7311 200,000	chemises (de classement) suspendues	Entrepôt de Québec
Clôture de la soumission: 22 août 1974		15.00 heures
Pour obtenir la documentation nécessaire à la présentation de soumissions pour le projet ci-dessus décrit, écrivez ou téléphonez au:		
Gouvernement du Québec, Ministère des Travaux Publics et de l'Approvisionnement, Bureau des appels d'offres, Place de la Capitale (4e) 150 est, boul. St-Cyrille Québec, Qué.		
Tel.: 643-5438		

Le directeur général Jean-Claude Carreau, ing.

## MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE À QUÉBEC

**PROJET Z-4-67-3-7** Des soumissions cachetées seront reçues par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, Service général de la Recherche et du Développement pour: Pavage d'un stationnement, d'une route d'accès et aménagement de l'entrée principale au centre de ski dans le parc du mont Ste-Anne.

Seuls sont admis à soumissionner comme entrepreneurs généraux, les individus, firmes, compagnies ou corporations qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui ont obtenu les documents à leur nom. Ces travaux sont effectués dans le cadre de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales, financés par le ministère de l'Expansion économique régionale, mis en œuvre par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche du Québec.

Un versement de \$25.00 (chèque visé ou mandat-poste) non remboursable, fait à l'ordre du Ministère des Finances est requis pour obtenir les documents de soumission à: Bureau principal Parc du mont Ste-Anne Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche

Les plans sont en montre à l'Association de la construction de Québec, 675, avenue Marguerite-Bourgeois, Québec.

### GARANTIES

Les entrepreneurs généraux devront fournir avec leur soumission un cautionnement de soumission pour \$12,000. À la signature du contrat des cautionnements d'exécution et de garantie de paiement des tiers, chacun pour 50% de la valeur du contrat émis au nom du Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Chaque soumission doit être accompagnée d'une lettre de la caution garantissant qu'elle émettra les cautionnements exigés à la signature du contrat.

### CLÔTURE DES SOUMISSIONS

Les entrepreneurs généraux devront déposer leur soumission avant le 23 août 1974 à 15.00 h à: Service général de la Recherche et du Développement Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche Place de la Capitale, 16e étage 150 est, boul. St-Cyrille Québec

Le Ministère ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Le sous-ministre P.-A. BROWN

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

**Projet 667-2901-1** Construction complète du boulevard du Séminaire, dans la cité de Saint-Jean, comté de Saint-Jean. Longueur du projet: 1.591 mille.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$25.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$35,000.00 ou chèque certifié: \$17,500.00. La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4. Clôture des soumissions jusqu'à:

15.00 h, LE MARDI, 27 AOÛT 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.

**Projet 315-2102-4** Terrassement et gravelage sur la route Pointe-de-Levis, dans la paroisse Saint-Damien-de-Buckland, comté de Bellechasse. Longueur du projet: 2.0 milles.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$25.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$15,000.00 ou chèque certifié: \$7,500.00. La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4. Clôture des soumissions jusqu'à:

15.00 h, LE MARDI 27 AOÛT 1974.

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.

**Projet: 315-2903-4** Terrassement, gravelage et construction d'un pont au-dessus de la rivière Le Bras, sur la route 275, dans la paroisse Saint-Henri-de-Laurzon, dans le comté de Beauce-Nord. Longueur du projet: 0.91 mille.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$25.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$43,000.00 ou chèque certifié: \$21,500.00. La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4. Clôture des soumissions jusqu'à:

15.00 h, LE MARDI 27 AOÛT 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Les sous-traitants pour les poutres en béton précontraint devront présenter leur soumission au Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4, jusqu'à 15:00 h, LE MARDI 20 AOÛT 1974.

Le Sous-ministre Claude Rouleau, ing.

**Projet: 432-2106-4** Terrassement et gravelage sur le chemin Petit Lac Long, dans la paroisse de Sainte-Thècle, comté de Lavolette. Longueur du projet: 0.38 mille.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans les comtés de Champlain, Lavolette, Maskinongé, Saint-Maurice, Trois-Rivières et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$10.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$5,000.00 ou chèque certifié: \$2,500.00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, P.Q. G1A 1T4.

Clôture des soumissions jusqu'à:

15:00 h, LE MARDI 20 AOÛT 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.

**Projet 397-2903-4** Terrassement, gravelage et construction de deux (2) ponceaux métalliques sur la route no 389 Gagnon-Fire Lake, dans les cantons Chiasson, Conan et Laussedat, comté de Duplessis. Longueur du projet: 19.00 milles.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$125.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$540,000.00 ou chèque certifié: \$270,000.00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4.

Clôture des soumissions jusqu'à:

15:00 h, LE MARDI 10 SEPTEMBRE 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.

**Projet 663-2904-4** Terrassement, gravelage, revêtement en béton bitumineux et érection d'un système d'éclairage routier à l'échangeur de la route 344 (29 et boulevard des Seigneurs) et l'autoroute 25, dans la municipalité de Saint-Louis-de-Terrebonne, comté de Terrebonne. Longueur du projet: 0.456 mille.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$25.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$17,000.00 ou chèque certifié: \$8,500.00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4. Clôture des soumissions jusqu'à:

15:00 h, LE MARDI 27 AOÛT 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.

**Projet: 320-2801-2** Aménagement des abords de route, sur l'Auto-route 440 (prolongement du boulevard Chares-Quest), dans la ville de Sainte-Foy et la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comtés de Louis-Hébert et Chauveau. Longueur du projet: 5 milles.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$75.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$107,000.00 ou chèque certifié: \$53,500.00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, P.Q. G1A 1T4.

Clôture des soumissions jusqu'à:

15:00 h, LE JEUDI 5 SEPTEMBRE 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.

**Projet 323-2104-4** Terrassement et gravelage sur le chemin et la route Sainte-Marguerite, dans la paroisse de Saint-Philibert, comté de Beauce-Sud. Longueur du projet: 2.95 milles.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$25.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$33,000.00 ou chèque certifié: \$16,500.00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4.

Clôture des soumissions jusqu'à:

15:00 h, LE MARDI 27 AOÛT 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.

**Projet 323-2107-4** Terrassement et gravelage sur le chemin Rang I.N.O., dans la municipalité de Saint-François-Ouest, comté de Beauce-Nord.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans les comtés de Beauce-Nord, Beauce-Sud, Frontenac et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$10.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$12,000.00 ou chèque certifié: \$6,000.00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4. Clôture des soumissions jusqu'à:

15:00 h, LE MARDI 27 AOÛT 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.

**AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES**

**Projet 653-2902-4** Réaménagement d'une section de la route 104 et reconstruction d'une section du chemin Rang Kempt, dans les paroisses de Saint-Athanase et Saint-Grégoire-le-Grand, comté d'Iberville. Longueur du projet: 0.464 mille.

Les soumissionnaires sont priés de noter que, nonobstant les termes de l'appel d'offres déjà publié, les entreprises ayant leur principale place d'affaires dans les comtés de Brome-Missisquoi, Sherbrooke, Iberville, Saint-Jean et St-Hyacinthe sont éligibles à soumissionner pour ce projet.

Un versement de \$10.00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

**DÉPÔT de soumission exigé:** cautionnement de soumission: \$8,000.00 ou chèque certifié: \$4,000.00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Service des Contrats, Ministère des Transports, 875 est, Grande-Allée, Québec, Qué. G1A 1T4. Clôture des soumissions jusqu'à:

15:00 h, LE MARDI 20 AOÛT 1974

Le ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre, Claude Rouleau, ing.



# GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

# NIXON — De l'obscurité à la présidence



M. Nixon a connu des jours plus heureux. En juillet 1952, MM. Nixon et Eisenhower venaient d'être nommés candidats à la vice-présidence et à la présidence des Etats-Unis sous la bannière du Parti républicain. Ils devaient être élus à ces postes par le peuple américain.



M. Nixon s'adresse aux journalistes, à Los Angeles, après avoir été défait comme candidat au poste de gouverneur de la Californie en 1962. Il avait accusé les journalistes de l'avoir traité injustement et avait déclaré: "Ceci est ma dernière conférence de presse".

## "Je vais être un avocat qu'on ne pourra acheter"

par Cyrille FELTEAU

L'homme qui a dû démissionner aujourd'hui comme président des Etats-Unis, moins de deux ans après avoir été réélu par l'une des plus fortes majorités populaires de toute l'histoire politique américaine, (61 p. 100 des suffrages exprimés) est né le 9 janvier 1913 à Yorba Linda, petite ville des environs de Los Angeles, en Californie. Une dizaine d'années plus tard, sa famille, de la secte des Quakers, allait s'établir dans une autre ville de Californie, Whittier, où le jeune Richard Milhous Nixon fit ses premières études.

Son père, Frank Nixon, qui avait exercé divers métiers, dont celui de menuisier et de conducteur de tramway, ouvrit à Whittier une épicerie à laquelle il adjoignit une station-service. Sa mère, Hannah Milhous, originaire de l'Indiana, était une Quaker convaincue et fervente qui s'appliqua à élever ses cinq fils (dont deux moururent en bas âge) selon les principes les plus rigides d'une religion particulièrement austère.

**"Un avocat... incorruptible"**

Tout jeune, Richard Milhous Nixon ambitionnait de devenir un ingénieur des chemins de fer. Mais bientôt, vivement impressionné par la lecture de rapports sur le scandale dit du "Tea Pot Dome", il résolut de faire ses études de droit. A ce moment-là, il aurait confié à sa mère: "Je vais être un avocat qu'on ne pourra acheter".

Au collège de Whittier, une institution Quaker, il se fit vite remarquer par son ardeur au travail et au jeu, de même que par son vif penchant pour les débats oratoires. Ses matières préférées, où il excellait, étaient la géographie et l'anglais.

Après des études à l'Université Duke, il fut reçu avocat en 1937 et

pratiqua le droit pendant quelques années à Whittier. C'est là qu'il connut et épousa en 1940 Thelma Catherine "Pat" Ryan, professeur de sténographie et de dactylographie au "High School". De leur mariage sont nées deux filles, Patricia et Julie. Cette dernière est la femme de David Eisenhower, petit-fils de l'ancien président des Etats-Unis.

**Premières armes politiques**

Peu après son mariage, en 1942, il s'enrôla dans la marine et servit comme officier dans la zone du Pacifique-Sud jusqu'à sa démobilisation, en 1946. C'est cette année-là qu'il fit ses premières armes en politique, à l'âge de 33 ans. Les républicains du 12ème district de Californie cherchaient depuis des années un candidat capable de déloger le représentant démocrate H. Jerry Voorhis. Afin de dénicher cet oiseau rare, ils firent paraître une petite annonce dans les journaux, annonçant à laquelle Richard M. Nixon répondit. Quelques jours plus tard, il apprenait qu'il avait été choisi parmi une bonne douzaine de "postulants".

Cette première campagne électorale coûta au jeune candidat \$4.000, somme qu'il avait épargné sur sa paie d'officier de marine. Nixon écrasa son adversaire démocrate, Voorhis, qui l'accusa par la suite d'avoir employé des "méthodes brutales". Mais Nixon lui répondit que "la campagne avait été un honnête débat sur les questions en jeu".

**Du jour au lendemain, "figure nationale"**

Deux ans plus tard, le jeune représentant républicain était réélu sans contestation dans le même district électoral de Californie, ayant réussi à se faire désigner comme candidat par les deux partis!

Jusqu'en 1948, Richard Milhous Nixon demeura un obscur politicien de Californie, à peu près inconnu hors de son Etat, voire même de son district électoral. Le rôle très actif qu'il joua dans le procès d'Alger Hiss, en tant que membre du fameux comité d'enquête sur "les activités anti-américaines" lui permit d'apparaître en quelques mois comme une sorte de "figure nationale", d'un militant anti-communiste notoire tout à fait à la mode du jour.

Alger Hiss, ancien fonctionnaire du Secrétariat d'Etat, était accusé par un ex-membre du parti communiste américain, Whittaker Chambers, d'avoir été membre du parti communiste et d'avoir, dans les années '30, fourni des renseignements militaires à des agents soviétiques aux Etats-Unis.

**D'une crise à l'autre**

Hiss ayant catégoriquement nié ces accusations, la plupart des membres du comité se déclarèrent disposés à mettre fin à l'enquête, sans aller plus loin. Mais Richard Nixon s'y objecta énergiquement et réclama la poursuite de l'enquête jusqu'à son objectif ultime. A la fin, Hiss fut convaincu de parjure et condamné à la prison par un grand jury.

L'avocat-politicien de 37 ans avait gagné sa cause et surmonté la première des "six crises" de sa vie qu'il décrivit par la suite, en 1962, dans un ouvrage autobiographique.

Fort de son rôle dans l'Affaire Hiss, de même que de sa contribution à la Chambre des représentants comme promoteur du Plan Marshall et de la loi Taft-Hartley, Richard Nixon se présente aux élections sénatoriales de 1950 contre une ancienne actrice, Helen Gahagan Douglas, qu'il vainquit facilement, obtenant 680.000 voix ou 59,2 p. 100 des électeurs inscrits.

Fort de son rôle dans l'Affaire Hiss, de même que de sa contribution à la Chambre des représentants comme promoteur du Plan Marshall et de la loi Taft-Hartley, Richard Nixon se présente aux élections sénatoriales de 1950 contre une ancienne actrice, Helen Gahagan Douglas, qu'il vainquit facilement, obtenant 680.000 voix ou 59,2 p. 100 des électeurs inscrits.

L'unité retrouvée du parti et la violence qui avait éclaté à la convention démocrate de Chicago, imprimèrent à la campagne de Nixon un élan et un dynamisme irrésistibles. Dans une série de discours à l'emporte-pièce, le candidat républicain à la présidence reprocha à l'administration démocrate d'être responsable de la plus longue guerre de l'histoire des Etats-Unis (la guerre du Vietnam), des taxes les plus élevées de l'histoire américaine, de la pire vague de crimes de l'histoire américaine, de la plus grande hausse des prix, du plus bas niveau de respect pour les Etats-Unis à l'étranger, etc.

Cette stratégie fut couronnée de succès puisqu'il remporta à la fin 301 Etats et une pluralité de 500.000 voix contre son adversaire Hubert Humphrey. Malgré tout, le résultat final et la victoire demeurèrent incertains jusqu'aux petites heures du matin. A 3 heures, Richard Nixon voulut annoncer quand même sa victoire à la télévision, mais il en fut dissuadé par ses proches collaborateurs.

Le lendemain matin, il expliqua pourquoi il tenait tant à annoncer sa victoire à 3 heures. C'est que, huit années auparavant, jour pour jour, à cette heure exacte, il avait concédé sa défaite aux mains de John F. Kennedy...

**Le "discours de Checkers"**

Au Sénat, Nixon ne tarda pas à plonger dans une autre controverse, celle qui suivit la démission forcée du général Douglas MacArthur en tant que commandant des forces américaines en Extrême-Orient. Défiant l'autorité du président Truman, le jeune sénateur proposa un vote de confiance en MacArthur.

L'année suivante, en 1952, le général Eisenhower, candidat républicain à la présidence, choisissait Richard Nixon comme son co-listier. La campagne était à peine commencée que déjà Nixon faisait les manchettes à travers le pays: il était accusé d'avoir accepté un pot-de-vin de \$18.000,00 de la part d'hommes d'affaires californiens pour usage "selon son bon plaisir" pendant la campagne en cours.

Quelques dirigeants du parti républicain pressèrent alors Eisenhower de désavouer publiquement son co-listier. Mais l'accusé pria "le taureau par les cornes" et dans un discours télévisé

(le discours de "checkers") expliqua le détail de ses finances personnelles. Parmi ses biens, il fit même mention de son chien, surnommé "Checkers". Il démontra que "pas un seul sou des \$18.000 ou d'autre argent de ce genre avait été employé pour son usage personnel".

**A un "battement de coeur de la présidence"**

Après la victoire républicaine de 1952, l'obscur politicien de Californie accédait d'un seul coup au second poste en importance du pays; en tant que vice-président des Etats-Unis, il devenait le bras droit du chef incontesté de la nation, le général Eisenhower. Dans cette fonction, ce dernier lui confia beaucoup plus de tâches et de responsabilités que la plupart de ses prédécesseurs n'en assumèrent. C'est ainsi qu'il le délégua comme son émissaire d'amitié et de bonne entente auprès d'une cinquantaine de pays à travers le monde.

Pendant une tournée en Amérique latine, le porte-parole des Etats-Unis fut l'objet de violentes manifestations, notamment à Caracas, au Venezuela, où une foule en colère brisa les portières de sa voiture et mit sa vie en danger. En 1959, lors d'une visite à Moscou, le vice-président des Etats-Unis soutint à la télévision un débat idéologique acrimonieux avec nul autre que Khrouchtchev lui-même, ce qui lui valut un flot de publicité favorable aux Etats-Unis. Ce très vif affrontement entre le politicien américain et son vis-à-vis soviétique est passé à l'histoire sous le nom de "débat dans la cuisine" ("Kitchen debate").

A trois reprises de 1955 à 1960, Richard M. Nixon remporta effectivement le président des Etats-Unis, Dwight D. Eisenhower, victime de crises ou de faiblesses cardiaques successives. C'est pourquoi on a dit qu'à certains moments pendant cette période, "il ne fut qu'à un battement de coeur de la présidence".

## De la défaite de 1960 à la victoire de 1968

Politicien chevronné à 47 ans, Richard Milhous Nixon entreprit la campagne à la présidence de 1960 avec une ardeur et une fougue décuplées.

Son adversaire, John F. Kennedy, était de taille, mais il avait moins d'expérience et moins de "tours dans son sac" que lui. De fait, le vice-président faillit l'emporter contre ce redoutable joueur politique, ralliant seulement 118.000 voix de moins que lui au suffrage populaire.

Les observateurs de cette lutte historique sont d'avis que Nixon vit pencher la balance contre lui au cours de débats télévisés où Kennedy eut nettement le dessus sur lui. Pour une fois, l'ancien écolier amateur de débats oratoires était battu dans un domaine où, pourtant, il était depuis longtemps passé maître.

Après cette éclipse et cette autre "crise", Richard Nixon voulut tenter un retour en brigant les suffrages comme gouverneur de la Californie aux élections de 1962. Mais il essaya un échec cuisant aux mains du gouverneur sortant, le démocrate Edmund Brown.

**Le "virus" l'habitait**

A ce stade de sa carrière politique, la mesure d'échecs, de défaites et de revers paraissait pleine pour l'ancien vice-président qui, sous le règne d'Eisenhower, avait pour ainsi dire touché au pouvoir suprême. Assailli par les

journalistes, dans un fort mouvement d'humeur il se laissa aller à déclarer: "Ceci est ma dernière conférence de presse; désormais, vous ne pourrez plus utiliser Richard M. Nixon comme tête de Turc!"

Cette fois, il quitta Washington et vint s'installer à New York pour y reprendre la pratique du droit au sein d'une importante étude juridique. Malgré son "adieu à la politique" de 1962, le virus de la politique l'habitait toujours. Aux élections générales de 1964, qui consacreront la défaite désastreuse de Barry Goldwater aux mains de Lyndon B. Johnson, Richard Nixon fit campagne dans 36 Etats pour les candidats républicains. Il répéta cette performance lors du scrutin de 1966, ce qui valut la reconnaissance du parti et la garantie d'une position dominante pour l'investiture comme candidat républicain à la présidence aux élections de 1968.

**Il transforme son image**

Malgré tout, ses deux défaites successives le desservaient sérieusement. Aux yeux du public et de nombreux militants de son parti, son "image" était celle d'un "perdant". Afin de détruire et de transformer cette image, Richard M. Nixon se présenta successivement dans six élections primaires et les gagna toutes. Dès ce moment, sa nomination à la convention républi-



M. Nixon venait d'être choisi candidat de son parti pour briguer la présidence des Etats-Unis, en septembre 1968. On le voit ici au cours d'un défilé en compagnie de sa femme Pat, à Philadelphie, se rendant à une réception offerte en son honneur.

# NIXON — De la présidence à la déchéance

## Le premier président à se rendre en Chine

par Dikran Aganian.

Autant Richard Nixon restera honni aux yeux de ses concitoyens à cause de ses mensonges et de ses mesquineries, autant il restera probablement devant l'histoire l'homme aux initiatives d'envergure en politique étrangère.

Dès après son accession au pouvoir, il a recherché l'amélioration des relations internationales. C'est avec cette ambition en vue et aussi probablement pour asseoir son rôle historique il ne manquait pas de la rappeler à chacun de ses voyages — qu'il en-

treprend, un mois à peine après avoir assumé les pouvoirs de la présidence, un voyage éclair en Europe, au cours duquel il s'efforce d'améliorer les relations avec la France du général de Gaulle.

En juillet 1969, il effectue un voyage de 25.000 milles qui le mène dans plusieurs pays d'Asie et en Roumanie.

En septembre 1970, un autre voyage le conduit dans cinq pays européens.

Un an plus tard, il rencontre l'empereur Hirohito à Anchorage, en Alaska.

Mais le grand voyage est à venir. Son prélude est la visite d'une équipe de ping pong américaine en Chine en avril 1971.

Trois mois plus tard, Nixon annonce, à la stupeur du monde entier, que lui-même et Mme Nixon ont été invités à se rendre en Chine. Cette invitation a été transmise à M. Henry Kissinger, qui a effectué une visite secrète à Pékin. Nixon annonce à la même occasion que les Etats-Unis ont décidé d'abandonner leur opposition à l'entrée de la Chine aux Nations unies.

M. et Mme Nixon arrivent à Pékin en février 1972. La Chine et les Etats-Unis renouent leurs relations rompues depuis 1949 et s'engagent à accroître leurs rapports et leurs échanges. Les Etats-Unis promettent un retrait progressif de leurs troupes de Taiwan, qui ne compte plus désormais pour grand-chose dans l'échiquier politique américain.

### Lois est la guerre froide

Deux mois plus tard, Nixon arrive à Moscou. Il proclame que son voyage met fin à une période de confrontation et inaugure une ère de conciliation. A cette occasion, plusieurs accords de coopération sont conclus. Nixon et Brejnev signent deux traités historiques limitant la prolifération des armes atomiques. Les deux hommes d'Etat signent également une déclaration de principe par laquelle ils s'engagent à faire tout en leur pouvoir pour éviter des confrontations militaires.

La guerre froide est bien loin. Nixon et Brejnev fraternisent comme larrons en foire.

Soucieux d'améliorer ses relations avec les alliés européens, Nixon déploie des efforts qui aboutissent, malgré certaines frictions, à l'adoption d'une nouvelle charte des pays atlantiques. Celle-ci reprend en fait les grands objectifs de la première en les redéfinissant.

Au Moyen-Orient, le rapprochement avec les pays arabes, faisant suite à la guerre israélo-arabe et à la crise du pétrole, est indéniablement une grande victoire pour la diplomatie nixonienne.

Ses succès spectaculaires ne font pas oublier toutefois le rôle moins reluisant qu'il a joué les Etats-Unis en Amérique latine. L'intervention de la CIA dans la chute du gouvernement Allende n'a plus à être démontrée. En outre, les Etats-Unis maintiennent leur intransigeance à l'égard de Cuba et continuent d'appuyer financièrement ou autrement des régimes dictatoriaux.



Le sort des deux hommes était intimement lié. MM. Nixon et Spiro Agnew acceptent, en 1972, de se représenter pour le Parti républicain comme candidats à la présidence et à la vice-présidence. Ni l'un, ni l'autre n'a terminé son mandat. M. Agnew est cependant parti le premier.

## Et le premier à démissionner

WASHINGTON (AFP) — Le président Nixon est le premier chef d'Etat américain à démissionner.

Sur ses trente-six prédécesseurs, de George Washington à Lyndon B. Johnson, vingt-huit ont exercé la totalité de leurs mandats. Parmi les huit autres, quatre ont été assassinés — Abraham Lincoln, James Garfield, William McKinley et John Kennedy. Les quatre autres sont décédés de mort naturelle dans l'exercice de leurs fonctions : William Harrison, Zachary Taylor, Warren Harding et Franklin D. Roosevelt.

Lincoln est tombé sous les halles d'un fanatique sudiste en 1865, quand le pays commençait à peine à panser les blessures de sa guerre civile. En 1881, Garfield a été tué par un candidat qui s'était vu refuser un emploi public. Vingt ans plus tard, un anarchiste abattait McKinley. Enfin, le 22 novembre 1963, à Dallas, Lee Oswald assassinait le président Kennedy.

Un mois seulement après son inauguration, le 4 avril 1841, une pneumonie a emporté William Harrison. Vers la fin de sa présidence, en 1850, Zachary Taylor est mort du choléra. Quant à Warren Harding, la nature du mal auquel il a succombé, deux ans après son inauguration en 1921, reste mystérieuse. Le 2 avril 1945, au début de son quatrième mandat, le président Franklin Roosevelt est mort subitement à la Maison-Blanche de Warm Springs, en Georgie, moins d'un mois avant la capitulation allemande.

Treize des président des Etats-Unis ont accédé à la plus haute fonction du pays après avoir exercé la vice-présidence. C'est le cas en particulier de MM. Harry Truman, vice-président de Franklin Roosevelt, de Lyndon Johnson et Richard Nixon qui servent respectivement sous J.F.K. et Dwight D. Eisenhower.

Sur les 40 vice-présidents, Spiro Agnew, qui a démissionné le 10 octobre 1973 à la suite d'une affaire de pots-de-vin, a été le dix-septième à ne pas terminer son mandat. Un seul s'était démis avant lui : John Calhoun, en 1832. Sept vice-président sont morts au pouvoir.

## Après le triomphe de 1972, c'est la descente aux enfers

par Dikran AGANIAN

La gloire suprême attendait Richard Milhous Nixon. En novembre 1968, faisant démentir tous les pronostics, il est élu président des Etats-Unis et prend une revanche éclatante sur ses adversaires. Sa majorité sur Hubert Humphrey est mince, mais il établit néanmoins un précédent. C'est en effet la première fois dans l'histoire des Etats-Unis qu'un candidat défait à une élection précédente et republié par son parti parvient à se faire nommer candidat à une seconde fois et à se faire élire.

Trente-septième président, Nixon sera réélu triomphalement en novembre 1972 avec plus de 60 p. cent des voix, soit la plus forte majorité jamais recueillie par un candidat à la présidence.

Un an plus tard, il sera menacé de destitution.

Cette victoire, il l'a acquise seul, après être tombé presque dans l'oubli à la suite de sa défaite aux élections pour le poste de gouverneur de la Californie en 1962. Et c'est seul qu'il arrive à la Maison-Blanche en janvier 1969.

La solitude est indissociable de l'homme et explique en partie les contradictions qui caractérisent son comportement et donnent à Nixon deux visages : d'une part un chef d'Etat capable de décisions audacieuses, mais aussi un politicien retors, prêt à tout pour parvenir à ses fins.

Le scandale politique du Watergate assombrit une série de décisions spectaculaires en politique étrangère où il fait preuve d'un réalisme étonnant au cours de ses six années à la Maison-Blanche.

En 1968, il s'est fait élire comme l'homme de la paix, au Vietnam. Son prédécesseur Lyndon Johnson a enfoncé des centaines de milliers de soldats américains dans une guerre lointaine que l'opinion publique réprouve de plus en plus.

### Succès diplomatiques

Aidé par l'habile diplomate d'Henry Kissinger, d'abord son conseiller en politique étrangère puis son secrétaire d'Etat, Nixon tiendra sa promesse de désengagement américain du Vietnam et du rapatriement des 600 prisonniers de guerre américains.

Adversaire acharné du communisme dans les premières années de sa vie politique, Nixon a remporté un triomphe diplomatique en 1972 par ses voyages en Chine et en Union soviétique, consacrant ainsi la politique de détente entre les Super Grands.

Le gouvernement américain, sous Nixon, est déterminé à établir une paix permanente au Moyen-Orient, et il remporte un nouveau succès diplomatique en octobre 1973 en mettant fin à la guerre israélo-arabe grâce aux efforts incessants déployés par M. Kissinger.

Trois jours après son investiture pour son deuxième mandat, en 1973, Nixon annonce à la nation américaine qu'un accord mettant fin à la guerre du Vietnam a été signé.

Sa popularité atteint alors son point culminant. Un sondage Gallup révèle que 69 p. cent des Américains l'appuient. Cela ne durera pas longtemps. Cinq mois plus tard, il recueillera l'appui de 45 p. cent seulement de ses concitoyens. L'affaire du Watergate avait éclaté.

A partir de ce moment, l'ombre de ce scandale va ronger tel un cancer la présidence. La démission et la condamnation du vice-président Spiro Agnew, impliqué dans une affaire de pots-de-vin, ne fera qu'aggraver une situation déjà intenable.

### Fin de la guerre

En mai 1969, quatre mois après être entré en fonction, Nixon annonce un plan de paix en huit points, visant à faire entrer dans une phase active les négociations de Paris entreprises sous le gouvernement Johnson. Les Etats-Unis se disent prêts à négocier un règlement militaire et politique. Ils préconisent un retrait échelonné des forces américaines et nord-vietnamiennes. Des réductions d'effectifs américains sont effectuées.

En avril 1970, Nixon annonce que les Américains bombardent le Cambodge, ce qui soulève une marée de protestations sur les campus des universités et collèges. La répression policière qui aboutit à la tuerie de l'université Kent, dans l'Ohio, entache le gouvernement.

En avril 1971, les communistes lancent une attaque sur trois fronts contre le Sud-Vietnam et Nixon riposte en autorisant le bombardement de Hanoi et du port de Haiphong. Le 8 mai, le minage de Haiphong est annoncé.

D'imposantes manifestations ont lieu à Washington.

Kissinger se dépense inlassablement pour parvenir à un accord, mais les pourparlers traînent. Pour activer les négociations, Nixon ordonne le bombardement à outrance de Hanoi et Haiphong. Le blitz continue jusqu'au 30 décembre. Les pourparlers de Paris reprennent le 8 janvier 1973 et à la fin du mois, la guerre est finie. Le dernier soldat américain quitte le Vietnam le 29 mars 1973 et l'échange des prisonniers a lieu. L'euphorie du moment relègue dans l'ombre le début de l'affaire du Watergate.

Vigilant, le Congrès limite néanmoins le pouvoir du président au sujet d'une intervention militaire américaine au Cambodge.

### Politique intérieure

La lutte à l'inflation devient une de ses grandes priorités. Un programme en quatre phases est mis en place le 15 août 1971. Il prévoit tout d'abord le blocage des salaires, des prix et des loyers pour une période de 90 jours, l'imposition d'une surtaxe de 10 p. cent sur les importations; les Etats-Unis renoncent à la convertibilité du dollar. Le blocage des salaires et des prix est levé à la fin d'avril 1974, mais l'inflation n'a pas été stoppée pour autant, puisqu'elle atteint plus de 10 p. cent. L'érosion du dollar continue inexorablement.

Tandis qu'il prend des décisions audacieuses sur le plan international,

Nixon poursuit sur le plan intérieur une politique nettement conservatrice. Il limite les dépenses sociales qui, à ses yeux, sont un gaspillage car elles encouragent l'oisiveté. Il se veut toujours protecteur de la loi et l'ordre. Le problème noir qui avait revêtu une si grande acuité sous le mandat du président Johnson, n'est pas au rang de ses grandes préoccupations. La loi sur le "busing" le transport des écoliers en autobus pour lutter contre la discrimination raciale est interprétée dans un sens restrictif.

Malgré cette politique aux résultats plutôt décevants, Richard Nixon est

en novembre 1972 assuré de sa réélection contre son adversaire démocrate George McGovern, qui prône une politique de gauche et s'aliène ainsi les éléments conservateurs du Parti démocrate.

La victoire de Nixon est éclatante. Il y a toutefois un point noir. Au beau milieu de la campagne électorale, des cambrioleurs sont arrêtés au siège du Parti démocrate, l'immeuble du Watergate, le 17 juin 1972. Affaire anodine au départ, elle deviendra, de révélation en révélation, pour Richard Milhous Nixon, 37e président des Etats-Unis, la descente aux enfers.

## Chronologie de l'affaire Watergate

1972

— 17 juin: cinq hommes sont arrêtés pour cambriolage des bureaux du comité national du Parti démocrate situés dans l'immeuble du Watergate à Washington.

1973

— 23 mars: James McCord, un des hommes inculpés dans le cambriolage, affirme que la Maison-Blanche a essayé d'acheter son silence et il met en cause: John Dean, conseiller juridique de Nixon; John Mitchell, ancien ministre de la Justice, et Jeb Stuart Magruder, directeur adjoint de la campagne électorale de Nixon.

— 30 avril: Quatre démissions sont annoncées, celle de Richard Kleindienst, Bob Haldeman, John Ehrlichman, ces deux derniers proches conseillers de M. Nixon, et Gordon Strachan. John Dean est limogé par Nixon.

Le même jour, M. Nixon déclare qu'il accepte personnellement la responsabilité de l'affaire et annonce qu'Elliot Richardson, ministre de la Défense, succède à M. Kleindienst au ministère de la Justice.

— 25 juin: Dean témoigne devant la Commission sénatoriale et accuse Nixon d'avoir été au courant des manœuvres d'étouffement de l'affaire dès le 15 septembre.

— 1er juillet: Alexander Butterfield, administrateur de l'aviation fédérale et ancien directeur de l'administration à la Maison-Blanche, révèle que les conversations de Nixon étaient secrètement enregistrées depuis 1971. La commission demande aussitôt communication des documents.

— 25 juillet: Arguant du privilège de l'exécutif, Nixon refuse.

— 23 octobre: sept parlementaires présentent une résolution sur l'impeachment. Nixon finit par remettre les bandes magnétiques au juge John Sirica.

— 31 octobre: la Maison-Blanche nie l'existence de deux bandes magnétiques, et annonce qu'un "trou" de 18 minutes a été constaté dans une autre.

1974

— 15 janvier: les experts estiment que le "trou de 18 minutes" est probablement dû à des "manipulations manuelles".

— 29 avril: Nixon annonce qu'il va remettre à la commission de la Chambre les transcriptions des bandes magnétiques. On lui répond que des transcriptions ne suffisent pas.

— 24 juillet: la Cour suprême ordonne au président Nixon de remettre au juge Sirica les bandes enregistrées susceptibles d'être utiles pour instruire le procès sur l'étouffement de l'affaire du Watergate.

— 30 juillet: la commission de la Chambre vote la résolution de destitution.

— 2 août: Dean est condamné à une peine d'un à quatre ans de prison pour obstruction au cours de la justice.

— 5 août: Nixon reconnaît qu'il avait écouté les enregistrements des conversations "compromettantes" au mois de mai, mais qu'il s'était abstenu d'en faire part à la commission de la Chambre.

— 6 août: les membres républicains les plus influents du Congrès demandent la démission ou la mise en accusation du président.



Cette photo, quelque peu prophétique, fut prise en janvier dernier, au moment où le président Nixon prononçait, au cours d'une séance mixte de la Chambre et du Sénat, son discours annuel sur l'état de l'Union. On voit assis derrière lui, M. Gerald Ford, qui sera président des Etats-Unis, à partir de midi aujourd'hui. M. Ford était alors président de la Chambre.



Gerald Ford, 38e président des Etats-Unis, reste un mystère pour les américains. Mais il possède une qualité rassurante: son intégrité n'est mise en doute par personne.

## Kissinger reste; Ford doit trouver un vice-président

Le vice-président Gerald Ford, qui devient aujourd'hui le 38e président des Etats-Unis, conservera, au moins dans un premier temps, les principaux membres de l'équipe Nixon, à commencer par le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, et le général Alexander Haig, l'actuel secrétaire général de la Maison-Blanche.

Les ministres du président déchu resteront probablement à leur poste. "Jerry n'est pas l'homme à faire tomber des têtes, dira l'un de ses amis". Il lui faudra cependant trouver un nouveau vice-président le plus vite possible.

Les spéculations vont déjà bon train. Parmi les noms les plus souvent avancés figure celui d'Elliot Richardson, ancien ministre de la Justice et qui a fait preuve de caractère en se solidarissant avec Archibald Cox, procureur spécial

chargé de l'affaire du Watergate, renvoyé par M. Nixon.

On parle également de l'ancien secrétaire à la Défense, Melvin Laird, de l'ancien représentant de l'Etat de New York, Charles Goodell, ami personnel de M. Ford, du gouverneur Nelson Rockefeller et même de Ronald Reagan, gouverneur de Californie, l'un des chefs de file de l'aile la plus conservatrice du "Grand Old Party".

Hier soir, tout de suite après le discours télévisé au cours duquel le président Nixon donnait officiellement sa démission, M. Ford a annoncé qu'il avait demandé à M. Henry Kissinger de rester comme secrétaire d'Etat dans le nouveau cabinet qu'il est en train de constituer. "Je suis heureux de vous faire savoir que M. Kissinger a accepté d'être mon secrétaire d'Etat, ce qui signifie que nous travaillerons ensemble, lui et moi, à la poursuite de la paix. Nous avons la chance d'avoir en Henry Kissinger un très

grand homme que j'ai le privilège de la connaître depuis de nombreuses années."

Quelques minutes auparavant, le président désigné avait rendu hommage à M. Richard Nixon. "Nous venons de vivre l'une des périodes les plus difficiles et les plus tristes que j'aie jamais connues. J'estime que le président des Etats-Unis a consenti l'un des plus grands sacrifices pour la nation en décidant de démissionner de la présidence des Etats-Unis."

M. Ford a par la suite réuni ses principaux collaborateurs et leur a promis une transition "souple et ordonnée". Son porte-parole, Paul Miltich, soulignait l'attitude remarquablement calme et assurée de son "patron". Selon l'Agence France-Presse, la seule victime de marque de la passation des pouvoirs sera Ron Ziegler, secrétaire de presse de la Maison-Blanche depuis 1969 et confident de M. Nixon.

## Un homme terne mais politiquement intègre

Le vice-président Gerald Ford, qui succède à Richard Nixon à la présidence des Etats-Unis, est aux yeux de la plupart des Américains un symbole à la fois de fidélité au Parti républicain et d'intégrité politique. Mais pour beaucoup aussi, en raison du manque de netteté de ses opinions, il reste un mystère, comme le furent à leur arrivée au pouvoir les deux derniers vice-présidents qui accédèrent à la Maison-Blanche en cours de mandat, Harry Truman et Lyndon Johnson.

On a souvent dit de Ford qu'il était terne, qu'il n'avait aucun sens de l'humour et n'était guère doué de facultés imaginatives. Le sénateur Alan Cranston (démocrate de Californie) estime que Ford est "une sorte de bûcheur, pas brillant, pas créateur, mais correct, compétent et digne de confiance". Ford lui-même avouera, avec quand même un certain humour, que ce portrait est assez ressemblant: "Je sais qu'on dit que je suis terne et que je ne suis pas charismatique. Ma seule réponse à cela est que je préfère être terne et sincère que charismatique et faux."

De son passé de législateur, il est difficile de déduire quel sera son comportement à la tête du pays. Il faudra donc attendre de le voir à l'oeuvre. Ceux qui le connaissent de près estiment qu'il sera plus libéral comme président qu'il ne l'était comme législateur. De leur côté, les libéraux lui ont souvent reproché son attitude négative à l'égard des droits civiques, des problèmes de logement, d'éducation et d'autres législations sociales.

Son combat contre les programmes fédéraux coûteux lui a valu d'autre part une certaine considération dans le monde des affaires. Sans être tout à fait un conservateur, M. Ford présente donc l'image d'un honnête homme attaché à la tradition. Après la crise profonde qu'ils viennent de traverser, les Américains ont envie d'un président reposant en qui ils puissent avoir confiance. L'ensemble de la population lui accorde cette confiance, les sondages d'opinion le prouvent. On croit que Ford sera un aussi bon président que la plupart de ceux qui se sont succédé à la Maison-Blanche au cours des deux derniers siècles.

Il aura cependant fallu l'affaire Agnew pour que M. Ford accède à la vice-présidence et le Watergate pour qu'il devienne chef d'Etat de la plus grande puissance mondiale.

Le président Nixon le choisit, en octobre dernier, pour succéder au vice-président Spiro Agnew, obligé de démissionner pour fraude fiscale. M. Ford était depuis 1965 leader du Parti républicain à la Chambre des représentants, assemblée où il a été depuis 25 ans le porte-parole des électeurs de la circonscription de Grand Rapids dans le Michigan.

Gerald Rudolph Ford est né le 14

## Aucun marché

— Jaworski

WASHINGTON (UPI) — A la suite du discours de M. Nixon, M. Leon Jaworski, procureur spécial, chargé de l'enquête sur l'affaire du Watergate, a déclaré qu'il avait été informé à l'avance de la décision du président Nixon de démissionner, mais qu'il n'avait joué aucun rôle dans cette décision.

"Il n'y a eu aucun accord ni arrangement d'aucune sorte entre le président ou ses représentants et le procureur spécial concernant la démission du président, a-t-il dit. Le bureau du procureur spécial n'a pas été sollicité pour la conclusion d'un accord ou d'un arrangement et n'a fait lui-même aucune proposition en ce sens."

juin 1913 à Omaha, dans le Nebraska. Il fut baptisé Leslie Lynch King. Mais ses parents divorcèrent peu après sa naissance et sa mère retourna vivre chez ses parents à Grand Rapids, où elle épousa M. Gerald Ford, qui adopta l'enfant et lui donna son nom.

### Etoile de football

C'est à l'Université du Michigan que Gerry Ford commença à connaître la célébrité. Il fut pendant plusieurs années la grande vedette de l'équipe de football de l'université, deux fois championne des Etats-Unis. Sa passion pour le football lui permit de se payer des études de droit à Yale, l'une des plus prestigieuses universités américaines, où il travailla comme entraîneur adjoint de l'équipe locale. Elle permit aussi un mot cruel au président Lyndon Johnson, qui l'accusait d'avoir trop joué au football sans casque.

Pendant la guerre, Gerald Ford sert dans la Marine et à son retour dans le Michigan, décide de se lancer dans la politique. En 1948, il a alors 35 ans, il bat facilement le représentant local, un isolationniste, et part pour Washington avec sa femme, Elisabeth Bloomer, un ancien mannequin, qui lui donnera une fille et trois garçons. Michael, 24 ans, est aujourd'hui étudiant en théologie. John, 22 ans, étudie à l'Université de l'Utah. Steven, 18 ans, et Susan, 17 ans, terminent leurs études secondaires.

Au cours des quinze prochaines années, Gerald Ford sera au Capitole un représentant studieux, menant une carrière politique sans histoire, gardant un contact étroit avec ses électeurs, mais dont le sérieux, le travail et le conservatisme modéré lui attirent les sympathies de tous. Au début des années 60, les jeunes républicains trouvent en lui une figure idéale pour donner une nouvelle image au "Grand Old Party", et après la déroute républicaine de 1964, année de la défaite du sénateur Barry Goldwater aux

élections présidentielles, Ford est élu sans difficulté leader du Parti républicain, dont il devient l'un des principaux porte-parole.

Sportif, bon père de famille, fidèle à son parti, doté d'une image de parfait boy scout, Gerald Ford rêvait, disait-on, d'une victoire républicaine aux élections législatives, victoire qui lui permettrait de devenir le président de la Chambre. Mais personne ne lui accordait d'ambition plus haute. Ni de chance, à vrai dire.

L'année dernière, cependant, il accepte la vice-présidence. Dès lors, son nom est mentionné comme le successeur possible de Richard Milhouse Nixon, de plus en plus menacé par le scandale du Watergate. Au cours des neuf mois qu'il a passés dans l'ombre de la Maison-Blanche, le vice-président affirme à maintes reprises sa fidélité au président et sa confiance en lui. Mais il marque aussi ses distances en déclarant que le président doit se soumettre à la justice. Il renforce sa popularité dans les rangs républicains en parcourant le pays pour empêcher que l'affaire du Watergate ne soit par une déroute de son parti aux élections législatives de novembre. Il se défend aussi, mais mollement, de vouloir être le candidat républicain aux élections présidentielles de 1976.

"Ford disait, il y a quelques années: "Je ne suis pas du tout intéressé par la vice-présidence. J'aime la Chambre des représentants, malgré les longues heures irrégulières pendant lesquelles nous travaillons. Quelquefois, cependant, quand il est tard, que je suis fatigué et que j'ai fait, sur la longue route qui mène à Alexandria, au moment où je passe devant le 166 Pennsylvania Avenue (la Maison-Blanche), j'ai l'impression d'entendre une petite voix qui me dit: Si tu habitais ici, tu serais déjà rentré à la maison."

C'est fait. A l'âge de 61 ans, Gerald Ford est entré à la Maison-Blanche.



Le vice-président Gerald Ford a peine à contenir la joie de la petite Ann Abbruzzese, âgée de six ans, fille des voisins de M. Ford, qui est venue féliciter à sa façon celui qui sera le président des Etats-Unis à compter de midi aujourd'hui. M. Ford est sorti de sa demeure pour rencontrer les journalistes après que le président Nixon eut annoncé sa démission.

## Le dernier de la clique d'Orange County

par Jean POCHET  
collaboration spéciale

LOS ANGELES — Le président Nixon était le premier président californien. Il est aussi le premier président contraint à démissionner. Il y a deux ans à peine, les hommes les plus puissants qui l'entouraient, eux aussi étaient californiens. Ils s'appelaient Haldemann, Erlichman, Ziegler, Chapin, Magruder. On les avait surnommés "la clique d'Orange County" par ce qu'ils étaient les symboles de l'arriérisme de ce comté qui compte plus de cadres supérieurs, d'hommes d'affaires très arrivés, de riches rentiers que n'importe quel autre comté. Habiter Orange County, c'est affirmer son statut. On y pense argent, affaires, résultats, productivité, rentabilité en termes très positifs. On y vote traditionnellement républicain. On y est généralement conservateur d'esprit et de manière.

Il y a deux ans, on était un peu fier que les enfants du pays étaient l'exemple de la réussite au plus haut niveau. Qu'en reste-t-il aujourd'hui? Un président forcé de résigner ses fonctions, les autres en prison ou en voie d'y aller. "La clique d'Orange County" n'est plus, loin s'en faut, un exemple que l'on cite aux enfants.

Partout, au contraire, à travers la Californie et surtout près des lieux où le président a grandi, on entend la voix du mépris, de l'indignation, de la colère — ou mieux de la résignation. M. Chapin, qui est maire de Hrba Linda, où le président est né, qui est si fier d'avoir la maison natale historique sous sa juridiction, est profondément déçu. "Aujourd'hui, dit-il, elle sera surtout célèbre pour être la maison du premier président chassé du pouvoir."

Mrs Mann, maire de Fullerton, le district où le président a été élu dé-

puté en 1946 et, ironie, est le district représenté aujourd'hui par le plus ferme et le plus droit défenseur du président au Comité judiciaire, est tout aussi amère.

"On aurait pu s'en douter, dit-elle. Lors de sa campagne de 1962, lorsqu'il visait le poste de gouverneur de l'Etat, il avait déjà employé des méthodes plus que douteuses pour vilipender son adversaire M. Brown. L'histoire n'a fait que se répéter mais, hélas, à l'échelon national. Même si au Texas ou dans le Maine sa conduite sera durement ressentie, ici c'est pire parce que c'est comme si nous partagions la responsabilité."

A San Clemente, le maire de la célèbre cité balnéaire qui abrite la respectable Maison-Blanche de l'Ouest, est plus laconique encore. "No comment". L'heure est déjà à l'oubli discret.

### Dans les rues le 8 août 1974

Dans les rues, dans les bars, les sentiments sont contradictoires. Les ennemis irréductibles du président ne cachent pas leur joie. Ses derniers partisans fanatiques gardent leur ressentiment contre la presse, principale responsable.

Le sentiment le plus courant est le soulagement. Sur les conséquences de cet acte, c'est la confusion et dans l'ensemble, une certaine indifférence. Les Californiens ne sont pas des animaux politiques comme le sont les habitants de Chicago, New York, Washington. Il y a à cela une raison majeure: près de la moitié de la population californienne n'est pas originaire de l'Etat. Elle vient des 49 autres états et elle n'a pas apporté avec elle le gène de ses options politiques. Pendant toute la journée, la radio et la télévision ont diffusées minute après minute les événements

successifs se passant à la Maison-Blanche. Et les Californiens sont excédés. Ils ont l'impression que le reste du monde les considère comme responsables d'avoir élu Richard Nixon comme député, puis comme sénateur et avoir contribué à l'élection présidentielle.

Ce n'est peut-être pas l'enquête la plus scientifique que l'on puisse faire. Mais quoique sommaire, elle est ce qu'elle est et elle est sincère. A 17h45, les rires fusaient, les billes de billard cognaient et Frank Sinatra dans le juke-box harmonisait. Puis, à 18 heures, dans le même bar, un silence respectueux s'installa. Les uns écoutaient la main sur le coeur comme s'il s'agissait d'une péroraison patriotique, les autres semblaient médusés d'assister à une cérémonie si historique dont ils ne comprenaient pas très bien la portée, et d'autres encore couvaient leurs whisky pieusement com-

me si rien n'était arrivé. Quelque chose avait-il changé? Peu. Le président a démissionné, comme disent les Californiens: "So what?" Effectivement "so what". Gerald Ford est là pour prendre le relais. A lui de jouer! "So what", un président chasse l'autre.

Le 8 août 1974, à 21 heures, le premier président californien abdiquait. L'idole est tombé victime de ses propres machinations. Aussi pour n'avoir pas appliqué son propre conseil lorsqu'il était le plus féroce avocat d'Alger Hiss. A ce moment, Nixon affirmait: "Hiss, un avocat lui-même, a commis une faute fatale qu'aucun client ne devrait faire: il n'a pas révélé à son avocat la vérité totale des faits."

M. Nixon a le temps de méditer sur cette fondamentale vérité.

# Texte intégral du discours de démission du président Nixon

Voici le texte intégral de l'allocution prononcée hier soir par le président Nixon:

WASHINGTON (AFP)

Bonsoir.

C'est la trente-septième fois que je vous parle de ce bureau où tant de décisions qui ont forgé l'histoire de ce pays ont été prises. Chaque fois que je l'ai fait, c'était pour discuter avec vous d'une question que je pensais toucher l'intérêt national.

Dans toutes les décisions que j'ai prises dans ma vie publique, j'ai toujours essayé de faire ce qui était le mieux pour le pays. A travers la longue et difficile période du Watergate, j'ai estimé qu'il était de mon devoir de persévérer, de faire tous les efforts possibles pour mener à terme le mandat pour lequel vous m'avez élu.

Dans les derniers jours, pourtant, il m'est apparu évident que je n'avais plus de base politique assez forte au Congrès pour justifier que je poursuive cet effort. Aussi longtemps qu'il y a eu cette base, j'ai senti avec force qu'il était nécessaire que le processus constitutionnel aille jusqu'à sa conclusion; agir autrement aurait été infidèle à ce processus délibérément difficile, et un précédent mettant en péril la stabilité du futur.

Mais, avec la disparition de cette base, je crois maintenant que le but constitutionnel a été atteint, et qu'il n'y a plus besoin que ce processus soit prolongé. J'aurais préféré aller jusqu'à la fin quelque soit l'agonie personnelle que cela aurait impliquée et ma famille unanimement m'a pressé de le faire. Mais les intérêts de la nation doivent toujours prévaloir aux considérations personnelles.

Des discussions que j'ai eues avec les leaders du Congrès et d'autres dirigeants, j'ai conclu qu'à cause de la question du Watergate, je pourrais ne pas avoir le support du Congrès que je considérerais nécessaire pour appuyer les très difficiles décisions et exécuter les devoirs de cette charge de la manière que demanderaient les intérêts de la nation.

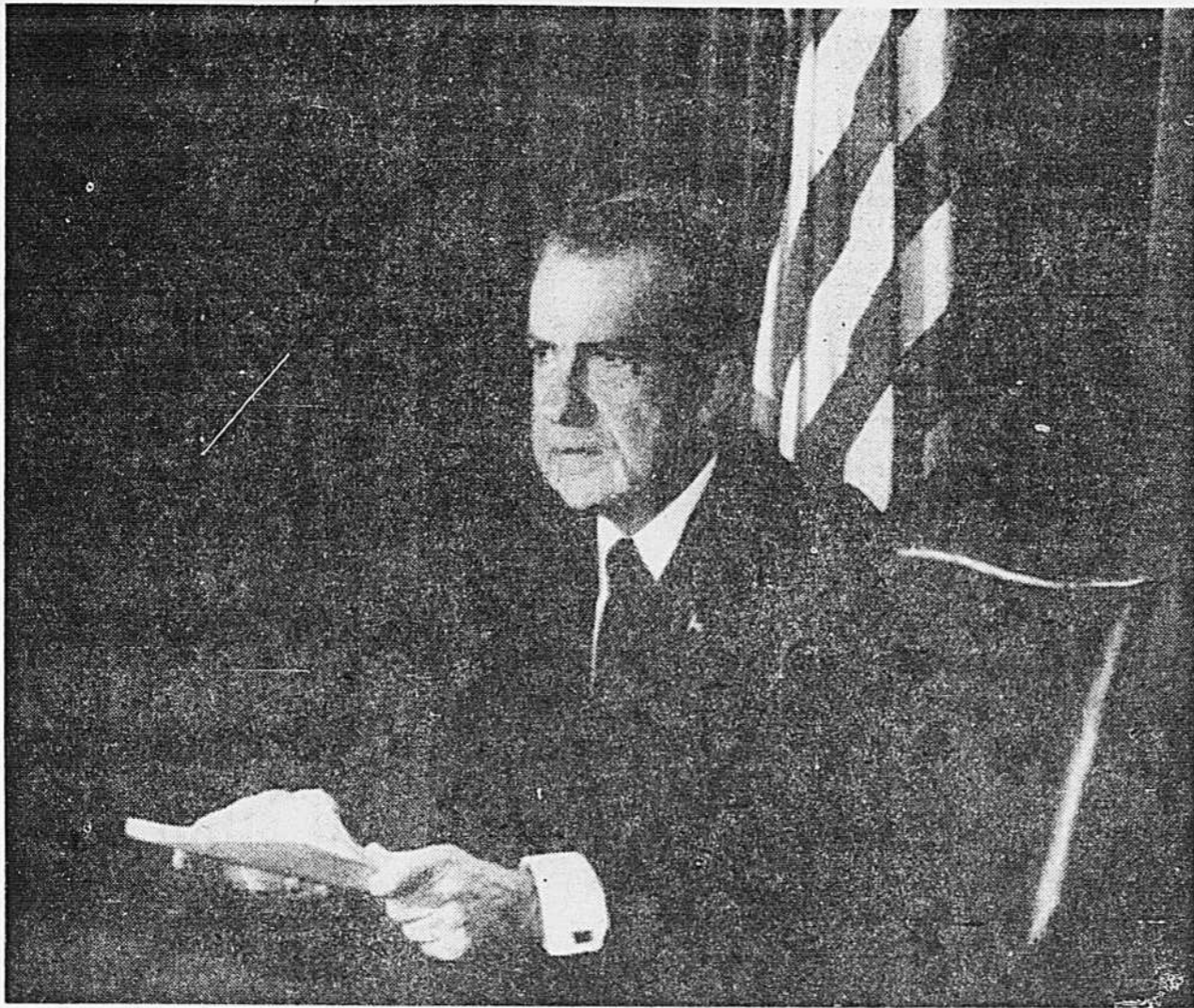
Je n'ai jamais été un lâcheur. Abandonner ma charge avant son terme heurte toutes les fibres de mon corps. Mais, en tant que président, je dois placer l'intérêt de l'Amérique d'abord. L'Amérique a besoin d'un président à plein temps et d'un Congrès à plein temps, particulièrement en ce moment avec les problèmes auxquels nous faisons face à l'intérieur et à l'extérieur.

Continuer à combattre au cours des prochains mois pour ma cause personnelle absorberait presque totalement le temps et l'attention du président comme du Congrès en une période où l'attention doit être portée sur les grands problèmes de la paix à l'extérieur et de la prospérité sans inflation à l'intérieur.

Donc je démissionnerai de la présidence demain à midi. Le vice-président Ford prêtera le serment de présidence à la même heure dans ce bureau.

Me souvenant des grands espoirs pour l'Amérique avec lesquels nous avons entamé ce second mandat, je ressens une grande tristesse en pensant que je ne serai pas dans ce bureau, travaillant à vos côtés pour remplir ces espoirs dans les deux prochaines années et demie. Mais en remettant la direction du gouvernement au vice-président Ford, je sais, comme je l'ai dit à la nation quand je l'ai nommé à cette charge il y a dix mois, que le leadership de l'Amérique sera en de bonnes mains. En transmettant cette charge au vice-président, je le fais également avec un sens profond du poids de responsabilité qui tombera sur ses épaules demain et, donc, de la compréhension, de la patience, et de la coopération dont il aura besoin de la part de tous les Américains.

En assumant cette responsabilité, il méritera l'aide et le soutien de nous tous. Regardant l'avenir, l'essentiel est de commencer à panser les blessures de cette nation, de renvoyer



Cette photo du président Nixon a été prise alors qu'il annonçait sa décision de démissionner.

derrière nous l'amertume et les divisions du récent passé, et de redécouvrir les idéaux partagés qui sont à la base de notre force et de notre unité en tant que peuple grand et libre. En prenant cette décision, j'espère que j'accélérerai le départ de ce processus de guérison dont l'Amérique a désespérément besoin.

Je regrette profondément toutes les blessures qui ont pu être infligées par les événements qui ont mené à cette décision. Je voudrais seulement dire que si certains de mes jugements étaient mauvais, et plusieurs l'étaient, ils ont été faits pour ce que je croyais à ce moment-là être le meilleur intérêt de la nation.

A ceux qui se sont tenus à mes côtés au cours de ces derniers mois difficiles, à ma famille, à mes amis, et à beaucoup d'autres qui ont soutenu ma cause parce qu'ils ont cru qu'elle était juste je serai éternellement reconnaissant.

Et à ceux qui ne se sont pas sentis capables de me donner leur soutien, je dis que je pars sans amertume envers ceux qui se sont opposés à moi parce que nous tous, en dernière analyse, avons été préoccupés par le bien du pays bien que nos jugements aient dû différer.

Aussi, regroupons-nous maintenant tous ensemble pour affirmer notre engagement commun et pour aider notre nouveau président à réussir pour le bien de tous les Américains. Je quitterai ce bureau avec regret de ne pas terminer mon mandat mais avec gratitude pour le privilège d'avoir servi en tant que votre président au cours des cinq dernières années et demie.

Ces années ont été une importante période de l'histoire de notre pays et du monde. Elles ont été une période de réussite en laquelle nous pouvons tous être fiers, des réussites qui représentent des efforts partagés de l'administration, du Congrès et du peuple.

Mais les défis qui sont devant nous sont également grands, et eux aussi demanderont le soutien et les efforts du Congrès et du peuple, travaillant en coopération avec la nouvelle administration.

Nous avons mis fin à la guerre la plus longue qu'ait connue l'Amérique. Mais dans l'oeuvre d'assurer une paix durable dans le monde, les objectifs sont d'envergure encore bien plus grande et plus difficiles. Nous devons mettre sur pied une structure de paix de manière qu'il soit dit de cette génération, notre génération d'Américains, par les peuples de tous les pays, que nous avons prévenu de futures guerres.

Nous avons ouvert les portes qui pendant un quart de siècle se sont dressées entre les Etats-Unis et la République populaire de Chine.

Nous devons maintenant assurer que le quart de la population mondiale qui vit en République populaire de Chine sera et restera non notre ennemi mais notre ami.

Au Moyen-Orient, 100 millions de personnes dans les pays arabes, dont beaucoup nous ont considérés comme leurs ennemis pendant près de 20 ans, nous considèrent maintenant comme leurs amis. Nous devons continuer à bâtir sur cette amitié de manière que la paix puisse s'établir enfin au Moyen-Orient et qu'ainsi le berceau de la civilisation ne devienne pas sa tombe.

Ensemble, avec l'Union soviétique, nous avons fait des percées décisives qui ont entamé le processus de la limitation des armes nucléaires. Mais nous devons fixer comme but non une simple limitation, mais une réduction et finalement la destruction de ces armes terribles de façon qu'elles ne puissent pas détruire la civilisation et que la menace de la guerre nucléaire ne soit plus suspendue au-dessus du monde et des peuples.

Nous avons ouvert de nouvelles relations avec l'Union soviétique. Nous devons continuer à développer et à élargir ces nouvelles relations pour que les deux nations les plus fortes du monde vivent en coopération plutôt qu'en confrontation.

Autour du monde, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, il y a des millions de personnes qui vivent dans une pauvreté terrible et même en état de disette. Nous devons nous fixer comme but de nous éloigner de la production pour la guerre et de développer la production pour la paix pour que partout sur terre les peuples puissent au moins espérer que leurs enfants, sinon eux, verront leurs besoins, pour une vie décente, satisfaits.

Ici en Amérique, nous avons le bonheur que la majeure partie de notre peuple a non seulement les bienfaits de la liberté mais aussi les moyens de mener une vie pleine, bonne et même, d'après les normes mondiales, d'abondance. Nous devons cependant poursuivre énergiquement un objectif visant non seulement à des emplois plus nombreux et meilleurs, mais aussi à des chances entières pour tous les Américains et à ce que nous essayons si durement de réaliser, la prospérité sans inflation.

Pendant plus d'un quart de siècle de vie publique, j'ai partagé l'histoire turbulente de cette époque. J'ai combattu pour ce en quoi je croyais. J'ai

essayé au mieux de ma capacité d'assumer les devoirs et de faire face aux responsabilités qui m'étaient confiées.

Parfois j'ai réussi et parfois j'ai échoué, mais j'ai toujours tiré courage de ce que Theodore Roosevelt a dit un jour de l'homme dans l'arène dont le visage est marqué par la poussière, la sueur et le sang, mais qui se bat vaillamment, qui se trompe et rate et rate à nouveau parce qu'il n'y a pas d'efforts sans erreur et résultat décevant, mais qui actuellement se bat pour accomplir, qui connaît les grands enthousiasmes, les grandes dévotions, qui se dépense pour une cause valable, qui connaît le mieux en fin de compte les triomphes des grandes réussites et qui au pire, s'il échoue, échoue au moins en osant beaucoup.

Je vous promets ce soir qu'aussi longtemps qu'il y aura un souffle de vie dans mon corps, je continuerai dans cet esprit. Je continuerai à oeuvrer pour les grandes causes auxquelles je me suis consacré au cours de mes années de représentant, de sénateur, de vice-président et de président; la cause de la paix non seulement pour l'Amérique mais entre tous les pays, la prospérité, la justice et des chances égales pour tout notre peuple.

Il y a au-dessus de toutes une cause à laquelle je me suis dévoué et à laquelle je serai toujours dévoué, aussi longtemps que je vivrai.

Quand j'ai prêté le serment de président pour la première fois il y a cinq ans et demi, j'ai pris cet engagement solennel: consacrer ma charge, mes forces et toute la sagesse que je peux rassembler à la cause de la paix entre les peuples.

J'ai fait de mon mieux depuis pour être fidèle à cette promesse. Comme résultats de ces efforts, j'ai confiance que le monde est aujourd'hui plus sûr, non seulement pour le peuple de l'Amérique, mais pour les peuples de toutes les nations et que nos enfants ont une meilleure chance qu'avant de vivre dans la paix plutôt que de mourir dans la guerre.

Cela, plus que tout autre chose, est ce que j'avais espéré réaliser quand je me suis présenté à la présidence. Cela, plus que toute autre chose, est ce que j'espère être mon héritage et ce que je voudrais vous léguer, à vous, à notre pays, en quittant la présidence.

En servant à ce poste, j'ai ressenti un sentiment très intime de parenté avec chaque Américain et avec vous tous. En le quittant, je le fais avec cette prière: puisse la grâce de Dieu être avec vous chaque jour à venir.

## en bref

### La septième crise l'a perdu

WASHINGTON — Le seul livre qu'ait écrit Richard Nixon s'intitule six crises. Dans cet ouvrage publié avant son élection à la Maison-Blanche, Nixon fait un récit lucide et flatteur des grandes difficultés politiques qu'il a rencontrées à travers sa vie pour finalement les surmonter. Mais il est significatif que cet homme d'Etat a monté en épingle ses échecs plutôt que ses incontestables réussites. Timide et ambitieux, courageux et impitoyable, secret mais avide de publicité, il était effectivement plus à l'aise dans l'adversité que dans la réussite.

Son tempérament de lutteur, dur et rusé, ne s'épanouissait que lorsqu'il faisait front à ses adversaires politiques. Il l'avait déclaré publiquement l'an dernier: plus je reçois de coups, plus je me sens fort. L'affaire du Watergate était, pensait-il, à sa mesure. Se trouvaient ligés contre lui la presse, les intellectuels, les artistes — tous ces gens qu'il mettait volontiers dans le même sac: des gens de gauche un peu voyous.

Avec ses fidèles, les Halderman, Ehrlichman et cie, aujourd'hui inculpés ou condamnés, il allait non seulement étouffer le scandale mais mettre au pas ceux qui se permettaient de douter de sa parole qu'ils soient parlementaires, juges ou fonctionnaires. Son excès de confiance l'a perdu. La septième crise lui a été fatale.

### Tass annonce la démission de Nixon

MOSCOU — La décision de M. Nixon de démissionner a été annoncée par Radio-Moscou sans aucune explication des événements qui y ont conduit. Elle n'a donné lieu jusqu'ici à aucun commentaire.

L'agence Tass a consacré à la nouvelle deux paragraphes indiquant que le vice-président Ford succédera au président Nixon.

### Trudeau ne formule aucun commentaire

OTTAWA — Le Premier ministre Trudeau n'a formulé aucun commentaire hier soir sur la démission du président Richard Nixon.

"M. Trudeau a dit tout ce qu'il avait à dire ce matin," a affirmé hier soir un porte-parole du Premier ministre.

Lors d'une conférence de presse, plus tôt dans la journée, M. Trudeau avait affirmé que "les politiques internationales de M. Nixon avaient été très bonnes." Il s'était également dit inquiet par la situation au sein du gouvernement américain, mais n'a pas précisé davantage sa pensée.

A un journaliste qui lui demandait si le vice-président Gerald Ford avait manifesté un certain intérêt pour le Canada, M. Trudeau a répliqué qu'il "pratiquerait ce qui est normal dans un tel cas et qu'il surveillerait les attitudes et les opinions de M. Ford sur le Canada," en vue de connaître possiblement ses politiques envers notre pays s'il devenait président.

### Nixon sauve sa pension

WASHINGTON — La démission de M. Nixon met fin à la procédure de l'impeachment engagée devant la Chambre des représentants. M. Carl Albert, président de la Chambre, a déclaré que le rapport serait soumis à la Chambre mais que le débat qui devait s'engager sur ce rapport, le 19 août, est annulé.

En démissionnant, M. Nixon conserve tous les avantages auxquels a droit normalement un président au terme de son mandat et notamment une pension annuelle de \$65,000 et une indemnité annuelle de \$86,000 pour ses frais de personnel et autres. Mais il n'est pas à l'abri de poursuites judiciaires et il pourra être appelé à comparaître comme témoin aux procès de ses anciens collaborateurs impliqués dans diverses affaires se rattachant directement ou indirectement au scandale du Watergate.

En outre, il risque d'être radié de l'Ordre des avocats, ce qui lui interdirait l'exercice de sa profession.

### Baisse de 97% des appels téléphoniques

SAN FRANCISCO — La Pacific Telephone Company a fait savoir hier soir que le nombre d'appels téléphoniques depuis la Californie avait baissé de 97%, p. cent pendant l'allocution télévisée du président Nixon.

Après le discours, il y eut cependant une hausse de 220 p. cent du nombre d'appels, probablement vers Washington, à la Maison-Blanche et aux divers bureaux du Congrès.

### Les adieux

WASHINGTON — Une heure avant d'annoncer sa démission à la télévision, le président Nixon a réuni dans la salle du cabinet de la Maison-Blanche un groupe de 47 sénateurs et représentants qui l'a-

vaient soutenu à travers ses épreuves devant le Congrès.

M. Nixon les a remerciés et leur a fait ses adieux à la veille de quitter la Maison-Blanche.

Plus tôt dans la soirée, le président avait informé officiellement les leaders démocrates et républicains du Congrès de sa décision d'abandonner la présidence.

### Billy Graham prie pour Nixon

MONTREAL, Caroleine du Nord — Le révérend Billy Graham, l'évangéliste souvent reçu à la Maison-Blanche pendant la présidence de M. Richard Nixon, a publié hier soir une déclaration affirmant que le président partant mérite les prières même de ceux qui se sentent trahis et abandonnés.

"Je le considérerai toujours comme un ami personnel. Sa douleur personnelle doit être presque insupportable", déclare l'évangéliste. Il ajoute: "Je prie que de toute cette pénible affaire puisse faire renaître un nouvel engagement envers Dieu et sa Loi dans notre vie nationale."

### Nixon a battu Neil Armstrong

NEW YORK — D'après le département de recherche du réseau de télévision NBC, jamais aucune émission n'a été suivie par autant de personnes en Amérique que celle qui était consacrée hier au discours de démission de M. Nixon.

Selon ses estimations, 130 millions de téléspectateurs ont écouté le discours, alors que 125 millions s'étaient trouvés devant leurs postes le 20 juillet 1969 quand l'homme a mis pour la première fois le pied sur la Lune.

### Les deux discours de Richard Nixon

WASHINGTON — Deux allocutions télévisées jalonnent la carrière politique de Richard Nixon. Avec l'une, le 23 septembre 1952, il devient très populaire aux Etats-Unis. C'est le discours de Checkers. Alors qu'il se présentait à la vice-présidence des Etats-Unis sous Eisenhower, il fut accusé d'avoir reçu quelque \$18,000 illégalement pour alimenter sa campagne. Eisenhower était prêt à le lâcher, Nixon s'adressa au pays sur un ton plaintif, expliqua qu'il n'avait pas d'argent, que sa femme n'avait pas de manteau de fourrure mais un manteau fait de bon drap républicain et que le seul cadeau qu'il eût reçu — pour ses filles — c'était un cocker nommé Checkers, que Checkers, il le garderait. L'Amérique sentimentale fondit en larmes. Du jour au lendemain, Richard Nixon devenait populaire.

22 ans plus tard, le 8 août 1974, Richard Nixon s'adresse à nouveau au pays, mais c'est pour faire ses adieux. Checkers est mort.

### Le jour maudit

WASHINGTON — Richard Nixon, lorsqu'il retracera l'histoire de l'affaire du Watergate, maudira le jour où il a fait installer à la Maison-Blanche un système d'enregistrement.

Sans les bandes magnétiques de ses conversations dans le bureau ovale, il n'aurait peut-être pas été contraint à quitter la présidence. C'est en effet l'enregistrement de sa conversation du 23 juin 1972 avec M. Bob Haldeman qui l'a amené à avouer sa connaissance de la tentative d'étouffement de l'affaire du Watergate.

M. John Dean, ancien conseiller juridique du président, avait déjà déclaré avoir eu l'impression qu'une de ses conversations avec M. Nixon était enregistrée, mais l'existence du système d'enregistrement a été révélée par un ancien conseiller de la Maison-Blanche, M. Alexandre Butterfield, maintenant administrateur de l'administration fédérale de l'aviation.

Un des membres de la commission sénatoriale d'enquête sur l'affaire du Watergate lui a demandé presque par hasard si les conversations de la Maison-Blanche étaient enregistrées. M. Butterfield a répondu par l'affirmative et toute l'histoire a éclaté.

### Le treizième à la Maison-Blanche

WASHINGTON — M. Gerald Ford est le treizième vice-président des Etats-Unis à entrer à la Maison-Blanche. Parmi ses douze prédécesseurs figurent de grands noms de l'histoire américaine tels que Thomas Jefferson, Theodore Roosevelt, Harry Truman, Lyndon Johnson et le président Nixon lui-même.

Depuis la création de la République américaine, près de tiers des présidents ont occupé le second rang à la tête du pays, avant d'acquiescer à la magistrature suprême. Depuis la Seconde Guerre mondiale, cette proportion est passée à trois sur cinq.

## Les Américains sont soulagés

NEW YORK (AFP) — Le public américain a accueilli avec soulagement l'annonce de la démission du président Nixon mais pour beaucoup, ce sentiment était mêlé de tristesse.

A New York, ceux d'entre eux qui n'étaient pas groupés autour du poste familial s'étaient massés dans les bars et les restaurants pour attendre la nouvelle. Un grand silence a régné dès que le président est apparu sur l'écran, silence qui a duré pendant les seize minutes de l'allocution présidentielle.

Des exclamations jaillissaient cependant de temps à autre: Je ne peux pas le croire... Il a du culot... Tu devrais être en prison... Il me fait de la peine... C'est encore que du baratin.

La fin du discours a été saluée par des applaudissements.

A Times Square, cependant, circulait la foule habituelle, beaucoup de Noirs, ou des touristes, apparemment indifférents, aux panneaux lumineux sur lesquels défilaient sans interruption l'annonce de la démission du président.

A Washington, quelques centaines de jeunes gens s'étaient rassemblés devant la Maison-Blanche pour y célébrer bruyamment l'événement. Dans une cacophonie de klaxons et de bruits divers, on entendait notamment "pas d'amnistie, les bons jours vont recommencer" ou "jail (prison) to the chief", jeu de mots qui fait allusion

au "hail (salut) to the chief" de l'hymne présidentiel.

Après l'allocution, les discussions ont repris, empreintes de mépris ou d'indulgence. C'est un escroc mais il n'est pas le seul, et tout le monde fait des erreurs, entendaient-on.

Beaucoup de gens ont été choqués que le président n'ait exprimé aucun regret et ont trouvé de l'arrogance dans son attitude.

Beaucoup, également, ont eu le sentiment de vivre un moment historique pour les Etats-Unis, ne serait-ce que parce que le fait est sans précédent, ou simplement d'assister à un événement passionnant: "c'est le Nouvel An", déclarait une jeune fille.

Mais l'impression générale de soulagement est celle qui prime. L'affaire avait duré trop longtemps. Elle avait fait perdre trop de temps à tout le monde et au pays au moment où les problèmes économiques s'accroissent.

Le public a l'impression que l'on va enfin pouvoir passer aux choses sérieuses. La personnalité du nouveau président ne soulève aucun enthousiasme particulier, mais on se félicite de ce que pour l'instant, on n'ait encore rien trouvé de précis à lui reprocher.

Après l'irritation et la lassitude qui régnaient depuis plusieurs mois succède le espoir que tout va redevenir normal dans les affaires publiques des Etats-Unis.

## LE MONDE

Moscou dénonce  
la prolifération  
nucléaire

GENEVE (AFP) — Sans faire allusion explicitement une seule fois à la récente expérience nucléaire à laquelle l'Inde a procédé, le représentant soviétique à la 650<sup>ème</sup> séance de la conférence du Désarmement, l'ambassadeur Alexei Rochtchine, a consacré hier matin une longue intervention aux dangers de la prolifération des armes atomiques.

M. Rochtchine s'est tout d'abord félicité des bons résultats qui ont déjà été obtenus par le traité de non-prolifération.

"La mise en oeuvre des dispositions du traité, a-t-il dit, sert les intérêts de la sécurité du monde et permet de relâcher encore davantage les tensions internationales".

Mais, a ajouté M. Rochtchine, "on ne peut manquer de voir que le traité de non-prolifération n'est pas encore devenu un instrument international qui assurerait l'application par tous les Etats du régime de non-prolifération des armes nucléaires. La perspective de voir un certain nombre de nouveaux Etats acquérir des armes nucléaires au cours des dix années à venir n'est pas irréaliste".

Pour le représentant soviétique, la raison de cet état de choses est que "certains Etats quasi-nucléaires" sont restés en dehors du traité de non-prolifération et ne sont pas liés par les dispositions de cet important instrument international.

Réunion des  
guérilleros  
de l'Angola

LUSAKA (AFP) — Les représentants des trois principaux mouvements de libération de l'Angola se sont rencontrés hier à Lusaka en vue d'unifier leurs organisations.

Aucune déclaration n'a été publiée à l'issue de la première étape de ces discussions, qui pourraient, en cas de succès, préparer la voie à des conversations pour la paix avec les autorités portugaises.

Les observateurs font cependant remarquer que les négociations entre ces divers mouvements risquent d'être dures et longues.

Mais, selon ces mêmes observateurs, si les divergences entre, d'une part le FNLA et l'UNITA, et, d'autre part le MPLA, pourraient être aplanies facilement, les rivalités de personnes qui régnaient au sein du MPLA paraissent un peu plus délicates à résoudre.

Londres :  
imposition  
des riches

LONDRES (AFP) — Le gouvernement travailliste a publié hier un double projet visant à renforcer l'imposition des riches et à promouvoir l'équité sociale grâce à une redistribution des richesses. Il a été présenté hier par le chancelier de l'Echiquier, M. Dennis Healey.

Les propositions gouvernementales comportent la création de deux nouveaux impôts: une taxe sur les transferts de capitaux, qui entrera en vigueur dès avril 1975, et un impôt sur le capital (ou la richesse), qui sera créé en 1977.

La nouvelle taxe sur les transferts, qui se substituera aux droits de succession existants, portera sur les transferts de biens, à partir d'une valeur globale de 15.000 livres (\$36.000 dollars), qu'ils soient effectués avant ou après le décès. Ce nouvel impôt, qui sera progressif, évitera l'évasion que connaît actuellement l'impôt sur les successions. L'évasion est telle que cet impôt n'est plus qu'une contribution volontaire, selon le chancelier de l'Echiquier, M. Dennis Healey.

L'impôt sur le capital n'est encore qu'une ébauche que le gouvernement se propose de modifier à la lumière des commentaires qu'elle suscitera.

Mozambique:  
évasion  
d'officiers  
de la PIDE

LOURENCO MARQUES (AFP) — Deux anciens membres de la police secrète portugaise de l'ancien régime Caetano se sont enfuis dans la nuit de mercredi à jeudi de la prison de Machaya à Lourenco Marques, annonce-t-on de source officielle. On pense que les deux hommes tentent de gagner la frontière rhodésienne ou l'Afrique du Sud.

Huit autres membres de cette police secrète avaient réussi à s'enfuir du Mozambique en début de semaine pour gagner la Rhodésie, indique-t-on de même source.

On ignore encore quel sort leur sera réservé. Les autorités rhodésiennes se sont refusées jusqu'à présent à commenter leur présence dans le pays.

Affrontement entre la Grèce  
et la Turquie à Genève

GENEVE (AFP) — La deuxième conférence de Genève sur Chypre s'est ouverte, hier en fin d'après-midi, au Palais des Nations, dans une atmosphère tendue par un violent affrontement entre les ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie, MM. Georges Mavros et Turan Gunes.

Si elle continue sur ce ton-là, elle n'ira pas loin, estiment les observateurs. Certes, les deux ministres ne sont pas seuls à Genève. Outre les bons offices de leur collègue britannique, M. James Callaghan, les pressions américaines qui les ont convaincus de tenir leur rendez-vous continuent à s'exercer sur eux. Mais le drame qui se jouait au même moment à Washington faisait peser sur la première fois des doutes sur leur efficacité immédiate.

M. Gunes a affirmé, à son arrivée, que l'objectif d'Ankara était de faire de Chypre un Etat fédéral sur la base d'une séparation géographique des

deux communautés. Il a réaffirmé ainsi, avec la plus grande intransigeance, la politique turque du fait accompli en dehors de toute question de cessez-le-feu.

M. Mavros a par contre fait du respect intégral des clauses du cessez-le-feu, convenues le 30 juillet à Genève, la condition sine qua non de la poursuite de la négociation. Il a menacé de remettre en cause l'accord tripartite du 30 juillet pour en revenir aux exigences — infiniment plus dures pour la Turquie — de la résolution du 20 juillet du Conseil de sécurité. Celle-ci exige un retrait immédiat des troupes turques de Chypre alors que l'accord tripartite ne prévoit qu'un départ par étapes au moment opportun. Cette menace a d'autant plus de poids qu'elle correspond à la position prise par l'Union soviétique, qui pourrait trouver là un biais pour intervenir dans l'affaire.

L'embarras de M. Callaghan était

évident. Il a reconnu que toutes les clauses du cessez-le-feu n'étaient pas appliquées et qu'il faudrait en discuter en priorité avant d'aborder l'objet même de cette deuxième conférence: la révision de la constitution de l'île. C'est dire que la discussion s'engage mal.

## Entrée de Moscou

L'URSS est ouvertement entrée, hier soir à Genève, dans la négociation chypriote. Son observateur officieux, M. Victor Minine, chef du département de Méditerranée orientale au titre des Affaires étrangères de Grèce s'est entretenu, avant l'ouverture de la conférence tripartite et en marge de celle-ci, avec ses principaux protagonistes, MM. Georges Mavros et Turan Gunes, respectivement ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie.

M. Gunes, apprend-on de source turque bien informée, a notamment de-

mandé à M. Minine des précisions sur le projet prêté à l'Union soviétique d'appuyer Athènes en plaçant sa cause devant le Conseil de sécurité si la Grèce envisageait de demander une démilitarisation de l'île. Une telle possibilité inquiète doublement Ankara, souligne-t-on de même source. D'une part, sa position est moins forte au Conseil de sécurité qu'à la conférence tripartite. D'autre part, une démilitarisation de Chypre l'obligerait à retirer ses troupes de l'île.

De source grecque, on indique seulement qu'une telle idée est dans l'air. Elle n'est pas assez précise pour qu'on en parle, précise-t-on. M. Mavros n'avait pas hésité cependant, constatent les observateurs, à brandir, dès son arrivée, la menace de dénoncer l'accord tripartite du 30 juillet pour en revenir à la résolution du Conseil de sécurité du 20, plus impérative sur le retrait des troupes turques.

L'intervention de M. Minine, venant après les démarches des ambassa-

deurs d'URSS à Athènes et Ankara, a été d'autant plus remarquée à Genève que l'Union soviétique avait été complètement absente des coulisses des négociations de juillet.

Aucun écho de ces manoeuvres politico-stratégiques n'a cependant franchi, hier soir, les portes de la salle du Palais des Nations où les trois ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Grèce et Turquie ont passé leur première séance plénière penchés sur des cartes d'Etat-major de l'île de Chypre.

Il s'agissait de repérer le tracé contesté de la ligne de cessez-le-feu et des enclaves d'une minorité dans le territoire de l'autre. Ce fut un dialogue de sourds, a dit M. Mavros en sortant. Il aurait dit en séance: Nous ne discuterons pas avec un pistolet sur la nuque. M. Gunes pour sa part a réaffirmé que les troupes turques étaient là pour protéger la minorité chypriote-turque et ne partiraient pas tant que cette sécurité ne serait pas assurée.



## Sixième anniversaire...

Le 8 août 1974 marquait le 6<sup>e</sup> anniversaire de l'acceptation par M. Nixon de la nomination du parti républicain comme candidat à la présidence aux élections présidentielles de novembre 1968. Cette photo a été prise le 8 août 1968 à Miami Beach où se tenait le congrès (convention) du parti républicain.

Escalade de l'offensive  
communiste à Danang

DANANG, Vietnam (Washington Post) — Selon des observateurs, il y aurait eu en ce moment dans la région de Danang la plus grande série de combats depuis le cessez-le-feu au Vietnam il y a 18 mois.

C'est la première fois depuis le cessez-le-feu, que des troupes régulières du Nord-Vietnam se livrent à des combats près de Danang.

Ces dernières sont les meilleures unités qui possèdent les communistes.

Il existe à peu près autant de théories sur ce sujet qu'il existe d'observateurs: les uns pensent que les communistes veulent attaquer Danang, d'autres pensent qu'ils veulent couper la route principale qui va de Saigon à 560 m. (350 milles) au sud, ou bien qu'ils s'entraînent à une offensive générale pour l'année prochaine. Toutes ces théories peuvent être vraies, mais il semble qu'il y ait deux raisons plus importantes à ces séries d'attaques.

Premièrement, ainsi que l'a déclaré l'autre jour à Saigon le porte-parole du Vietcong, Vo Dong Giang, les attaques représenteraient une revanche générale contre ce que le Vietcong considère avoir été des violations con-

tinuelles de la part du gouvernement dans cette zone pendant 18 mois.

Les Vietnamiens du Nord affirment que le gouvernement du sud a bombardé au hasard les territoires qu'ils contrôlent, et que quelques mois après le cessez-le-feu, il avait placé des avant-postes sur le sommet des collines du territoire vietcong.

Ils déclarent aussi, que les troupes gouvernementales ont conduit plusieurs bataillons de taille, ainsi que des incursions plus petites dans les territoires du Vietcong, violant ainsi le cessez-le-feu. Le gouvernement répond de son côté qu'il n'a rien fait d'autre que de répondre directement aux violations communistes du cessez-le-feu. En bref, on ne sait pas qui a commencé. Cependant, des sources non communistes bien informées confirment que le gouvernement avait effectivement placé des avant-postes au sommet des collines après le cessez-le-feu, et que c'était une mesure militaire destinée à empêcher les communistes de rassembler une importante récolte de riz dans la vallée de Ke-Sanh.

Il apparaît que la position d'avant-

postes constituerait bien une violation des accords de cessez-le-feu, puisque ces derniers stipulaient que les forces armées des deux parties du sud du Vietnam devaient rester en place. D'un autre côté, il semble que la vallée de Ke-Sanh fasse partie des quatre points sévèrement frappés par le Vietcong ces trois dernières années: le Vietcong aurait donc lui aussi violé les accords.

Durant ces quelques semaines de bataille, il semble que les plus dures représailles des communistes aient été de bombarder le district de Ducduc, ville située dans la plaine, juste au-dessus des montagnes de la vallée de Ke-Sanh. La villa a été complètement détruite, après avoir reçu près de neuf mille obus, à raison de 600 par jour quelquefois.

Huit mille réfugiés, presque toute la population de la ville, ont fui vers Danang, alors que les obus continuaient à tomber d'une façon sporadique sur Ducduc.

Deuxièmement, communistes et gouvernementaux s'accusent mutuellement de mettre la main sur les popula-

Préoccupation au Caire  
au sujet d'Israël

LE CAIRE (AFP) — Les dirigeants égyptiens semblent préoccupés depuis plus d'une semaine par l'éventualité d'une reprise des hostilités, estiment les observateurs au Caire. Plusieurs faits, notent les observateurs, témoignent de cette préoccupation du principal, estime-t-on, aux dernières déclarations alarmistes des responsables israéliens sur les risques d'une nouvelle guerre.

On remarque tout d'abord au Caire qu'un certain nombre de réservistes ont été rappelés. Cette mesure a été prise, selon de bonnes sources, le 31 juillet dernier. De plus, des officiers de l'armée de l'air en permission ont été invités, selon des sources bien informées, à rejoindre leurs unités.

Ces informations ont fait l'objet d'une simple allusion parue dans la presse cairote, samedi dernier, Al Akhbar a indiqué, en première page, que l'Egypte a pris toutes les mesures nécessaires pour faire face à la campagne lancée par les dirigeants israéliens en prévision d'une nouvelle guerre.

L'annonce sans précision de l'adoption de telles mesures a contrasté avec une certaine détente qui prévalait quelques jours auparavant. La presse indiquait alors que 46.000 postes vacants dans les administrations de l'Etat avaient été consacrés aux militaires démobilisés.

On note d'autre part que la mention du rappel des réservistes, information d'ordre militaire et par conséquent soumise à la censure, a été finalement autorisée.

Cette autorisation coïncide avec le retour dans leurs foyers de certains réservistes qui avaient été rappelés. Il semble en fait, selon de bonnes sources, que le rappel des réservistes n'ait été que de brève durée et ait eu des raisons purement administratives.

Toutefois, la préoccupation des dirigeants égyptiens se reflète de manière

plus sensible dans le communiqué égypto-saoudien publié mercredi. Le président Sadate et le roi Fayçal lancent aux armées arabes un appel à la vigilance. Ils n'y cachent pas leur inquiétude de voir Israël déclencher une offensive-surprise qui, à leur avis, pourrait transformer la victoire d'octobre en une défaite.

La tension sur les fronts israélo-arabes, perceptible dans ce communiqué, est confirmée d'ailleurs par les voyageurs venant de Suez. Un habitant de cette ville affirmait que des incidents ont eu lieu dans le Sinai mardi dernier.

Interrogé à ce sujet, le porte-parole de l'ONU a déclaré que, selon les informations dont il dispose, le calme prévalait sur le front israélo-égyptien.

Les affirmations des habitants de Suez reflètent toutefois cet état de tension sensible depuis quelques jours à l'est du canal de Suez.

L'agence du Moyen-Orient diffuse un "document de travail" établi par le président Sadate, qui fait état d'un projet de réforme de l'Union socialiste arabe" dans le sens de sa libéralisation.

L'Union socialiste arabe, fondée en 1962 après plusieurs vaines tentatives de remplacement des partis politiques dissous, devait être "l'alliance des forces du travail et du peuple," et regrouper cinq principaux éléments: paysans, ouvriers, intellectuels, soldats et petits capitalistes.

Le président Sadate, dans son document de travail reconnaît que l'Union n'a pas rempli sa mission et qu'elle n'a été souvent que l'instrument de certains dirigeants pour leurs propres intérêts.

Il souhaite que l'Union socialiste arabe devienne le "creuset" où se fondront les diverses idéologies dont s'inspire le gouvernement pour élaborer et appliquer sa politique.

Suspension du procès  
du vampire de Nuremberg

NUREMBERG (AFP) — Le procès du vampire de Nuremberg a été suspendu, hier pour plusieurs mois. L'accusé nécrophage, Kuno Hofmann, un sourd et muet de 41 ans, sans profession, n'a pas été reconnu apte à être traduit en justice et devra subir un long traitement psychiatrique. Ce n'est qu'après que les experts détermineront s'il peut être tenu pour responsable de ses actes. Le tribunal s'est ainsi rallié à l'avis de deux des trois experts pour qui Hofmann n'était pas en mesure d'être cité en justice. Le troisième expert estimait qu'il jouait constamment la comédie.

Durant les trois premiers jours du procès, Hofmann avait effectivement donné l'impression d'être constam-

ment "absent" et de ne pas se rendre compte que les débats le concernaient. Il est accusé d'avoir tué, le 6 mai 1972, un couple d'Allemands de l'ouest qui dormaient dans leur voiture, dans une forêt de la région de Nuremberg, et d'avoir sucé le sang de leurs blessures. Le même jour, il aurait tenté d'assassiner un gardien de cimetière, alors qu'il rôdait autour des dépoüilles mortelles entressées dans une morgue. Hofmann, que la presse allemande ne devait pas tarder à surnommer le "vampire" de Nuremberg, a avoué, par ailleurs, avoir profané plusieurs cimetières de RFA et sucé le sang de 37 autres cadavres féminins. Ces aveux, toutefois, n'avaient pas été retenus par l'accusation.

## Révolution culturelle permanente en Chine

La fureur de la révolution culturelle est de nouveau à l'ordre du jour en Chine. On lira dans les pages des journaux, au cours des prochaines semaines, les incidents qui ponctuent généralement les phénomènes de cette nature.

Tout indique donc que l'on est en présence d'une révolution culturelle plus ou moins permanente en Chine. Après les excès de la précédente révolution culturelle, on croyait que les Chinois s'étaient débarrassés de ce fléau. Il revient sous d'autres formes (dénominations de Confucius, Beethoven, etc.).

Le marxisme est, comme son nom l'indique, l'application des principes théoriques mis au point par Karl Marx à la dynamique des sociétés humaines. Schématiquement, le prolétariat, la classe ouvrière, devrait pou-

voir exproprier les classes possédantes (bourgeoise).

Mais le capitalisme est lent à mourir. Ses structures sont plus résistantes que ne l'avait prévu l'auteur de Das Kapital, ainsi que son brillant continuateur Lénine. Si la Russie a succombé aux assauts de ce dernier, la raison en est que le capitalisme russe était trop sous-développé. Ce pays était encore au stade pré-capitaliste ou féodal. C'est quelque chose qu'oublient volontiers les dirigeants actuels de l'Union soviétique, eux qui tentent de collaborer économiquement avec la bourgeoisie américaine. On a tenté d'imiter la révolution d'octobre, mais sans succès. Il a fallu que l'Armée rouge déferle sur l'Europe orientale pour que des Etats socialistes poussent comme des champignons.

Au moins, la société soviétique est stable. Cette stabilité est acquise au

prix d'une répression policière féroce (omniprésence de la police politique, camps dits de ré-éducation, etc.).

Même si on émet des réserves sur les allégations des contestataires soviétiques (fraction minime de la population) il n'en demeure pas moins que l'Union soviétique est un Etat bien policé, au sens le plus péjoratif du terme.

Par contre, on ne peut pas dire que la société chinoise est bien stable. Elle est à la recherche perpétuelle d'un nouvel équilibre. Cette société a pourtant grand besoin de développement économique et ceci nécessite une certaine stabilité.

Ces deux conceptions du marxisme, la soviétique et la chinoise, devaient inévitablement mener au grand schisme du mouvement communiste dans les années 60. Schisme quant

aux moyens d'atteindre le stade socialiste et ensuite la transition au communisme. Moscou prétend que le socialisme est déjà acquis. Les grandes lignes du débat sino-soviétique sont connues. Il n'y a pas lieu de le reproduire ici, sauf pour rappeler que Pékin traite Moscou de puissance social-impérialiste, à savoir de pratiquer l'impérialisme socialiste.

Ce qui est plus intéressant à évoquer c'est le cheminement des intellectuels marxistes d'Occident, exception faite des partis communistes orthodoxes puisque ces derniers suivent aveuglément la ligne soviétique. Il y a 25 ans, ces intellectuels croyaient que la transition vers le socialisme se ferait par voie d'émulation c'est-à-dire que les Etats capitalistes suivraient l'exemple de l'Etat léniniste. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. D'ailleurs l'économie soviétique n'est

pas un exemple à émuler. Elle éprouve elle-même des sérieux difficultés. Comme on l'a indiqué plus haut, le capitalisme n'est pas prêt à mourir. Ces intellectuels occidentaux trouvent refuge maintenant dans les schèmes maoïstes.

Les autorités chinoises ont beau dénoncer Confucius, dépositaire de la sagesse et de la prodence traditionnelles chinoises. L'aventurisme est de toute façon la règle du jeu.

Mao, son épouse et les autres membres de la gauche chinoise croient qu'ils vont accélérer l'édification du socialisme en fomentant des révolutions culturelles. Ils font justement le contraire. Il est ironique enfin de constater que la Chine s'engage dans la révolution culturelle permanente alors que des hommes de plus de 70 ans (Mao, Chou en-lai) tiennent la barre ou gouvernent.



**Les dernières heures...**

Cette photo du président Nixon avec sa famille fut prise mercredi et publiée par la Maison-Blanche hier soir, après la démission du chef du gouvernement américain. De gauche à droite: Edward et Tricia Cox, le président et Mme Nixon, et Julie et David Eisenhower.

# Dernier jour à la Maison-Blanche pour les Nixon

par Cécile BROSSEAU

Depuis un an déjà les réceptions étaient moins brillantes, les thés à la Maison-Blanche moins fréquentés, des centaines d'invités s'excusaient ou ignoraient tout simplement les invitations, ce qui faisait écrire à un journaliste de Washington: "Patricia se montre cependant tout aussi déterminée et courageuse dans l'adversité qu'elle l'a toujours été lors des bas et des hauts dans la carrière de son mari. Elle n'en est pas moins mère et déçue et ne cache pas cette amertume devant ce qu'elle appelle l'ingratitude de celles qui hier lui faisaient des courbettes et qui aujourd'hui cherchent déjà à être bien avec celle qui un jour prendra peut-être sa place".

L'heure a sonné et aujourd'hui à la Maison-Blanche, la fête est terminée, les invités ont fui, trois femmes vivent le cauchemar de la déception et de l'humiliation.

"Qu'est-ce que vous aimeriez faire si un jour vous aviez du temps plein vos poches?" demandait un journaliste à Pat Nixon au moment où son mari venait d'accéder à la présidence des Etats-Unis en 1969. La première dame de ce pays répondait alors: "J'aimerais retourner à beaucoup d'endroits où je n'ai fait que passer, dans certains petits villages de France, par exemple, où dans certaines rues de Londres, je prendrais le temps de causer avec les gens, car les fonctions officielles sont frustrantes, on n'a pas le temps de s'arrêter".

**Débuts modestes**

Cette réplique de Mme Nixon dépeint la femme qu'elle est, simple, cordiale, humaine. Issue d'un milieu fort modeste, son père était chercheur d'or itinérant et la légende fait naître Pat dans une tente. Après la mort de sa mère, à treize ans, elle tient la maison pour son père et ses deux frères.

Après avoir passé son enfance sur une ferme, elle s'engage comme vendeuse, fait de la figuration au cinéma pour gagner ses études, devient institutrice dans une petite ville où, faisant aussi du théâtre amateur, elle rencontre Dick Nixon qui lui donne la réplique. C'est le coup de foudre et la demande en mariage suit.

Souvent au cours d'entrevues, Pat Nixon, épouse du vice-président et plus tard du président des Etats-Unis, avouera que la politique n'est pas la voie qu'elle aurait souhaité voir prendre à son mari, mais elle affirmera aussi que des que ce choix fut fait, elle lui a été dévouée sans condition.

Sa présence fidèle au cours des différentes campagnes électorales de l'homme politique parle d'elle-même. Son attitude discrète et efficace des derniers mois demande grâce.

**Julie et Tricia**

Julie Nixon Eisenhower a fait campagne pour son père lors des deux

dernières campagnes présidentielles. Elle épousait en 1968 le petit-fils de l'ancien président Eisenhower. Julie a souvent pris la parole en public pour défendre son père au cours des derniers mois. Chaque fois, elle se disait convaincue que le président saurait se défendre et que jamais il ne serait démis de ses fonctions.

Quant à Tricia, qui épousait en 1971 Ed Cox, un jeune avocat, elle a toujours préservé sa vie personnelle. Elle a tenu longtemps ses fiançailles secrètes. Pendant ce temps, la rumeur circulait que le président et Mme Nixon ne trouvaient pas le prétendant à la hauteur de la situation. Il y a quelques mois, on la faisait divorcer, mais Tricia gardait le silence cependant qu'on la voyait souvent seule en compagnie de ses parents.

"Vous pouvez toujours attendre le but que vous vous proposez, disait un jour Pat Nixon. Heureusement, elle ajoutait: "Et vous pouvez toujours vous adapter à n'importe quelle situation si vous le voulez vraiment".

## La famille a pleuré

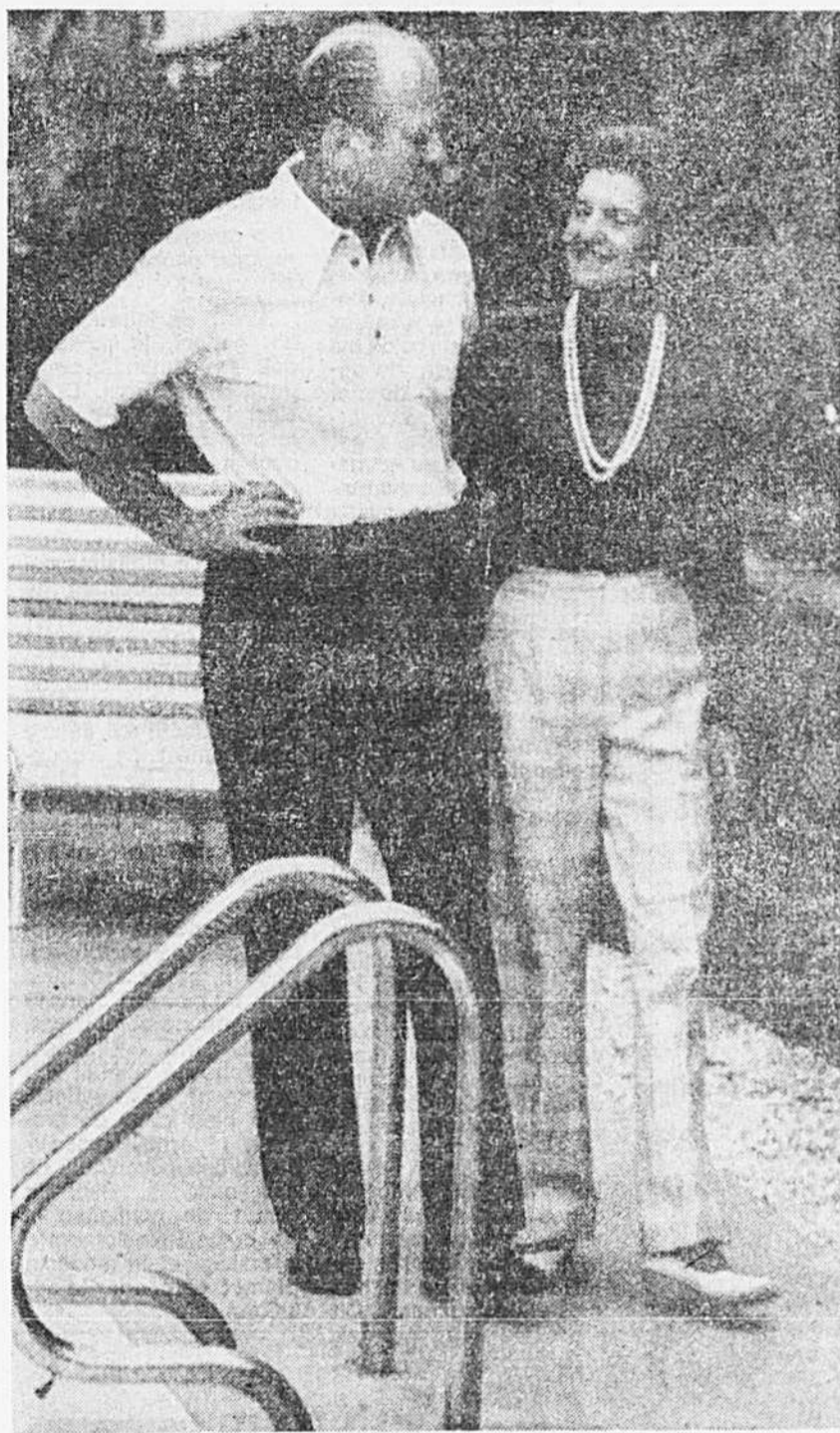
WASHINGTON (AFP) — Jusqu'à mercredi soir, la famille du président Nixon a cru que la président allait se battre pour rester en fonction.

Puis la révélation est venue au cours d'un dîner familial à la Maison-Blanche, une cérémonie intime à laquelle le photographe de M. Nixon s'était mêlé, souhaitant fixer des instants historiques.

Le photographe, M. Ollie Atkins, au service de M. Nixon depuis 1968, a raconté la scène hier soir aux journalistes: "M. Nixon avait déjà annoncé sa décision quand le photographe s'est glissé dans la pièce".

Il était évident que Julie avait pleuré, Mme Nixon avait pleuré et Tricia aussi, a confié M. Atkins, ajoutant qu'il avait alors réalisé que le président avait déjà fait part de sa décision de démissionner.

M. Atkins a pris alors une photo, sur laquelle le président apparaît étonnement serène et détaché. La seule invitée de ce dîner familial était la secrétaire privée du président, Mlle Rose Mary Woods.



Bientôt, ils devront quitter leur maison toute simple d'Alexandrie, en Virginie, pour devenir les nouveaux hôtes de la Maison-Blanche; Gerald Ford et sa femme sont photographiés ici, dans leur jardin, prenant le frais en bordure de leur piscine.

## En route vers la Maison-Blanche

WASHINGTON (PA) — Betty Ford a l'habitude d'affirmer à son entourage: "Nous sommes juste une famille américaine ordinaire".

La famille d'un futur président des Etats-Unis peut-elle se permettre d'être une famille ordinaire? Il faut dire que jusqu'à maintenant, la famille Ford avait beaucoup de choses en commun avec des milliers d'Américains. Les Ford vivent dans une maison sans prétention, dans une rue sans prétention, d'une ville de banlieue sans prétention. La famille, qui comprend trois fils et une fille, aurait des moeurs assez sévères. Les enfants n'ont jamais participé à des manifestations protestataires, ils portent les cheveux plutôt courts et ceux qui les connaissent affirment qu'ils n'ont jamais touché à la drogue.

Elisabeth Ford, qui a 55 ans, est grande et mince, et le fait d'être l'épouse d'un homme politique et d'avoir élevé les enfants presque seule ne lui a laissé que quelques rides sympathiques autour de ses yeux bleu gris.

**Mannequin**

Avant d'épouser Ford en 1948, Betty Bloomer était mannequin et faisait partie de la troupe de danse de Martha Graham. C'était son second mariage. Son premier mari avait été William Warren, un vendeur de Grand Rapids.

Si, depuis dix ans, à cause d'une vertèbre mal en point, Mme Ford a dû renoncer au golf et au ski, la famille n'en prend pas moins des vacances de neige, à l'époque des Fêtes, dans le Colorado.

Les enfants Ford n'ont jamais montré beaucoup d'intérêt pour la politique. L'aîné Michael, 24 ans, termine ses études de théologie au séminaire Gordon-Conwell, au Massachusetts. Il épousait en juillet dernier Gayle Ann Brumbaugh.

Jack, 23 ans, étudie le génie forestier. Il travaille, cet été, au parc national de Yellowstone.

Steven, qui a 18 ans, vient juste de terminer son high school; il se propose de prendre une année sabbatique avant d'entrer à l'université, il s'intéresse surtout à l'agriculture, à la pêche et à la chasse.

Susan, qui a 17 ans, étudie encore et est pensionnaire à Bethesda. Elle étudie la danse moderne depuis l'âge de huit ans et prend également des cours de ballet. Elle adore les plantes vertes, fait du petit point et prend soin du chat.

Les quatre enfants Ford avouent qu'ils adorent leur père. Il n'es-saie pas de nous modeler à sa façon ou de nous diriger", reconnaît Jack, il nous permet d'explorer et d'être nous-mêmes".

**appel d'offres**

**Projet no 225-74**

La Régie de l'assurance-maladie du Québec recevra des offres pour le projet ci-après décrit:

Impression de 300.000 feuilles 15" X 23" en quatre (4) couleurs « process » au recto et une (1) couleur au verso ainsi que 300.000 brochures 5" X 3" en une (1) couleur, 16 pages.

Ceux qui désirent soumissionner sont invités à se procurer le formulaire nécessaire à la préparation des soumissions, en s'adressant à Siège social de la Régie, au 200, Chemin Sainte-Foy, QUÉBEC, téléphone: 418 - 643-8918.

**Ciôture des soumissions: Le 19 août 1974 à 15h00**

Seules les offres présentées sur le formulaire préparé par la Régie et retournées dans les enveloppes fournies à cette fin seront prises en considération.

La Régie de l'assurance-maladie du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

Le Chef des Services auxiliaires  
Marc Bédard

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC  
RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

**ENCAN PUBLIC** CORPORATION DE DISPOSITION DES BIENS DE LA COURONNE **ENCAN PUBLIC**

**SURPLUS**

**Militaire et gouvernemental**

**véhicules - équipement**

- VOITURES FAMILIALES • VOITURES DE TOURISME • TRACTEURS INDUSTRIELS • TRACTEURS AGRICOLES • CAMIONS ASS. : 1/2 T PICK-UP • FOURGONS • CAMIONS A MARCHANDISE 4 x 4 ET 4 x 6 • CAMIONS 2 1/2 T • CAMIONS A BACHE • CAMIONS FRIGORIFIQUES • CITERNES • REMORQUES • CHASSE-NEIGE • AUTOBUS • CHARIOTS ELEVATEURS A FOURCHES • HYDROGLISSEUR SPECTRA-1 • AUTONEIGES • VAPORISATEUR INDUSTRIEL MOBILE • BLANCHISSERIE MOBILE • GENERATEURS • RESERVOIR 150 GAL etc., etc.

**DATE** Samedi 10 août, 1974

**L'HEURE** 11.00 A.M.

**LIEU** Base des Forces Canadiennes, St-Hubert, Que.

**INSPECTION** 8 et 9 août - 9:00 à 4:00 p.m.

**ENCANTEUR** G. Fournier Ltée tel.: 277-3171

**AVIS**

**RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES URBAINES DU DISTRICT ÉLECTORAL DE JOHNSON**

Vous devrez déposer vos demandes d'inscription, de radiation et de correction à l'un des endroits suivants: (le plus près de votre domicile)

**BUREAUX OUVERTS**

Jusqu'au samedi 10 août 1974 inclusivement, de 8 heures a.m. à 10 heures p.m.

Pour la ville d'**ACTON VALE:** 1430, rue Cardin

Pour la ville de **WINDSOR:** 52, 1re Avenue

N.B. Tout électeur peut demander par écrit et sous serment l'inscription de son nom sur la liste électorale de même que celui de ses proches parents domiciliés dans une section urbaine de ce district électoral.

**PUBLIÉ PAR LE PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC**

**vosre horoscope**  
AGENCE SCRIBEL

**LES ENFANTS NES CE JOUR** seront très enthousiastes et jouiront d'une confiance en eux dans la poursuite de leurs buts, mais leur persévérance sera très relative. Réservés et discrets, amis de la justice, ils excelleront dans un travail de sociologie et d'organisme humanitaire.

**♈** DU 21 MARS AU 20 AVRIL  
BELIER

Ne négligez plus les questions financières. C'est le moment de prendre le taureau par les cornes et de régler les problèmes d'argent. La chance vous sourira au cours de cette journée.

**♉** DU 21 AVRIL AU 20 MAI  
TAUREAU

Vous voyez les choses sous un jour nouveau, avec plus de lucidité. Faites des projets d'avenir. Ne perdez pas de temps. Une visite à une personne malade ou âgée lui ferait certainement grand plaisir.

**♊** DU 21 MAI AU 21 JUIN  
GEMEAUX

Vous manquez de patience et la moindre remarque vous irrite. Remettez à plus tard la signature de papiers importants. Vous avez donné trop d'importance à une cer-

taine affaire en négligeant les détails.

**♋** DU 22 JUIN AU 22 JUILLET  
CANCER

Vous êtes ambitieux, et vos objectifs sont élevés. Pourtant, de nombreux obstacles se dresseront sur votre route. Le climat familial n'est pas des plus sains, et ce malgré vos efforts acharnés.

**♌** DU 23 JUILLET AU 23 AOUT  
LION

Sous l'influence des astres, vous découvrirez une ouverture intéressante sur le plan professionnel. Vos responsabilités seront accrues en famille. Rapprochez-vous de votre conjoint.

**♍** DU 24 AOUT AU 22 SEPTEMBRE  
VIERGE

Profitez de cette journée pour faire passer votre famille au premier rang de vos préoccupations; pour embellir votre intérieur et pour recevoir des parents ou des amis intimes.

**♎** DU 23 SEPTEMBRE AU 23 OCTOBRE  
BALANCE

N'esquivez pas vos responsabilités ou vos devoirs de chef ou de mère de famille; n'effectuez pas de changements qui compromettraient votre sécurité. Restez chez vous bien tranquille ce soir.

**♏** DU 24 OCTOBRE AU 22 NOVEMBRE  
SCORPION

Ce n'est pas le moment de vous déplacer, de vous présenter au permis de conduire

ou à n'importe quel autre examen ni d'écrire des lettres importantes. Les astres ne favorisent pas vos rapports affectueux avec votre entourage.

**♐** DU 23 NOVEMBRE AU 21 DECEMBRE  
SAGITTAIRE

Vos amours seront sérieuses et durables, vos enfants vous donneront entière satisfaction et vos spéculations seront heureuses. Cependant, votre travail quotidien risque d'être laborieux et d'exiger de vous beaucoup de patience.

**♑** DU 22 DECEMBRE AU 20 JANVIER  
CAPRICORNE

Les astres devraient vous apporter tout le dynamisme et l'énergie nécessaires pour mener à bien toutes vos tâches. Une grande entente intellectuelle devrait régner entre votre conjoint et vous.

**♒** DU 21 JANVIER AU 19 FEVRIER  
VERSEAU

Vous pouvez obtenir de l'avancement ou une augmentation. Ne laissez pas passer l'occasion car la chance risque de tourner. Il se peut que vous soyez éprouvé par la maladie d'un proche.

**♓** DU 20 FEVRIER AU 20 MARS  
POISSONS

Faites valoir les talents des autres, que ce soit sur le plan financier ou artistique. Vous découvrirez un secret passionnant. Ne soyez pas aussi agressif envers les personnes que vous aimez.

**MON OEIL SUR MONTREAL**

PAR DOLLARD PERREAULT

**Prix d'embellissement**

M. Walter Wolinsky, du 2640, rue Lepailleur, a gagné le premier prix du 35e concours annuel des parterres et boîtes à fleurs, de la Ville de Montréal, dans la catégorie maison unifamiliale.

Les gagnants des premiers prix des autres catégories sont: M. G. Massicotte, 2226, rue Mousseau (catégorie maison de ville); M. Rosaire Audet, 2850, rue Hays (parterre avant); Mme Huguette Emond, 2087 Lepailleur (boîtes à fleurs); Mme Marietti, 8825, de Teck (catégorie récipients divers); M. Ambrasas Kazys, 2580 Desmarreau (cour arrière-terrasse élevée); la Caisse Saint-Donat, 6875, rue Marseille (catégorie industrielle); M. Alexandre Gravel, 4481 Des Ormeaux (jardin potager); M. et Mme Denis Côté, 2092, rue Baldwin (piscine-cour arrière).

**Couronnement de nudistes**

Au club naturiste Adam et Eve de Sainte-Brigitte-des-Saults, près de Drum-

**mondville, il y aura demain le couronnement d'Adam et Eve 1975.**

Plusieurs événements du genre ont eu lieu depuis quelques semaines, notamment en Ontario où ont eu lieu les couronnements de Miss Monde Nue et de Miss Canada Nue.

Au camp Adam et Eve, il semble y avoir moins de discrimination sexuelle qu'ailleurs, puisqu'on y couronne un homme aussi bien qu'une femme. D'autre part, il s'agit ici d'un événement d'un caractère semi-privé: journalistes, photographes et cinéastes y sont invités, mais non le grand public.

**Lutte à la narcomanie**

Le Conseil sur l'abus des drogues lance une campagne de souscription en vue de recueillir \$1,500,000 nécessaires à la réalisation de programmes de lutte contre l'abus des drogues en Ontario et au Québec, au cours des trois prochaines années.

Fondé en 1970, le Conseil sur l'abus des drogues a surtout servi de catalyseur pour favoriser l'édu-

cation des jeunes et des parents. Dans le cadre des programmes d'information, on a imprimé et distribué 1,800,000 dépliant, on a organisé des colloques et des expositions.

**Camping scientifique**

La Société d'astronomie de Saint-Hyacinthe organise pour ses membres des journées scientifiques du 10 au 15 août, à sa station expérimentale de Saint-Eugène-de-Grantham.

Les membres de la société qui désirent participer à cette activité pourront camper sur le terrain.

La Société d'astronomie de Saint-Hyacinthe a déjà sur les lieux un télescope protégé par un toit coulissant. C'est le premier d'une série d'instruments qui seront installés à Saint-Eugène.

**Concert d'orgue**

M. Paul Vigeant, membre fondateur de la société Pro-Organo, donnera des concerts d'orgue au pavillon du musée des Beaux-Arts de Montréal à Terre des Hommes, les 10, 11 et 14 août, à 17 h.

**Mesures en vue de protéger le consommateur**

Le ministère de la Consommation et des Corporations, a fait savoir hier que des mesures ont été prises, en vertu de la Loi sur les produits dangereux, afin de limiter l'utilisation du nitrobenzène dans les encaustiques et produits de consommation.

Il est donc maintenant illégal d'importer, de vendre ou d'annoncer des produits de consommation contenant plus de cinq parties de nitrobenzène par million. Ce produit chimique, habituellement utilisé comme substance aromatique dans les encaustiques, est toxique et peut être ab-

sorbé par la peau ou aspiré, même au cours d'un usage normal. Les enfants sont plus sensibles que les adultes à ce produit chimique.

Le ministère a souligné que les encaustiques ne contiennent habituellement qu'une faible concentration de nitrobenzène et qu'ils ne présentent pas de danger immédiat pour le consommateur.

"Ceci constitue tout de même une menace pour la santé, et cela n'a pas sa raison d'être puisqu'il existe d'autres substances aromatiques très sûres", a-t-on ajouté.

**MEDICINE D'AUJOURD'HUI**

**L'obèse, un malade qu'il faut comprendre**

L'obésité est désormais considérée comme une maladie attribuée à trois causes: une alimentation supérieure aux besoins, un manque d'activité physique et des troubles dans le métabolisme des échanges. Strictement envisagée sous ces aspects, la conception de l'obésité apparaît cependant sommaire et ne peut expliquer tous les cas rencontrés.

**Le surpoids, un moyen de défense**

L'adage "Ne devient pas obèse qui veut" est toujours valable. Force est donc, dans l'explication de la maladie, d'avoir recours à d'autres critères. Le surpoids est alors un moyen de défense que l'individu met en oeuvre pour conserver son équilibre. C'est un compromis qui lui assure une relative adaptation. Cette action, mieux connue aujourd'hui, est primordiale, car il est dangereux de le priver brusquement de ce refuge. Il risque de se décomposer.

Les dépressions nerveuses fréquentes enregistrées après des cures d'amaigrissement n'ont souvent pas d'autre cause que l'abolition d'une défense dont le malade avait besoin pour maintenir le *statu quo*. Ce sont ces mêmes raisons qui expliquent les échecs des traitements amaigrissants les mieux conduits. Pour de nombreux auteurs, bien des cas d'obésité sont désormais à intégrer dans le cadre des maladies psychomatiques.

L'obésité peut avoir pour origine une dépendance passive de l'enfant vis-à-vis d'une mère qui ne favorise pas son expression motrice ou tend à le surprotéger. On

peut en rapprocher les obésités survenant à la suite d'un traumatisme émotionnel ou d'une frustration affective grave. Les classiques obésités qui surviennent après une maternité sont souvent concomitantes d'un rejet inconscient de l'enfant car la relation avec l'enfant est chargée d'angoisse.

La prise en considération du champ psychologique chez un obèse est donc un élément fondamental pour préjuger de l'avenir et conduire un traitement.

**Une question avant de maigrir: obèse, pourquoi ?**

Avant de faire maigrir un patient, le médecin doit se demander pourquoi il est gros. Et si c'est l'obèse qui demande à maigrir, pourquoi il le demande à ce moment précis. Car il peut s'agir d'une fuite en avant.

L'homme d'affaires qui décide brusquement de perdre du poids, alors qu'il se trouve en proie à des difficultés financières considérables, ou la femme en plein drame affectif qui décide brusquement de s'occuper de sa ligne, cherchent inconsciemment à déplacer leur problème. L'amaigrissement n'arrange rien.

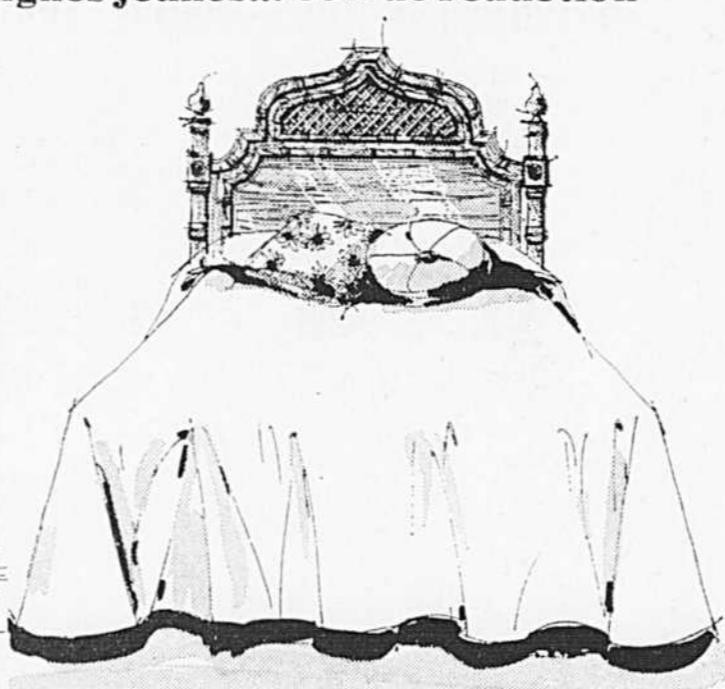
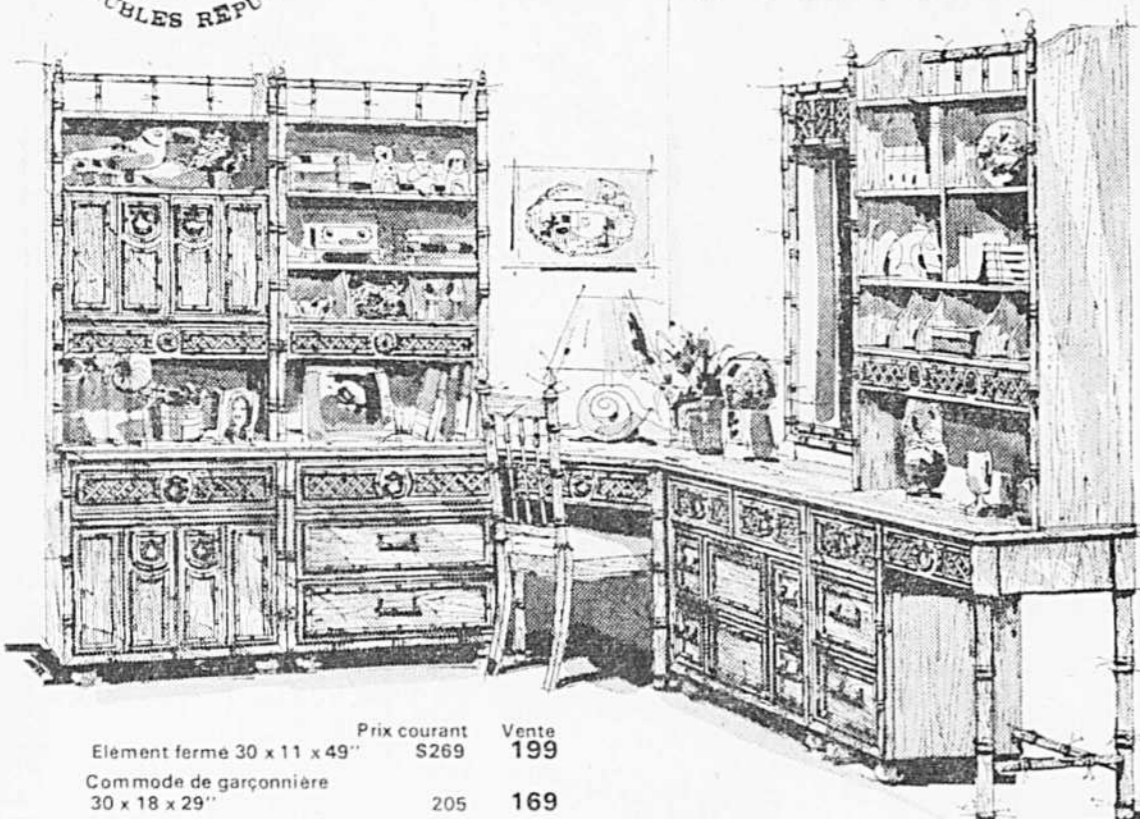
Bien entendu, toutes les obésités ne ressortissent pas de ce schéma, mais il est présent avec plus ou moins d'intensité dans de nombreux cas. Méconnaître cet aspect de l'obésité aboutit non seulement à des échecs, mais peut avoir de graves répercussions sur l'équilibre psychique de ces malades. Seul un climat de confiance et de compréhension entre le malade et le médecin permet d'apporter la solution.

**UN MOBILIER DE CONTE DE FÉES...**

offert à prix remarquablement bas durant la

**Vente semi-annuelle FRASER**

Ensemble **PASHA** aux lignes jeunes... 20% de réduction



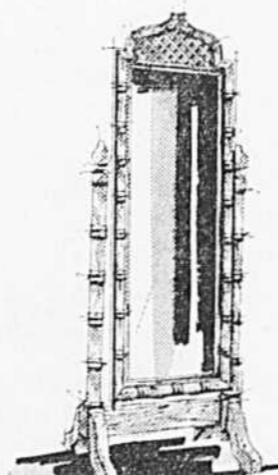
Tête de lit décorative pour lit jumeau (3/3)

Prix courant 149 **Vente 119**

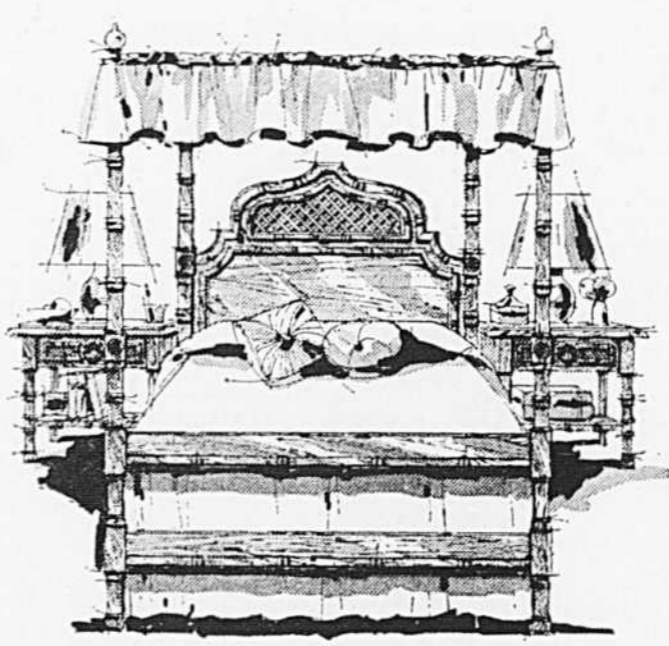
Tout le charme des contes des Mille et Une Nuits — Pasha est vraiment le genre de mobilier dont rêvent toutes les petites filles. Le charme de l'Orient, avec ses volutes et ses entrelacs, ses élégants fuseaux rehaussés de bambou. Les motifs à la grâce aérienne et la quincaillerie en forme de bambou. La qualité du bois se laisse deviner sous le délicat fini ambré, qui ne s'écaillera pas et ne pèlera pas. Construction en solide bois dur, rehaussée d'éléments au fini main. Pasha. La dernière nouveauté au chapitre de l'ameublement pour fillettes et adolescentes... qui saura leur plaire longtemps. Venez l'admirer chez Fraser.



Chiffonnier à tiroirs 30 x 17 x 80" Prix courant \$495 **Vente \$369**  
Armoirette 30 x 17 x 80" Prix courant 495 **Vente 369**  
Bibliothèque 30 x 17 x 80" Prix courant 409 **Vente 329**



Miroir sur pied 27 x 66" Prix courant 209 **Vente 169**



Lit à colonnes (3/3) Prix courant \$324 **Vente \$259**  
Châssis Baldaquin, lit jumeau (3/3) Prix courant 365 **Vente 289**  
Table de chevet 26 x 16 x 24" Prix courant 145 **Vente 119**

**Fraser Bros.**

2 entrées  
4950, RUE DE LA SAVANNE ET 5025, RUE PARÉ  
Tél.: 342-0050

Heures d'affaires  
Ouvert jusqu'à 21 h  
jeudi et vendredi  
Du lundi au mercredi 9 h 30 à 18:00 h  
Samedi jusqu'à 17 h  
Vaste terrain de stationnement

**iw.h.perron**

**NOS ARBRES SONT EMPOTÉS C'est encore le temps de planter...**

**CONIFERES** Cadre en boule et pyramide • Épinette de Koster et Colorado • Genévrier étendu et pyramide • Taxus • Pin Mugho, etc.

**ARBRES D'ORNEMENT** • Érable de Norvège • Érable argente • Marronnier • Bouleau • Catalpa • Frêne • Gleditsia • Peuplier • Saule • Sorbier • Tilleul • Pommatier royal, etc.

**ARBUSTES D'ORNEMENT** • Rosier • Cornouille • Hydrangea • Potentilla • Philadelphus • Spirée • Symphoricarpe • Weigelia.

**ARBRES FRUITIERS, ETC.** • Pommier • Poirier • Prunier • Pommier et poirier nain • Abricotier • Pêcher.

Notre personnel qualifié vous aidera à résoudre vos problèmes de jardinage.

**iw.h.perron**

515, boul. Labelle, Chomedey, Laval  
(1/2 mille au nord du pont de Cartierville)  
332-3610

Vaste terrain de stationnement  
Ouvert du lundi au samedi,  
de 8.30 a.m. à 5.00 p.m.

Informez-vous au sujet de  
• Notre politique d'échange exclusive  
• Notre programme de versements échelonnés  
• Notre service de corvée gratuit  
• Notre section de tapis d'Orient et de moquette mur à mur

# MOT-MYSTÈRE

JEUX DE SOCIÉTÉ — Un mot de 7 lettres

1	E	L	L	I	A	T	A	B	P	E	L	Q	N	I	C
2	J	R	E	U	O	J	A	O	C	O	R	N	E	T	O
3	C	A	R	T	E	S	K	N	T	A	N	B	E	S	I
4	P	O	I	N	T	E	O	E	R	H	P	T	U	R	K
5	E	H	U	E	R	N	R	T	I	E	T	O	E	E	C
6	R	T	A	P	E	I	R	T	C	S	R	I	T	L	I
7	E	R	R	R	E	A	E	E	H	E	R	T	D	D	R
8	P	I	E	A	A	R	I	S	E	I	H	E	N	U	T
9	U	P	L	B	C	O	V	S	R	O	M	E	V	O	J
10	O	O	O	A	N	E	N	A	M	A	N	A	L	E	C
11	C	T	V	I	C	O	E	B	R	I	T	O	U	R	R
12	E	E	M	H	D	E	R	Q	U	O	N	F	U	E	N
13	R	O	E	E	U	E	U	Q	U	M	O	U	C	H	E
14	D	C	R	A	P	E	T	T	E	Z	I	S	E	P	T
15	S	F	E	H	C	N	A	V	E	R	P	E	T	I	T

- |          |          |          |          |         |
|----------|----------|----------|----------|---------|
| BASSETTE | COUPER   | MARQUE   | PONTE    | TRICHER |
| BASTIE   | CRAPETTE | MOUCHE   | QUEUE    | TRICK   |
| BATAILLE | DOMINO   | NEUF     | QUINE    | TRIPOT  |
| BESI     | ECARTE   | OIE      | RECOUPER | TOUR    |
| CAPOT    | ECHECS   | OUILLERS | RENONCE  | VA-TOUT |
| CARTES   | FREDON   | PETIT    | RENVIER  | VOLE    |
| CAVER    | HOMBRE   | PHARAON  | REVANCHE |         |
| CINO     | JOUER    | PION     | REVERSI  |         |
| CONTRER  | JUDITH   | POINT    | SEPT     |         |
| CORNET   | LOTÉRIE  | POKER    | SIZETTE  |         |

Solution du dernier problème: JACONAS

### Explication du jeu

Éliminez un à un les mots de la liste que vous repérez dans la grille. Ces mots peuvent se lire horizontalement, verticalement, diagonalement, de droite à gauche, de gauche à droite, de bas en haut et de haut en bas.

Les lettres qui vous resteront composent le mot-mystère.

## Whelan: la production d'aliments doit tripler d'ici 25 ans pour faire face à la croissance démographique

OTTAWA (PC) — Convaincu que la croissance démographique des dernières décennies se maintiendra, le ministre de l'Agriculture Eugene Whelan a déclaré hier soir que la production mondiale d'aliments doit tripler durant les prochaines 25 années pour permettre de nourrir toutes les bouches.

Dans un discours préparé en vue de la conférence de Couchiching et publié à l'avance, il affirme que tout indique une croissance démographique considérable pour l'avenir, et une hausse équivalente de la demande alimentaire.

"A un certain moment et d'une façon quelconque,

### Le chef Côté lui aurait prêté \$895 et non \$1,500

BEAUPORT (PC) — Rappelé hier devant la Commission de police du Québec qui enquête sur l'administration du corps policier de Beauport, le témoin Raymond Savard a donné une nouvelle version du présumé prêt usuraire auquel se serait livré le chef de la police à son déclin.

Le commis-opérateur de ce corps policier de la banlieue de Québec a en effet contredit son premier témoignage rendu lundi dernier et ceux du chef Eugène Côté et de sa femme, en affirmant que ce n'est pas une somme de \$1,500 mais bien de \$895 qu'il a reçue en prêt de M. Côté, en retour de 20 chèques post-datés de \$105 faits au nom de Mme Côté.

cette croissance démographique doit prendre fin et la population mondiale doit se maintenir. Je doute toutefois que l'homme, par lui-même et par voie de planification, puisse réussir à atteindre cet objectif.

## Vingt-sept meurtres: 594 ans de prison

SAN ANTONIO, Texas (AFP) — Elmer Wayne Henley, 18 ans, a été condamné à un total de 594 ans de prison par un tribunal de San Antonio Texas, hier pour son rôle dans le massacre de 27 jeunes gens, à la suite de tortures et d'orgies sexuelles. Les cadavres des victimes avaient été découverts dans plusieurs charniers de la région, l'année dernière.

Henley avait été reconnu coupable, en juillet, de l'assassinat de six des victimes.

Le juge Preston Dial a infligé au jeune criminel six peines cumulatives de 99 ans.

Henley a répondu fermement "non monsieur" lorsque le juge lui a demandé, avant d'imposer chaque peine, s'il avait quoi que ce soit à dire.

Le procureur Don Lambright a déclaré, après le jugement, que les peines étaient cumulatives, car le jeune dévoyé devait passer le restant de ses jours en prison.

"La situation telle que je la décris est peu reluisante, mais je ne vois pas comment les choses pourraient être différentes.

"L'histoire a prouvé que nous n'avons réalisé aucun progrès réel dans le contrôle des naissances et, franchement, je ne crois pas que nous réussirons jamais parce qu'il existe un besoin puissant de reproduction chez toute forme de vie."

### Production

M. Whelan affirme que le problème important, dans l'avenir, sera de produire assez d'aliments, problème dont on l'entretenait souvent dans sa jeunesse sur une ferme et qui, dit-il, faisait espérer aux agriculteurs une amélioration de leurs revenus.

Il est d'avis que les choses n'ont pas beaucoup changé.

"Les agriculteurs représentent toujours le bloc le plus compact de citoyens pauvres dans notre pays.

"Les agriculteurs ont ap-

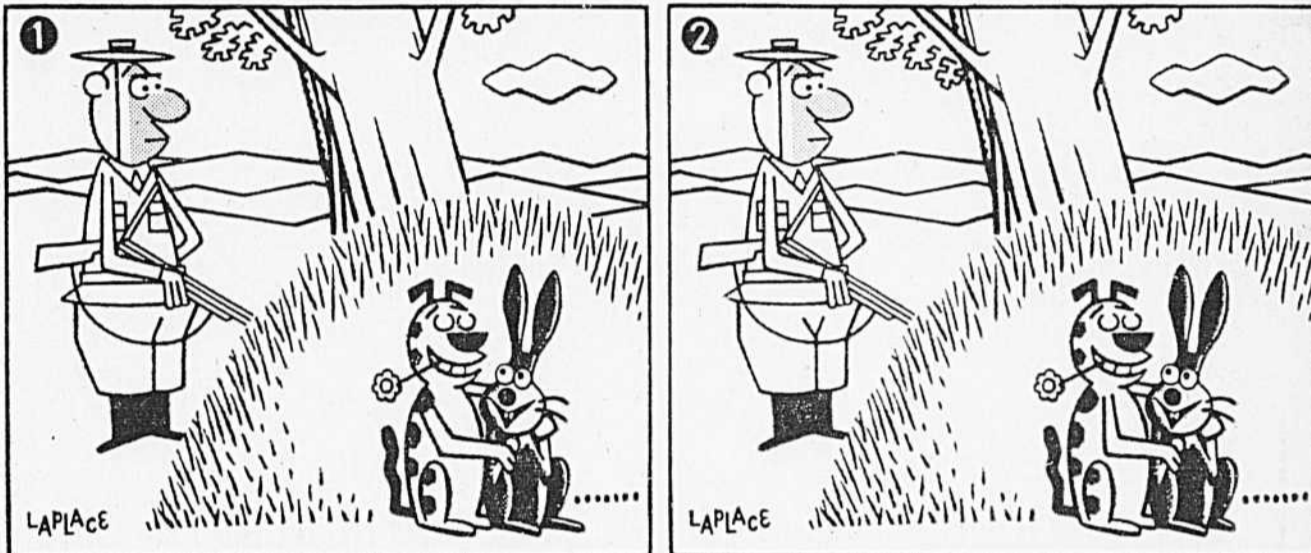
pris que l'espoir d'aujourd'hui peut devenir le désespoir de demain, parce qu'il y a une marge réduite entre ne pas posséder assez et posséder un peu trop..."

Il a aussi déploré la désertion des fermes au Canada, précisant que, malgré que notre pays couvre 3,85 millions de milles carrés, il ne compte que 170 millions d'acres de terres, seules 106 millions d'acres sont occupées par des fermes, tandis que le reste est laissé au pâturage et aux forêts. Malgré tout, certaines des terres les plus productives sont accaparées par la croissance urbaine.

"Une nation comme nous qui possède la deuxième masse de terre d'importance du monde et dont la population est une des plus essaimées, cette tendance ne doit pas se poursuivre. La solution doit se trouver dans la planification de villes où il est vraiment plaisant de vivre et de travailler."

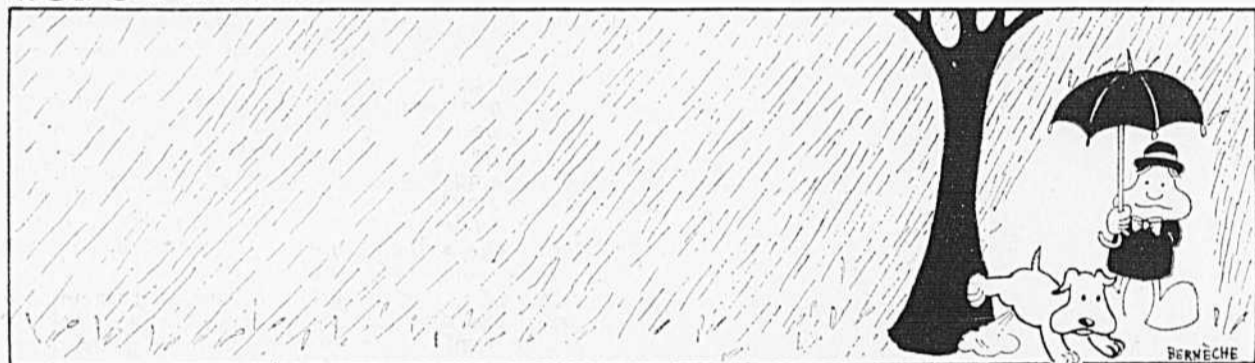
## êtes-vous observateur?

Ces deux dessins de LAPLACE sont en apparence identiques. En réalité, il y a entre eux huit petites différences.



VOIR SOLUTION A LA FIN DES ANNONCES CLASSEES

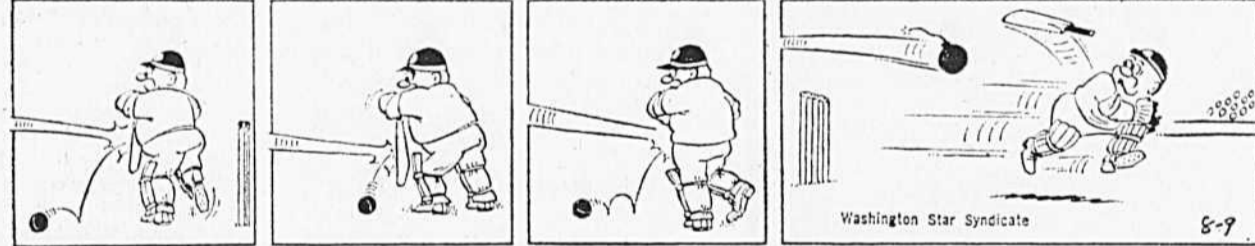
### RODOLPHE



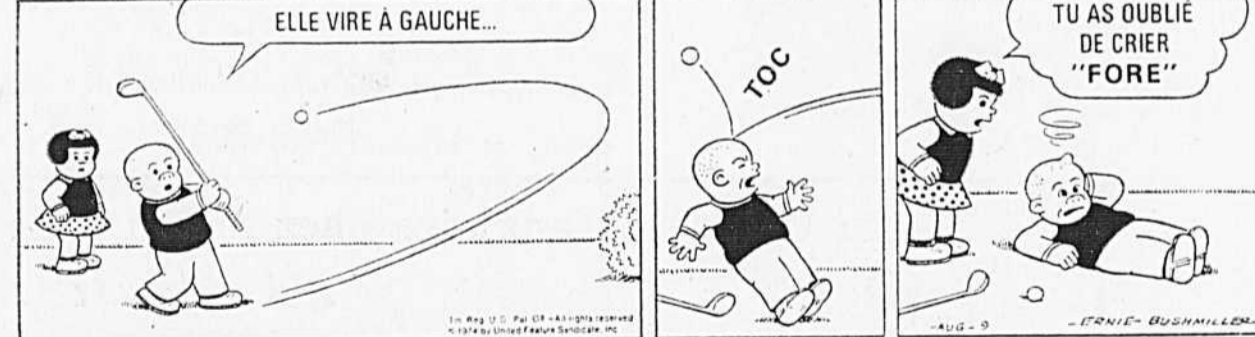
### LES NAUFRAGÉS



### MON ONCLE



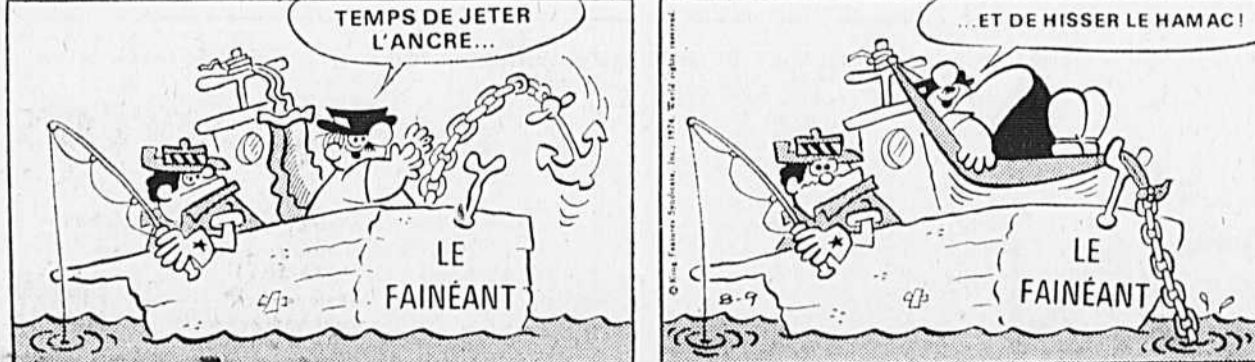
### PHILOMÈNE



### LES PIERRES À FEU



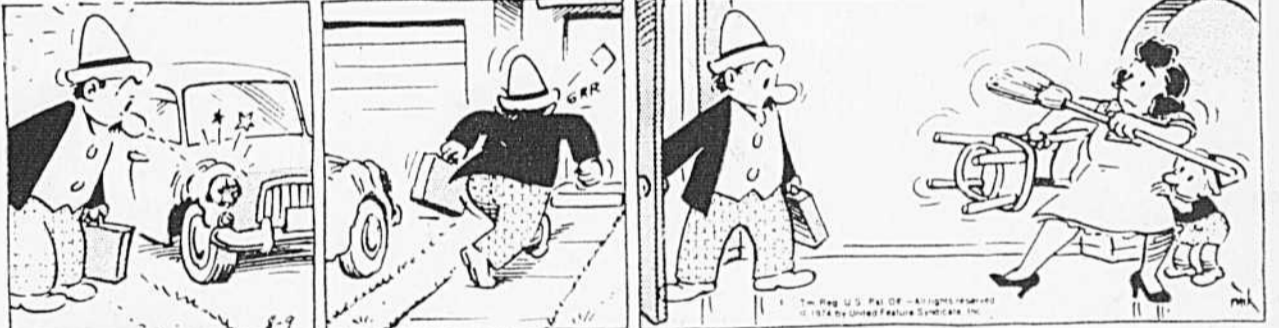
### BOZO



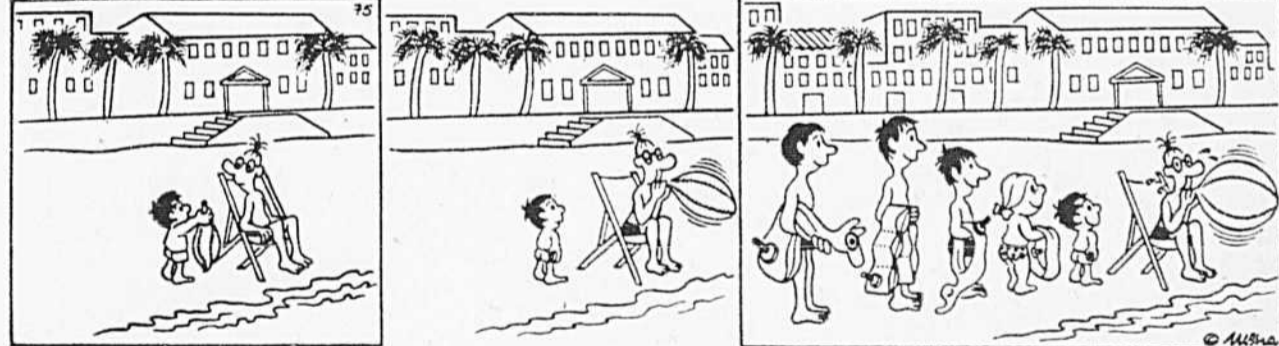
### LES MICROBES



### FERDINAND



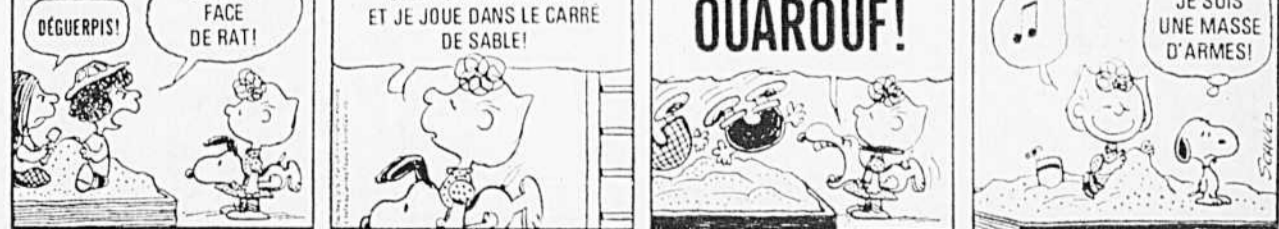
### CANDIDE PAR MENA



### BASILE



### PEANUTS

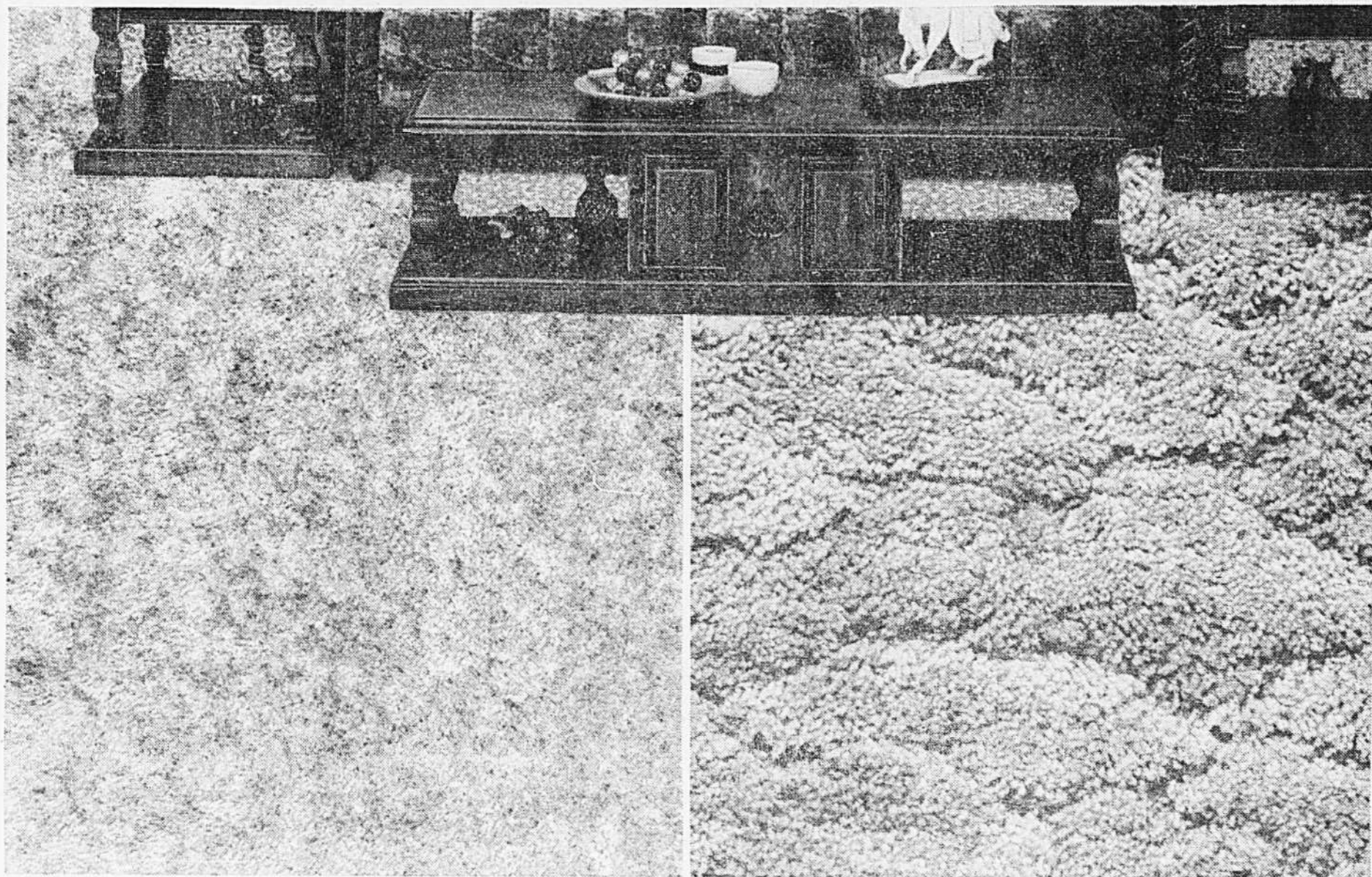


### MUTT ET JEFF



# vente Foyerama d'automne Eaton

Des aubaines pour votre famille et votre foyer  
jusqu'au samedi 17 août inclusivement



## Moquette «Discretion» en nylon

Prix courant Eaton 12.95 la verge carrée

**1049**  
la verge carrée

Voici une moquette de qualité qui recouvrira de chaleur et de douceur le plancher de votre chambre à coucher ou de votre salon. Une douce apparence est créée par l'effet de couleur ton sur ton. Mèche longue ajoutant encore plus de confort. Facile d'entretien puisqu'en nylon. Choix de rouge, abricot, ton pomme pâle, vert givré, ton or "Midas", rose épanouie, orange mangue. Largeur 12'. Quantités limitées.

## Belle moquette «Intrigue»

Prix courant Eaton 13.95 la verge carrée

**1099**  
la verge carrée

Cette moquette ajoutera charme, beauté et élégance dans les pièces où vous la poserez. En nylon à motifs ciselés, elle vous est offerte dans des coloris chatoyants de ton or colonial, ton champagne, ton or ambré, vert aqua, rouge, rose, ton or lever de soleil, limette, bleu, beige, jaune, vert mousse, orange, bourgogne. Moquette disponible dans la largeur 12'. Ses teintes de pastel s'assortissent à votre décor préféré. Quantités limitées.

EATON Centre-ville (sixième étage), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Rayon 272. Egalement à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore) et à ou par Sherbrooke (Carrefour de l'Estrie)

Achats en personne seulement

## Ensemble «Samantha» de Singer

Le confort contemporain est personnalisé par cet ensemble Singer, de fabrication soignée et robuste, super confortable. Coussins de siège réversibles, coussins de dossier moelleux de 4" d'épaisseur. Vous aurez encore plus de plaisir lorsque vous recevrez dans votre salon signé Singer.

Ensemble sofa (env. 94" x 33 1/2" x 28") et fauteuil (env. 43" x 33 1/2" x 28")  
les 2 pièces **699<sup>99</sup>**

Hors illustration:  
Causeuse assortie (env. 69" x 33" x 28") **369<sup>99</sup>**  
ch.

Ottoman (env. 27 1/2" x 15 1/4" x 15 1/2") **99<sup>99</sup>**  
ch.

Tables modernes dessus verre et étagères assorties. Pieds ronds en acier de 1 1/2" et armature rectangulaire en acier de 1 1/2" x 1/2". Fini chromé, dessus verre ton bronze de 1/2" d'épaisseur env.

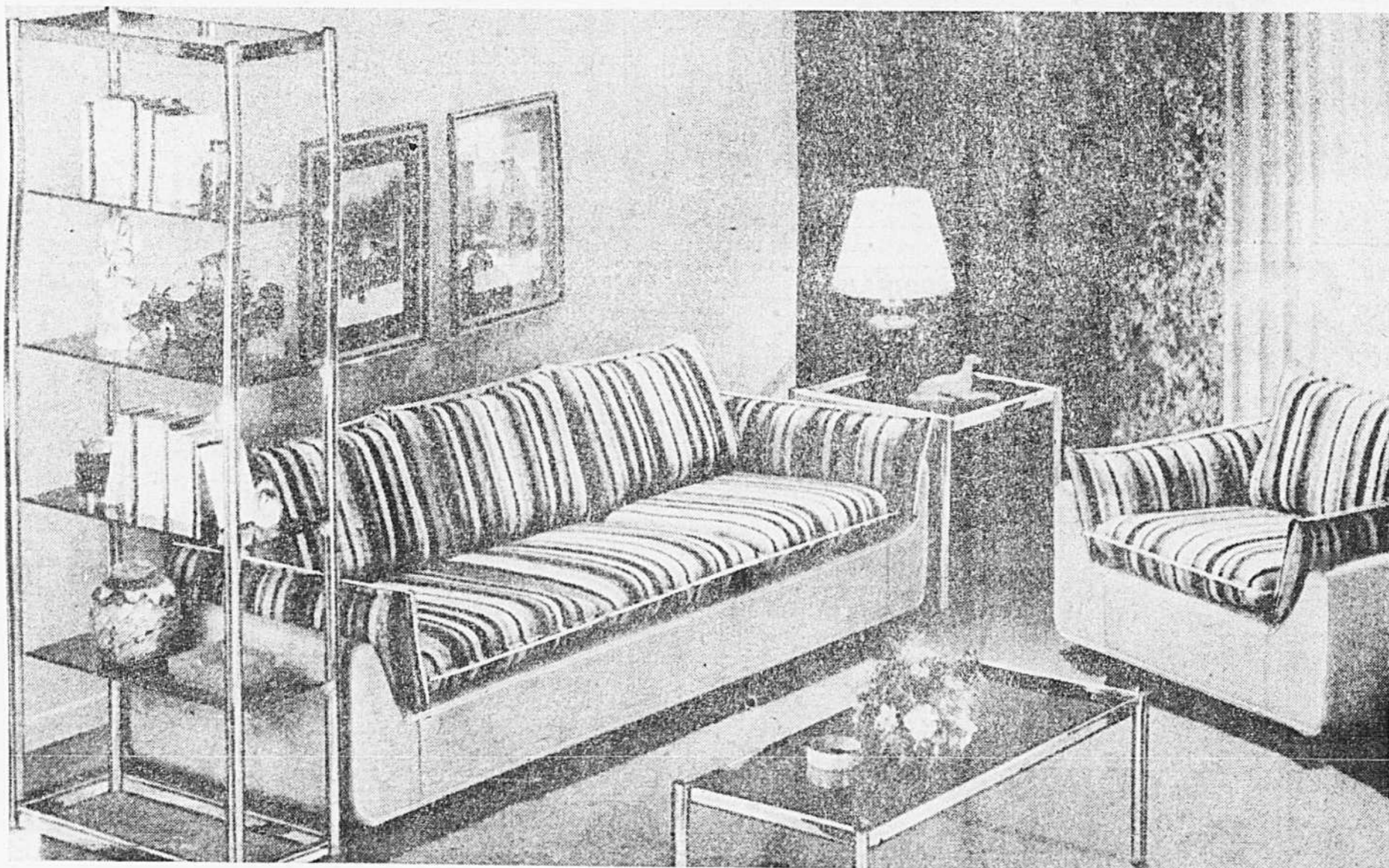
Table à café (env. 48" x 20" x 15") **59<sup>99</sup>**  
ch.

Table d'extrémité (env. 24" x 21" x 21") **53<sup>99</sup>**  
ch.

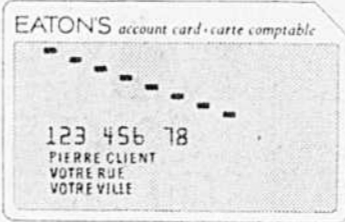
Étagère (env. 14" x 30" x 72") **124<sup>99</sup>**  
ch.

EATON Centre-ville (septième étage), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Rayon 470. Egalement à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore) et à ou par Sherbrooke (Carrefour de l'Estrie).

Venez ou téléphonez **842-9211**



Magasinez dans le confort de votre foyer! Composez 341-3000, poste 241 ou 242. Un représentant Eaton se rendra chez vous, même le soir ou le samedi, avec des échantillons de moquettes, de tentures et de rideaux, de housses et de revêtements. Aucune obligation de votre part.



La carte comptable  
Eaton  
une façon moderne  
de magasiner

## "Fish'n Chips" à l'anglaise chez Eaton 1.49

Jusqu'au samedi 10 août

Si vous êtes un amateur de "fish'n chips", venez chez Eaton essayer notre "spécialité" composée de morue enrobée de pâte frite et de frites. Le repas comprend également un oignon mariné, un petit pain avec beurre et une boisson. C'est un repas appétissant et nourrissant qui saura vous plaire. Venez chez Eaton essayer ce repas au prix spécial de 1.49 jusqu'au samedi seulement.

EATON Centre-ville (Casse-Croûte au niveau du métro), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Egalement à Ottawa au Centre commercial Bayshore et à Sherbrooke au Carrefour de l'Estrie.

# EATON